

**MIGRANTS — AU PANAMA,
LE PIÈGE DU RETOUR CISJORDANIE —
“PIRE QUE LA SECONDE INTIFADA”**



**Culture —
Naples fait
son cinéma**



Courrier international

N° 1793 du 13 au 19 mars 2025
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne
5,85 £, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,
Japon 1300 ¥, Maroc 50 DH,
Pays-Bas 6,20 €, Portugal 5,80 €,
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 11 DFL,
AfriqueCFA autres 3700 FCFA.

AVEC LES UKRAINIENS

*De Kiev à Kramatorsk, de Kharkiv à Odessa,
comment les Ukrainiens vivent-ils l'abandon
américain après trois ans de guerre ?*

M 03183 - 1793 - F: 5,20 €





Pour les trajets courts, privilégiez la marche



CLASSE A STAR EDITION

Nouvelle série spéciale équipée de série
du Pack AMG Line Advanced, du toit ouvrant panoramique
et des projecteurs Multibeam LED.

Dès **389€**/mois
sans apport*
LLD 37 mois / 45 000 km

+ 2 entretiens offerts**



Classe A Star Edition : consommations : 5,8-6,3 l/100 km (cycle combiné WLTP), émissions de CO₂ : 131-143 g/km (cycle combiné WLTP). *Location Longue Durée : Classe A 180 Star Edition, 45 000 km, 37 loyers mensuels de 389 €. Modèle présenté : Classe A 180 Star Edition, avec options, 37 loyers mensuels de **440 €**. Offre au prix tarif remisé du **01/01/25**, valable dans la limite des stocks disponibles pour toute commande d'un véhicule neuf (sauf motorisation AMG) avant le **31/03/25** et livraison avant le **30/06/25** chez les distributeurs participants, sous réserve d'acceptation par Mercedes-Benz Financial Services SA, 7 av. Niepce, 78180 Montigny. RCS Versailles 304 974 249, N° ORIAS 07009177. **Contrat ServiceCare 2 entretiens, valable en France métropolitaine et Monaco, pour toute commande d'une Classe A (sauf motorisation AMG) chez les distributeurs participants du **01/01/2025** au **31/03/2025** et livraison au plus tard le **30/06/2025**. Hors véhicules AMG, véhicules de secours ou de compétition, véhicules de courtoisie, auto-écoles et loueurs courte durée. Mercedes-Benz France, SAS au capital de 75.516.000 €. SIREN 622 044 287 R.C.S Versailles.

ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

Avec les Ukrainiens

Les enfants restent à l'intérieur et écoutent la guerre, le nez sur leur téléphone. Ils ne peuvent pas aller voir leurs copains ou se balader dans les bois. Autour d'eux, il n'y a que la guerre et les soldats." Dans l'est de l'Ukraine, un journaliste du quotidien suédois **Dagens Nyheter** a rencontré une famille contrainte de quitter la région de Pokrovsk, une ville stratégique que les troupes russes tentent de prendre depuis des mois. Et leurs témoignages semblent bien loin de la paix rapide promise par Donald Trump. Eux racontent leur peur au quotidien, le bruit des bombes qui se rapprochent, un premier exil en Pologne, le retour à l'été 2022, et puis bientôt un nouveau départ, sans doute définitif celui-là, vers l'ouest. Si, depuis des semaines, l'Ukraine s'est retrouvée bien malgré elle au cœur d'une agitation diplomatique sans précédent, entre Washington, Londres, Paris, Bruxelles et maintenant Riyad, des Ukrainiens, il n'a pourtant guère été question. À quoi aspirent-ils après trois ans d'une guerre particulièrement destructrice ? Comment vivent-ils l'abandon de leur président et de leur pays par Donald Trump après que celui-ci a suspendu l'aide militaire à Kiev et le partage du renseignement ? Dans ce numéro, c'est leurs voix que nous avons voulu faire entendre à nouveau. De Kiev à Odessa, en passant par Kramatorsk, Kharkiv, Zaporijja ou Lviv, tous racontent l'usure de la guerre, mais aussi leur refus d'une paix bradée, sans garantie. Volodymyr Zelensky affronte sans doute son dernier défi, de loin le plus compliqué, écrit Jeremy Bowen dans **The New Statesman**. Paradoxalement, les violentes attaques de Donald Trump contre le président ukrainien ont ressoudé la population derrière son chef de guerre, explique le quotidien slovaque **Dennik N**, y compris certains de ses opposants. Jusqu'à quand ?

En couverture : Ukraine : lors d'un hommage rendu à un soldat, le 28 février, à Kiev. Photo Kostiantyn Liberov/Libkos/Getty Images. Naples : Photo Gianni Cipriano/The New York Times



Sommaire



PHOTO PAUL MONTENEIRO/AFP

PANAMA p.18

L'escale des migrants est devenue un piège

Qu'ils aient été expulsés des États-Unis ou aient fait demi-tour, le retour des migrants vénézuéliens dans leur pays est marqué par une précarité extrême, encore aggravée par le flou administratif. Une enquête du site **Connectas**.

CISJORDANIE p.22

"C'est pire que la seconde Intifada"

L'opération Mur de fer, lancée en janvier, a déjà déplacé 40 000 personnes, surtout dans les camps du nord de la Cisjordanie. Pour ces Palestiniens qui s'expriment dans le magazine **+972**, cela ne fait aucun doute : Israël veut rendre leur retour impossible.

ÉCONOMIE p.36

Trump donne le vertige au commerce international

La politique erratique du président des États-Unis déconcerte ses partenaires commerciaux et les investisseurs. **The Economist** n'exclut pas une flambée de l'inflation et une récession sur le continent, voire au-delà.

360°

VOYAGE p.42



PHOTO EDUARDO CASTALDO/FREEMENTLE

JAPON p.48

Lettres pour ceux qui nous ont quittés

Il s'agissait au départ d'une installation artistique, mais elle a perduré. Sur la petite île japonaise d'Awashima, un bureau de poste recueille les lettres envoyées à tous ceux partis sans laisser d'adresse, parfois à jamais. Un récit du **Washington Post**.



Les sources Chaque semaine les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier.

Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

+972 Magazine (972mag.com) Israël, en ligne. **Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien. **Connectas** (connectas.org) Bogota, en ligne. **Dagens Nyheter** Stockholm, quotidien. **Dennik N** Bratislava, quotidien. **Deutsche Welle** (dw.com/de) Bonn, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Il Foglio** Milan, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **The New Statesman** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **NK News** Washington, quotidien. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **Raseef22** (raseef22.com) Beyrouth, en ligne. **Le Soleil** Dakar, quotidien. **Tages-Anzeiger** Zurich, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **Visual Capitalist** (visualcapitalist.com) Vancouver, en ligne. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien.


**Courrier
international**

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec un conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Mars 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0)1 46

46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0)1 46 46 16 02 Site

web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coisplet, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anous Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE

François Gerles (chef de rubrique, 7/48) EUROPE Gerry Feely (chef de service, 16/9), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est d'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse, États-Unis), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamino Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutaouï (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavou (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotlevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16/9) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16/14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16/57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16/39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukourda (Turquie), Philippe Mischkovsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechai (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest)

TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service, Économie, 16/47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16/15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloeil (chef des informations, 17/32), Hugo Florent, Oumeïma Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffshitz (16/96)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Mélanie Chenouard (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cuny-Le Callet, Méline David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16/51), Jean-Luc Majouret (16/42)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffshitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17/35), Solal Alébès, Françoise Hérald, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquettiste), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Dotey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet ICO NOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 7/37), Diane Perpère (16/08), Alizée Marchal (17/38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45/35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ON PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Jean-Baptiste Bor, Étienne Bouche, Maxime Bourdier, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Emilie Cochaud-Kaminski, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Eloïse Duval, Hélène Frédéric, Dorian Gallais, Philippe Godefroy, Daniel Golossov, Hélène Krum, Youssef Larbi Alami, Léo Maillard, Florian Mattern, Camille Miloua Giraudeau, Valentine Morizot, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Maddalena di Vio, Aruzhan Yeralyeva

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75070 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale : Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39/68) Directeur de la publicité : David De Lamoy Directeur délégué à la digital : Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr) Directeur délégué à la publicité : Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38/4)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16/06) Gestion

Mathilde Bannier (16/26) Droits Blandine Mosnat (16/52) Comptabilité : 01 48 88 45/51

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Lotz Directrice des ventes

Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits : Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion : Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévost, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (chef de service), Louise Dugeau, Camille Lefaixa, Mynn May-Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts : 0 805 05 01 47

Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur

<https://www.courrierinternational.com/page/cgu>



SUR NOTRE SITE

Pollution. Du kéroène prêt à se déverser en mer du Nord

La collision survenue le 10 mars au large des côtes anglaises entre un cargo et un pétrolier affrété par l'armée américaine pourrait devenir l'une des pires catastrophes environnementales de ces dernières années. À suivre sur notre site.

Tribune. Il est temps de briser le silence sur le Covid

Dans les colonnes de Trouw, la chroniqueuse Leonie Breebaart estime qu'il est temps de mettre des mots sur les émotions et les douleurs provoquées par la crise sanitaire, en particulier pour les jeunes. Un texte à lire dès le 17 mars.

Lifestyle. L'agenda japonais conquiert le cœur (et l'Instagram) des Américains

Au début de ce siècle, l'agenda papier japonais est tombé en disgrâce. Aujourd'hui, cet objet est redevenu une véritable institution et séduit en dehors de l'archipel et sur les réseaux sociaux. Un phénomène analysé par The Japan Times, à retrouver dès samedi dans notre édition Week-end.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Des hauts et pas mal de bas : pour la presse internationale, la société française semble bien souvent au bord de la crise de nerfs. Mais elle est aussi capable de partager des moments de joie et de construire son avenir.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier
international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de 139 € au lieu de 237,20 €*
- 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 175 € au lieu de 290,60 €*

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>

ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données perso/mélées pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.

Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sorties des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@gruppedelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Syrie. Le spectre d'une guerre civile

8. Bosnie-Herzégovine. Empêcher un retour à 1992

À la une

10. Avec les Ukrainiens

D'un continent à l'autre

18. Panama. L'escale des migrants est devenue un piège

20. États-Unis. La "poutine" de Washington

22. Cisjordanie. "C'est pire que la seconde Intifada"

24. Iran. Vague de suicides chez les médecins

28. Sénégal. L'habit fait le président souverain

30. Corée du Nord. L'espion qui aimait la paix

32. Union européenne. Un tournant "historique" sur la défense

33. Allemagne. Ahaus, la ville où le code QR est roi

34. France. Macron, l'homme du moment en Europe

Transversales

36. Économie. Trump perturbe le commerce international

38. Techno. Contre l'IA, les auteurs imposent le silence

39. Signaux. Où sont les vieux ?

40. Sciences. Les orques tapent direct au foie

360°

42. Voyage. Naples est une scène

48. Culture. Au Japon, le Bureau de poste des disparus

50. Histoire. La première victoire d'Alexandre le Grand

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33

abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310

expressmag@expressmag.com

Suisse : (41) 022 860 84 01

abonne@edigroup.ch





7 jours dans
le monde



← Dessin de Haddad paru dans Al-Hayat, Londres.

pouvoir. De l'autre, des factions sunnites radicales, composées de jeunes n'ayant connu que la répression depuis leur naissance. Entre les deux, un pouvoir disparate et limité. Et dans tout le pays, des armes en dehors du contrôle de l'Etat.

Enquête. Ahmed El-Charaa est peut-être tombé dans un piège tendu par les forces de l'ancien régime, qui savent mieux que personne attiser les peurs communautaires de l'Alaouistan". Le président syrien par intérim a dû faire face à une tentative de coup d'Etat qui paraît avoir été minutieusement préparée, peut-être avec l'aide de l'Iran, et semble avoir été débordé par les factions les plus radicales au sein de ses soutiens. Il a appelé ses troupes à la retenue, a promis que quiconque "portera atteinte à des civils innocents sera jugé sévèrement" et annoncé la création d'une commission nationale indépendante chargée d'enquêter sur les événements survenus sur la côte syrienne.

À sa place, Bachar El-Assad aurait appelé à tuer tous les "terroristes" – terme employé pour désigner tous ceux qui refusent de se taire – et aurait nié tous les crimes commis par ses hommes. Ahmed El-Charaa n'est pas le nouveau Bachar El-Assad. Mais il était de sa responsabilité de tout faire pour que plus aucun civil syrien ne soit massacré. Parce que la révolution syrienne porte en elle un espoir qui la dépasse largement.

Il est facile d'écrire ces mots lorsque l'on n'est pas à la tête d'un pays ruiné, morcelé, qui sort à peine de treize ans de guerre et de cinquante ans de dictature sanguinaire. Le président syrien est dans une situation intenable. Les caisses sont vides, les sanctions n'ont pas été levées et aucune aide promise n'a été apportée. Le pays est au bord de la partition et de l'implosion. Les minorités kurde, druze, alaouite, pour des

Syrie. Le spectre d'une guerre civile

Trois mois après le renversement de Bachar El-Assad, un déchaînement de violence entre les anciens combattants du régime et les forces du nouveau pouvoir constitue un retour brutal à la réalité, commente ce quotidien libanais.

— L'Orient-Le Jour, extraits
(Beyrouth)

Ali est alaouite. Originaire de Masyaf, il vit et travaille au Liban depuis plus de dix ans. Lorsque le régime Assad est tombé, le 8 décembre dernier, il fut pris de panique. Non pas en raison de l'affection qu'il portait à un clan qui ne lui a jamais rien donné, comme à la grande majorité des Alaouites. Mais parce que depuis sa naissance on lui explique que les sunnites veulent sa peau. Et qu'il a peur, à l'instar du reste de sa communauté, à la fois de tout perdre et d'être associé à l'ancien pouvoir.

Aux yeux de la majorité sunnite, les Alaouites ont participé pendant des décennies, et en particulier durant la dernière, à la répression et aux massacres. Au mieux, ils se sont tus. Alors, ils sont coupables.

Voilà trois mois qu'Ali est persuadé que le sang va couler en Syrie "encore plus que durant le règne des Assad". Jeudi soir [6 mars], il me lance d'un ton affolé : "La guerre civile a commencé!" Peut-être était-ce exagéré. Mais ce qui s'est passé lors de ces derniers jours est beaucoup plus qu'une tache d'ombre sur le nouveau pouvoir syrien.

Nous n'avons pas encore tous les tenants et les aboutissants de la séquence. Nous

ne savons pas si certaines puissances étrangères – l'Iran, la Turquie, Israël – ont joué un rôle dans ces événements. Nous ne sommes pas certains de l'ampleur de la tuerie ni de [l'identité de] ses exécutants [plus de 1 000 civils et près de 500 combattants pro-Assad auraient été tués, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme]. Nous ne savons pas exactement dans quelle mesure le pouvoir y a participé ou a été débordé par ses factions les plus radicales.

Mais nous savons qu'à la suite d'une insurrection menée par des factions armées pro-Assad, de violents combats ont éclaté et des centaines de civils alaouites ont été massacrés [dans les régions de Lattaquié et de Tartous]. Et quoi que l'on pense des reliquats de l'assadisme et de ses soutiens étrangers, ce dernier élément devrait prendre le pas sur tout le reste. Si un tel massacre avait été commis sous le règne de Bachar, nous n'aurions pas eu de mots assez durs pour le condamner. Il n'y a aucune raison d'en faire autrement aujourd'hui.

La haine confessionnelle est le poison le plus mortel de la région. Les uns massacrent les autres. Puis les autres en font de même pour se venger. La révolution syrienne a accompli l'impossible et l'impossible en décembre dernier en s'emparant du pouvoir sans que cela passe par un

bain de sang. Il était là, le principal héritage et accomplissement du nouveau pouvoir. Et en quelques jours, il est parti en fumée.

Tous les ingrédients étaient présents pour que cela explose. D'un côté, des Alaouites qui ont tout perdu, rejettés de l'armée et de l'administration et ne pouvant plus profiter des aides de l'Etat en raison des politiques libérales du nouveau

"Accord historique" entre le pouvoir et les Kurdes

●●● Trois mois après la chute de Bachar El-Assad, le président syrien par intérim, Ahmed El-Charaa, et Mazloum Abdi, le chef des Forces démocratiques syriennes, bras armé de l'administration autonome kurde qui dirige le nord et l'est de la Syrie, ont scellé le 10 mars un "accord historique", souligne le média kurde Rudaw. Son entrée en vigueur est prévue d'ici à la fin de l'année.

Il prévoit notamment "l'intégration de toutes les institutions civiles et militaires du nord-est de la Syrie au sein de l'administration de l'Etat syrien" et le transfert du contrôle stratégique des champs pétroliers

et gaziers de la région. Il garantit à la communauté kurde "son droit à la citoyenneté et l'ensemble de ses droits constitutionnels", après des décennies de discrimination sous Assad. Les Kurdes de Syrie ont établi une autonomie de facto dans le Rojava ("Ouest", en kurde) à la faveur du conflit syrien. Mais, ces dernières semaines, ses représentants ont multiplié les signes d'ouverture. Pour le nouveau pouvoir islamiste à Damas qui cherche à asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire, cet accord intervient à point nommé, quelques heures après la fin de l'escalade de violences qui a touché la zone côtière.

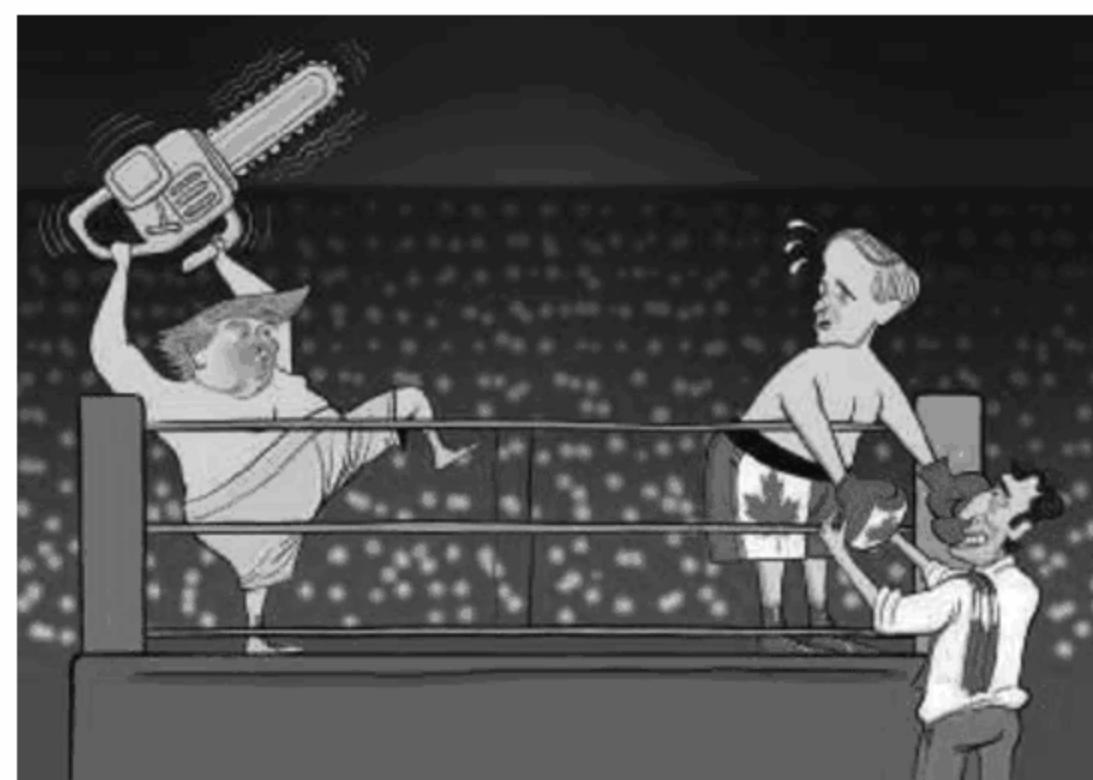
CANADA



Mark Carney se présente en sauveur

L'ancien gouverneur de la Banque du Canada doit succéder à Justin Trudeau au poste de Premier ministre après avoir été élu, le 9 mars, à la tête des libéraux, ragaillardis par le bras de fer avec Trump.

↗ Donald Trump, Mark Carney et Justin Trudeau. Dessin de Ramsés, Cuba.



Sera-t-il le "sauveur" du grand Parti libéral? C'est la question que pose **Le Devoir** à propos de Mark Carney, élu nouveau chef du parti au pouvoir le 9 mars et qui s'apprête à remplacer Justin Trudeau au poste de Premier ministre. Cet ancien gouverneur de la Banque du Canada et de la Banque d'Angleterre est arrivé en scène sur le tard, après que Trudeau a annoncé, le 6 janvier, sa démission, lançant ainsi une course au pouvoir alors que les libéraux étaient largement distancés dans l'opinion publique par les conservateurs de Pierre Poilievre.

Mais Donald Trump "a donné une nouvelle vie à son parti" avec ses menaces contre le Canada, écrit le **Toronto Star** dans un éditorial. Les dernières projections de la radio-télévision publique **CBC**, en vue d'une élection désormais attendue à la fin d'avril ou au début de mai, montrent que les conservateurs ne sont plus assurés d'obtenir une majorité absolue à la Chambre des communes et que les libéraux les talonnent avec un écart réduit à 10 points. À la fin de février, un sondage les donnait même en avance pour la première fois en quatre ans, relève **Le Journal**

de Québec. Ce qui fait dire à un contributeur du **Globe and Mail**: "Le Parti libéral du Canada se réinvente – et ressuscite – une fois de plus."

Les militants libéraux, "revigorés", ont plébiscité Mark Carney à plus de 85%, souligne **Le Journal de Montréal**. Avec sans doute en tête les sondages qui "indiquent clairement que l'ex-gouverneur de la Banque du Canada est le mieux placé pour faire face à Donald Trump, même par rapport à Poilievre". Un avantage "certain", car "la gestion du président

[des États-Unis] et de son administration aussi imprévisible qu'incohérente figurera en tête des enjeux des prochaines élections générales".

Après sa victoire, Mark Carney a d'ailleurs donné "un aperçu de sa stratégie face à Donald Trump et Pierre Poilievre, qu'il met dans le même panier", poursuit le titre québécois. D'après lui, Poilievre ne peut pas "tenir tête" à un président américain qu'il "adule". "Carney touche ainsi à une corde sensible pour le chef conservateur, que beaucoup de Canadiens qualifient à tort ou à raison de 'mini-Trump'".

Durant sa campagne, l'ancien banquier a promis des représailles

commerciales contre les droits de douane adoptés puis reportés par Donald Trump. Il s'est aussi démarqué de Justin Trudeau, notamment en offrant d'abandonner l'impopulaire taxe carbone.

Pourtant, "le plus dur reste à venir" pour Mark Carney, avertit le **Toronto Star**. **Radio-Canada** signale qu'il sera le premier Premier ministre canadien "à n'avoir jamais gagné la confiance des électeurs dans une élection (provinciale ou fédérale) auparavant".

Le néophyte en politique "n'a pas exactement épater la galerie" durant sa brève campagne, juge le chroniqueur du **Devoir** Konrad Yakabuski : "manque flagrant de transparence" sur ses actifs financiers, "français hésitant", image froide et élitaire... Ses handicaps sont nombreux. "Sa décision de ne pas entreprendre de démarches pour renoncer à ses citoyennetés britannique et irlandaise [...] soulève des doutes sur son jugement politique, à un moment où le patriottisme canadien connaît un regain en raison des menaces de Donald Trump."

Même son de cloche dans les colonnes de **La Presse** : certes, à l'instar de son parti, Mark Carney "profitera du sursaut de patriotisme", mais il lui reste "encore un long chemin vers le cœur" des Canadiens.

— Courrier international

À la une



AU REVOIR TRUDEAU

"Les mauvaises langues diront qu'il part comme il est arrivé : en faisant des pitreries", écrit **Le Journal de Québec** qui, le 11 mars, a décidé de rendre hommage à Justin Trudeau, qui a cédé sa place de Premier ministre à Mark Carney. Il sera resté dix ans à la tête du pays. Si Justin Trudeau était très décrié ces derniers temps, le quotidien veut retenir "les moments de légèreté" qui ont marqué sa carrière politique et sa "dernière grimace avant le départ", quand, le 10 mars, il a emporté son fauteuil de parlementaire.

SOURCE



L'ORIENT-LE JOUR

Beyrouth, Liban

Quotidien

lorientlejour.com

Quotidien francophone libanais né en 1971 d'une fusion entre *L'Orient* et *Le Jour*, il est l'un des journaux en langue étrangère les plus lus dans le pays et au sein de la diaspora libanaise. Il est fortement opposé à l'influence du Hezbollah, parti chiite armé soutenu par l'Iran.

Mis hors jeu



ROUMANIE — “Qu i pour remplacer Calin Georgescu?” s’interroge le 11 mars le journal **Adevărul**, après le rejet, deux jours plus tôt, de la candidature du candidat prorusse à la présidentielle de mai prochain par la commission électorale. Un “coup d’État contre la démocratie”, a réagi l’intéressé, lequel a déposé un recours qui, le 11 mars en fin de journée, a été rejeté. Calin Georgescu était arrivé en tête du premier tour de la présidentielle, le 24 novembre. La Cour constitutionnelle avait ensuite annulé l’ensemble de l’élection, à deux jours du second tour. Le 9 mars, plusieurs centaines de manifestants en faveur de Georgescu ont affronté les forces de l’ordre, causant des dégâts considérables dans le centre historique de Bucarest. Plusieurs personnes ont été blessées.

“Catastrophique”, résume le lendemain **Metro** en une. Alors à l’ancre, le *Stena Immaculate*, qui convoyait 220 000 barils de kérosène, a été percuté par le *Solong*, battant pavillon portugais. Une trentaine de personnes ont été secourues, mais un membre d’équipage est porté disparu. Le lendemain matin, les deux navires étaient toujours en proie aux flammes, tandis qu’une partie du kérosène avait déjà fui dans l’eau. Et les autorités redoutaient d’importants dégâts environnementaux.

Duterte sous les verrous



PHILIPPINES — “L’ancien président Rodrigo Duterte a été arrêté le 11 mars à son retour de Hong Kong après l’émission d’un mandat d’arrêt par la Cour pénale internationale [CPI]”, annonce le **Philippine Daily Inquirer**.

Il est poursuivi pour crimes contre l’humanité en raison de la “guerre antidrogue sanglante” qu’il a menée alors qu’il était au pouvoir, de 2016 à 2022. Des milliers de Philippins avaient été exécutés – 6 000, selon les Philippines, de 12 000 à 30 000, selon la CPI.

↑ Rodrigo Duterte.
Dessin
d’Enrico
Bertuccioli,
Italie.

Collision menaçante

MER DU NORD — Un pétrolier affrété par l’armée américaine et un cargo, dont l’armateur a démenti qu’il transportait des



produits chimiques toxiques, sont entrés en collision, au large du Yorkshire, le 10 mars.

5 millions

DE DOLLARS ont été promis par le ministre de la Justice congolais pour l’arrestation des leaders du M23. Devant l’avancée du mouvement rebelle soutenu par le Rwanda dans l’est de la RDC, les autorités de Kinshasa semblent impuissantes. Une telle récompense pourrait-elle renverser la donne ? **Le Potentiel** voit avant tout dans cette initiative un “acte de populisme” qui “ne fait que masquer l’absence d’une stratégie claire et réfléchie”.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Empêcher un retour à 1992

Depuis sa condamnation fin février, le président de la République serbe de Bosnie défie de plus en plus ouvertement l’État central. L’UE, l’Otan et même Washington s’inquiètent.

Les démons d’une partition de la Bosnie-Herzégovine semblent s’être réveillés. La communauté internationale s’inquiète, Union européenne en tête. Sa force de maintien de la paix, l’Eufor, a annoncé le 7 mars le renforcement “à titre préventif” de son contingent de 1 100 soldats. Le secrétaire général de l’Otan, Mark Rutte, s’est rendu le 10 mars à Sarajevo, rapporte le journal de la capitale **Oslobodjenje**. Il y a, entre autres, rencontré de hauts responsables de la Fédération croato-musulmane et de la République serbe de Bosnie (Republika Srpska, RS) ainsi que des membres de la présidence de la Bosnie-Herzégovine. “Nous ne sommes pas en 1992, nous ne laisserons pas un vide sécuritaire s’installer”, a-t-il martelé, en référence au conflit intercommunautaire qui a fait 100 000 morts entre 1992 et 1995.

Mais pourquoi une telle mobilisation ? Le 26 février, le président de la République serbe de Bosnie, Milorad Dodik, a été condamné à un an de prison et à l’interdiction d’exercer ses fonctions pendant six ans. En cause, son non-respect de l’autorité du haut représentant international Christian Schmidt, chargé de superviser l’application des accords de Dayton – qui

ont mis fin à la guerre de 1992-1995 en Bosnie-Herzégovine.

En réaction, Milorad Dodik a promulgué le 5 mars des lois, votées auparavant par le Parlement de la Republika Srpska, qui soustraient l’entité serbe du système judiciaire et policier de Bosnie-Herzégovine. Depuis les accords de Dayton, la Bosnie-Herzégovine est composée de la Republika Srpska et de la Fédération croato-musulmane, plusieurs institutions centrales assurant son unité.

Dénonçant un “coup d’État”, Sarajevo n’a pas tardé à répondre. Le 7 mars au soir, la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine a suspendu ces textes. “Les lois

promulguées par Dodik menacent l’ordre constitutionnel et juridique de la Bosnie-Herzégovine”, a condamné l’Union européenne, citée par **Radio Sarajevo**. “Dodik porte atteinte à la Bosnie-Herzégovine et menace sa sécurité et sa stabilité. Nous appelons nos partenaires à lutter contre ce comportement dangereux”, a lui aussi déclaré Marco Rubio, le secrétaire d’État américain, cité par **Dnevni Avaz**. “Un choc pour l’homme fort de la Republika Srpska”, titre le quotidien de Sarajevo. Milorad Dodik, qui est un fervent partisan de Donald Trump, est toujours sous le coup de sanctions américaines pour ses visées sécessionnistes.

L’homme fort de la Republika Srpska peut, en revanche, compter sur le soutien de la Serbie et de la Russie. Le 6 mars, Dodik s’est rendu à Belgrade, où “il a accusé les Bosniaques de vouloir déclencher une guerre et éliminer la Republika Srpska”, rapporte sur son site la radio **Slobodna Europa**. Le président serbe Aleksandar Vucic a exprimé son soutien au peuple serbe de Bosnie.

Depuis Zagreb, **Jutarnji List** rapporte que Milorad Dodik a fait “une offre immorale aux Croates de la Bosnie-Herzégovine, celle de se retirer des institutions communes, ce qui pourrait donner un coup de grâce à l’État commun”. Pour le journal, “à mesure que les circonstances politiques et idéologiques évoluent à l’échelle mondiale, les acteurs locaux s’activent pour remettre en question la viabilité de la Bosnie-Herzégovine”.

—**Courrier international**



Découpage depuis les accords de Dayton (1995) :

- Fédération croato-bosniaque*
- République serbe de Bosnie
- District neutre de Brčko

* Officiellement nommée “Fédération de Bosnie-et-Herzégovine”.

VOUS SOUFFLER LES PLUS BELLES IDÉES DE VOYAGE.

1000 destinations à travers le monde.*



S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE

AIRFRANCE



MEMBRE DE
L'ALLIANCE
SKYTEAM

*Avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

POUR CONTINUER À VOYAGER DEMAIN, REPENSONS
DÈS MAINTENANT NOTRE FAÇON DE NOUS DÉPLACER.



Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage
sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com

à la une

AVEC LES UKRAINIENS

Épuisés par trois années de guerre, les Ukrainiens assistent, impuissants, à la volte-face de leur principal allié, les États-Unis, et à la perspective d'une résolution du conflit négociée sans eux. Sur le terrain, les combats restent intenses, comme en témoignent les bombardements visant de nombreuses villes. Rassemblés derrière leur président, Volodymyr Zelensky, les habitants rencontrés par la presse étrangère rêvent d'une paix juste, mais redoutent que leurs sacrifices aient été inutiles.

Le dernier défi de Volodymyr Zelensky

Malmené mais combatif : l'attitude du président ukrainien lors de sa rencontre avec Donald Trump à la Maison-Blanche est caractéristique du personnage, salué davantage pour son courage que pour son sens de la diplomatie, souligne ce journaliste britannique.

—The New Statesman (Londres)

← Des proches et des camarades du soldat Serhii Shtefan, mort à 23 ans, lui rendent hommage à Kiev, le 31 décembre 2024.

Photo Kostiantyn Liberov/Libkos/
Getty Images

ans. Le président ukrainien doit en savoir plus sur l'extraction de minerai que la plupart des gouvernements actuels, dont le fait que l'exploitation des terres rares et des métaux critiques qui excitent tant les appétits de Donald Trump est un processus long, lent et onéreux qui ne commencera à rapporter que longtemps après que ce dernier aura quitté la Maison-Blanche.

Mon informateur affirme que Zelensky s'oppose aux puissants – d'abord Poutine et maintenant Trump – parce qu'il ne peut ignorer des problèmes que d'aucuns considéraient comme des obstacles insurmontables. “Zelensky est convaincu que nous pouvons gagner la guerre, dit-il. Il est convaincu que nous devons tenir, pour suivre le combat, parce que la Russie va échouer.

Durant les premiers jours de l'invasion, en 2022, Joe Biden lui avait proposé de l'exfiltrer de Kiev pour qu'il s'exile en sécurité à l'étranger.

Zelensky est un héros : il est irrationnel, il croit au pouvoir de la volonté. Sa famille était tout à fait aisée à l'époque soviétique, et elle a beaucoup perdu dans le chaos qui a suivi. Il a tracé son propre chemin, il est devenu artiste, il a chanté, dansé, joué la comédie. Sa société de production a eu du succès et l'a rendu riche. Pour Zelensky, la force de la volonté importe plus que les ressources. Il a foi en sa destinée. Cela nous a aidés à survivre.”

Nous nous entretenions quelques jours seulement après le coup de fil du président Trump à Poutine le 12 février, un appel qui avait secoué l'Ukraine et ses alliés européens et que Trump avait décrit comme “long et extrêmement productif”. Je m'étais lancé dans une virée de douze heures sur la route depuis Cracovie, en Pologne, jusqu'à Kiev quand Trump en personne a annoncé la nouvelle sur son réseau Truth Social. Quand je suis rentré chez moi dans le train de nuit qui partait de Kiev en direction de l'ouest, Zelensky était sur le point d'embarquer à bord de son train présidentiel en direction de la Pologne, première étape de son voyage vers les États-Unis. Dans un pays où le trafic aérien est interrompu depuis l'invasion russe à grande échelle, les longues heures passées sur la route ou, de préférence, en train – les chemins de fer ukrainiens

sont un régal de ponctualité – laissent tout le temps nécessaire à la réflexion.

Je pouvais comprendre pourquoi Zelensky se rendait à Washington. Quand il a quitté Kiev, il était déjà clair que l'Ukraine était prête à signer un accord qui permettrait aux Américains d'investir dans l'extraction de terres rares, une fois l'accord en question adapté afin de ressembler moins à une tentative d'extorsion et un peu plus à un traité qui pourrait aussi bénéficier à l'Ukraine. Le prix, pour Zelensky, c'était que les Américains garantissent tout accord avec Poutine sur la fin des hostilités. Et que tout accord de ce type devait se faire en impliquant l'Ukraine autant que la Russie.

Zelensky s'est heurté à des obstacles d'une tout autre nature que ceux que [les dirigeants britannique et français] Keir Starmer et Emmanuel Macron ont dû surmonter quand ils sont venus voir Trump cette semaine-là. Ils ont pu se livrer au jeu des flatteries en public, si bien qu'il leur a été possible en privé d'inciter Trump à se rapprocher du point de vue européen, dans l'espoir de desserrer l'emprise de l'influence du Kremlin. Pour Zelensky, les enjeux sont beaucoup plus élevés. La nuit qui a précédé l'anniversaire de l'invasion à grande échelle, l'Ukraine a subi la pire attaque de drones russes jamais enregistrée. Dans le centre de Kiev, les sirènes hurlaient et les pinceaux des projecteurs balayaient le ciel à la recherche de cibles tandis que grondait l'artillerie antiaérienne. Le pays de Zelensky est en guerre.

Son attitude de défi est peut-être liée à sa foi dans le pouvoir de la volonté. Zelensky a déclaré qu'il souhaitait avoir la possibilité de défendre sa cause. Quand le vice-président américain, J. D. Vance, est intervenu à coups de grenades verbales, Zelensky ne l'a pas accepté en silence. Au moment précis où il comptait peut-être convaincre le président américain de changer d'opinion, Trump et Vance ont, semble-t-il, tenté de l'intimider pour qu'il renonce à ses exigences. Zelensky n'était pas disposé à admettre les affirmations de Trump, qui prétend que des investissements américains et des citoyens américains pour gérer ses mines constituaient une garantie aussi solide que la puissance de l'armée américaine.

Ingratitude. Cela fait trois ans que Zelensky défie Poutine. Durant les premiers jours de l'invasion, en 2022, il a enregistré des vidéos et fait des selfies dans les rues sombres et désertes de Kiev pour rallier ses concitoyens. Sur son bureau se trouvaient des avertissements émis par les Américains, qui le prévoyaient que l'Ukraine allait être très vite vaincue et qu'il était la cible de tentatives d'assassinat, mais aussi sa réponse négative à l'offre de Joe Biden de l'exfiltrer de Kiev pour qu'il s'exile en sécurité à l'étranger. Après ça, les accusations de manque de respect et d'ingratitude formulées par Vance n'ont pas dû lui paraître trop intimidantes.

Mais le défi a ses limites. Keir Starmer et Emmanuel Macron ont offert à Zelensky ce qui se rapproche le plus d'une assurance concrète, dont des troupes au sol et des avions dans les airs, pour soutenir un plan de paix qui, pour

Dernière minute

Les premières discussions de haut niveau entre Kiev et Washington depuis le clash dans le Bureau ovale à la fin de février ont commencé à Djeddah, en Arabie saoudite, le 11 mars, au lendemain d'une attaque massive de drones contre Moscou. Cet événement a été considéré par un membre important du Conseil de sécurité ukrainien comme “un signal supplémentaire envoyé à Poutine pour lui signifier qu'un cessez-le-feu aérien est aussi dans son intérêt”. À la sortie de la première session, une source ukrainienne haut placée a confié aux reporters sur place : “Les choses se passent bien, beaucoup de sujets ont été abordés.”

“L'aide étrangère, c'est bien, mais un jour elle est là, et le lendemain il n'y en a plus.”

Ievhen, CAPORAL
DANS L'ARMÉE UKRAINIENNE

l'heure, n'est ni rédigé, ni accepté – et qui ne le sera peut-être jamais. Mais ils sont si conscients de ce qu'ils estiment être la faiblesse militaire de l'Europe qu'ils avaient besoin que Zelensky fasse vaguement amende honorable devant Trump, afin de le persuader de relancer les livraisons d'armes et, à plus long terme, de lever tout doute quant à son engagement en faveur de l'Alliance atlantique.

Le 4 mars, Zelensky a adopté un ton plus conciliant dans un message sur X : “Mon équipe et moi sommes prêts à travailler sous la robuste direction du président Trump pour parvenir à une paix durable.” L'Ukraine, a-t-il ajouté, est disposée à signer l'accord sur les minerais “à tout moment et sous n'importe quel format”. Mais il n'a pas abandonné ses exigences en matière de garanties américaines pour l'indépendance de l'Ukraine. Ce qui risque de ne pas plaire à Trump.

Bunker. J'ai interrogé tous les gens que j'ai rencontrés en Ukraine au sujet des turbulences diplomatiques provoquées par l'appel de Trump à Poutine. Le monde de la diplomatie semble bien loin, vu depuis les retranchements bâties par les Ukrainiens dans les forêts le long de la région russe de Koursk, où ils s'accrochent à une poche de territoire dont ils se sont emparés en août dernier lors d'une attaque surprise.

À l'intérieur d'un bunker où il fait chaud et sec, un caporal de 32 ans du nom de Ievhen, à la tête d'une escouade de dix hommes, a bien voulu me parler. Il a quitté le champ de bataille de Koursk pour participer à la formation de nouvelles recrues qui repartiront se battre avec lui. Ievhen ne suit pas vraiment les informations. Comme les autres ici, il dit avoir des choses plus importantes à l'esprit : rester en vie, tuer des Russes et survivre jusqu'au lendemain pour recommencer. “L'aide étrangère, c'est bien, dit-il, mais un jour elle est là, et le lendemain il n'y en a plus.” Ievhen a foi dans les armements produits en Ukraine, en particulier les drones, et dans les capacités de combat de ses camarades. Il n'a pas de temps à perdre avec les Ukrainiens qui se soustraient à leurs obligations militaires. “Mieux vaut qu'ils paient pour ne pas se battre, au lieu de venir ici pour s'enfuir, lâche-t-il. Ils ne feraien que nous gêner.”

Les soldats se trouvent tout au bout de la chaîne du ravitaillement militaire. Le monde distant des dirigeants, des généraux et des diplomates contrôle les rouages qui le font tourner. À terme, ces événements lointains les affecteront.

Quand on voit ces sous-bois enneigés, et ces combattants qui se faufilent en silence entre les arbres, on se croirait de retour dans le passé de l'Europe. Il faut désormais veiller à ce que cela ne représente pas son avenir.

—**Jeremy Bowen,**
publié le 5 mars

Portrait

VITALI KLITSCHKO, LE RIVAL DE KIEV

Dans une interview donnée au journal italien *La Repubblica*, Vitali Klitschko, le maire de Kiev, fait le bilan de trois ans de guerre, au cours desquels sa ville a payé un lourd tribut : “Plus de 1 000 bâtiments ont été détruits par des missiles et des drones kamikazes, plus de 200 civils dont 14 enfants ont été tués.” L'ancien boxeur espère une paix équitable et pense déjà à l'avenir.

S'il concède qu'en pleine guerre “mener des batailles internes est contreproductif”, il estime que l'Ukraine a “certainement besoin de nouvelles élections”. Concernant la politique du gouvernement, “il y a beaucoup de choses avec lesquelles je ne suis pas d'accord”, admet celui qui entretient des “relations difficiles” avec Volodymyr Zelensky. Sera-t-il candidat à la présidence? “Je ne peux pas vous donner la réponse que vous attendez”, explique-t-il. Mais beaucoup le voient déjà comme l'un des principaux concurrents de Zelensky.

Tous derrière un président fatigué

Si Volodymyr Zelensky ne fait pas l'unanimité, les événements récents ont remobilisé la population derrière son chef de guerre. Y compris les partisans de l'ex-président Petro Porochenko.

—**Denník N (Bratislava)**

En ce samedi de février, à Zaporijjia, malgré un soleil radieux, le thermomètre indique -12 °C. Une manifestation de soutien à l'ancien président Petro Porochenko doit se tenir dans le centre de cette ville du sud du pays, située à quelque 35 kilomètres de la ligne de front. Mais impossible de la trouver. “Vous aussi, vous êtes venus signer la pétition?” nous demande finalement un homme en tenue militaire, dans une cour entre des immeubles gris.

À peine le temps de l'informer que nous sommes là en tant que journalistes qu'il nous emmène dans une petite pièce où un grand portrait de Porochenko pend au mur. Il se plaint immédiatement du président actuel. Que Volodymyr Zelensky n'ait pas formé un gouvernement d'unité nationale avec des représentants d'autres partis au début de la guerre le contrarie toujours autant. “Il aurait pu au moins essayer”, soupire-t-il.

Toutefois, en ce troisième anniversaire de l'invasion à grande échelle [survenue le 24 février 2022], c'est pour une autre raison que ces militants sont réunis : ils collectent des signatures pour exprimer leur désaccord avec les sanctions qui visent Porochenko, prédecesseur et adversaire malheureux de Zelensky lors de la dernière élection présidentielle, en 2019. Après que le Conseil national de sécurité et de défense d'Ukraine a imposé, le 13 février dernier, des sanctions à vie à plusieurs politiciens, oligarques et hommes d'affaires (gel de leurs avoirs, de leurs comptes bancaires et interdiction de quitter le territoire) au motif de “haute trahison”, Porochenko, devenu un des leaders de l'opposition à Zelensky, a dénoncé une décision politique. Une accusation que son rival a



rejetée en déclarant que quiconque menaçait la sécurité nationale devait être tenu responsable.

“Nous sommes convaincus que c'est anticonstitutionnel”, explique Sofia, une des militantes présentes ce jour-là. Elle affirme que “peu de monde” a collecté autant d'argent pour l'armée depuis le début de la guerre que Porochenko. Elle ne comprend pas pourquoi l'ex-président est mis dans le même sac que le politicien pro-russe Viktor Medvedtchouk et l'oligarque Ihor Kolomoïsky, qui font eux aussi l'objet de sanctions. “Nous devons montrer que l'Ukraine est un pays démocratique”, insiste-t-elle. À en juger par ses propos, Sofia est la dernière personne à vouloir prendre la défense de Zelensky.

Elle aussi est convaincue que l’ordre de s'en prendre à Porochenko est venu directement du sommet de l'État. Mais lorsque nous évoquons les propos de Donald Trump, selon qui Zelensky est un “dictateur sans élection” qui a déclenché la guerre, elle se contente d'abord de secouer la tête en guise de réponse.

Le mandat de cinq ans de Volodymyr Zelensky a expiré en mai 2024, mais la Constitution ukrainienne n'autorise pas la tenue de nouvelles élections pendant la loi martiale. “Cela ne sert à rien de parler de ça maintenant. Comment les soldats voterait-il? C'est pourquoi nous disons qu'il faut d'abord mettre fin à la guerre, et donc à la loi martiale. Ensuite, il sera temps d'organiser des élections”, explique Sofia, qui n'est pas la seule à défendre ce point de vue. À Zaporijjia, d'autres habitants nous disent que, même s'ils n'apprécient pas spécialement Zelensky, voire ne l'aiment absolument pas, les déclarations de Trump les obligent à prendre parti pour lui.

Parmi eux, l'historien Olexandr Davletov, qui a voté pour Porochenko il y a bientôt six ans. Entre autres raisons parce que Zelensky



REPORTAGE



n'avait alors aucune expérience politique et que, contrairement à son adversaire, il ne parlait pas bien anglais. «Je ne peux pas dire qu'il me pose un problème. Il m'a simplement semblé qu'il n'était pas la bonne personne pour un poste aussi important», constate-t-il. Davletov estime que pour évaluer objectivement le bilan de Zelensky, y compris pendant la guerre, il faudra plus de temps et de recul. «Mais quand Trump prétend qu'il n'a que 4 % de soutien parmi les Ukrainiens, il renforce, qu'il le veuille ou non, sa position.»

Après avoir quitté le sud du pays, à Kiev aussi nous avons la confirmation que les déclarations du nouveau gouvernement américain n'ont laissé personne indifférent en Ukraine. Le dimanche, nous rencontrons Olena Dementieva, qui, de temps à autre, accompagne les médias étrangers dans la capitale. «J'ai des amis en Amérique. Ces derniers jours, certains d'entre eux m'ont écrit pour me dire que je ferais mieux de quitter l'Ukraine. Mais je reste ici ! Poutine ne m'a pas fait fuir, et ce n'est certainement pas Trump qui y parviendra.»

Propos absurdes. Olena a toujours aimé les États-Unis. Ses écrivains préférés, comme ses séries télévisées, sont américains. Elle y est même allée plusieurs fois. Autrefois, elle admirait Elon Musk jusqu'à envisager d'acheter une Tesla. Aujourd'hui, l'idée la ferait presque sourire. «Je considérais les États-Unis plus ou moins comme un pays rêvé, mais maintenant ils se comportent comme des tyrans. C'est comme si Trump s'était rangé du côté de la Russie et nous avait trahis. On dirait que deux puissances nucléaires ont uni leurs forces contre ma petite Ukraine.»

Elle aussi a voté pour Porochenko en 2019. Mais puisque les propos de Trump sont «complètement absurdes» et visent, selon elle, les Ukrainiens dans leur ensemble, elle ne peut faire

autrement que de soutenir Zelensky. «Je dirais même que je commence à éprouver de la sympathie pour lui. Il a l'air tellement fatigué...» D'ailleurs, elle aussi admet fumer et boire davantage ces trois dernières années. Et ce n'est pas la perspective de voir Trump et Poutine négocier un cessez-le-feu sans donner de garanties de sécurité à l'Ukraine qui réduira son angoisse. Comme beaucoup de ses compatriotes, Olena redoute que la Russie attaque à nouveau à l'avenir.

«Vous savez quel est le meilleur moment de la journée en Amérique ? Quand ils dorment. Au moins, nous avons la certitude qu'ils ne diront rien de nouveau», poursuit Ihor Markevych sur un ton plus léger. Lui participe à la création d'un écosystème de jeunes entreprises innovantes. Nous le rencontrons aussi à Kiev, à l'Unit.City, le premier centre d'innovation en Ukraine, d'où il se rend souvent à des conférences dans toute l'Europe. Les attaques de Trump contre Zelensky le touchent lui aussi. «Comment peut-on seulement formuler l'idée que Zelensky n'est pas un président démocratiquement élu et qu'il est presque le même que Poutine ?»

Bien que lui non plus ne soit pas un partisan de Zelensky, il n'a pas davantage voté pour Porochenko lors de la dernière présidentielle.

«Quand Trump prétend que Zelensky n'a que 4 % de soutien, il renforce sa position, qu'il le veuille ou non.»

Olexandr Davletov,
HISTORIEN

Il apprécie le fait que, sous le gouvernement de Zelensky, des «progrès significatifs» aient été accomplis au ministère de la Transformation numérique, où, selon lui, «beaucoup de jeunes gens avec des idées progressistes travaillent». En revanche, il voit d'un mauvais œil la politique du personnel de Zelensky, plus concrètement la présence du chef du bureau présidentiel, Andriy Yermak, dont il juge les activités «opaques». Il affirme même que la rhétorique populiste du dirigeant ukrainien n'est pas sans rappeler parfois celle de son homologue américain. Avec néanmoins une nuance notable : «Je peux être d'accord ou non avec Zelensky, mais c'est notre affaire interne. Par contre, la façon dont Trump parle de lui est inacceptable.»

Du coup, Ihor ne sait plus très bien s'il doit considérer les États-Unis comme un allié ou un ennemi. S'il est reconnaissant de l'aide apportée par les Américains jusqu'à présent, toute nouvelle déclaration de Trump suscite son inquiétude. Selon lui, c'est désormais sur les épaules des Européens que les Ukrainiens font reposer leurs espoirs de pouvoir continuer à défendre leur pays contre l'agression russe. Et il n'exclut pas l'idée que la coopération avec la Chine puisse s'intensifier si le président américain ne renonce pas à sa rhétorique menaçante.

Bien que la ville d'Oujhorod se trouve à quelque 800 kilomètres (par la route) au sud-ouest de la capitale, et à cinq seulement de la frontière

← Rassemblement sur la place Maïdan, à Kiev, en mémoire des soldats tués, le 1^{er} octobre 2024, pour la Journée des défenseurs de l'Ukraine. Photo Kostiantyn Liberov/Libkos/Getty Images

SOURCE

DENNÍK N
Bratislava, Slovaquie
Quotidien
dennikn.sk

“N” comme “nezavisly” (“indépendant”), Denník N (“Le Quotidien ‘N’”) a fait de sa liberté de parole et de traitement des sujets – grâce à son indépendance financière – son credo. Il est publié par une maison d'édition créée à cet effet.

Opinion

Andreï Kourkov : «L'Ukraine est devenue un objet plutôt qu'un sujet»

●●● «Les journées se réchauffent à Kiev [...], mais, malgré le soleil, les habitants restent moroses.» Depuis l'altercation du Bureau ovale, le 28 février, «l'atmosphère est à l'inquiétude», souffle Andreï Kourkov dans une tribune publiée par **The Guardian**. Médusés, les Ukrainiens assistent à la confiscation du destin de leur pays par l'axe Washington-Moscou. «La question de la fin de la guerre a été remplacée par celle de l'exploitation des terres rares dans notre pays», soupire l'auteur de *Notre guerre quotidienne*, qui vient de paraître aux éditions Noir sur Blanc. Chroniqueur régulier du conflit dans la presse internationale, il partage son amertume à l'égard de Trump : «Il a obtenu ce qu'il voulait. Faire de l'Ukraine non plus un sujet pressant, mais un objet de convoitise.» Pis, ironise Kourkov, «face à cette situation, les Ukrainiens les plus âgés penseront forcément aux États-Unis moqués dans les caricatures de la propagande soviétique : un pays de capitalistes irresponsables et opportunistes, motivés uniquement par l'argent, qui ne s'embarrassent pas de problèmes complexes et n'ont d'yeux que pour les montagnes de dollars». Anticipant la transformation de l'Ukraine en colonie économique, il conclut, résigné : «Si on leur donnait le choix, de nombreux Ukrainiens préféreraient vivre dans une colonie américaine que sous la domination russe.»

avec la Slovaquie et l'Union européenne, les préoccupations de ses habitants sont les mêmes. Originaire de Donetsk, Ihor Todorov est expert en relations internationales. Pour lui, Trump se comporte «comme s'il avait adopté le récit russe». «Comment le président d'un pays comme les États-Unis peut-il déclarer que [Zelensky] est un dictateur avec 4 % de soutien ?» s'étonne-t-il. De fait, les sondages montrent que le soutien à Zelensky a toujours été supérieur à 50 % depuis le début de la guerre, en février 2022. Selon les dernières données de l'Institut international de sociologie de Kiev, quelque 63 % des Ukrainiens affirment même avoir une opinion favorable de leur président, soit 7 points de plus qu'il y a un an.

Ihor Todorov pense également que les attaques de Trump pourraient paradoxalement renforcer Zelensky dans son rôle de leader du peuple. Encore faut-il pour cela, toujours selon lui, que le président évite d'envenimer inutilement la situation et, pour le moment encore, de penser aux affaires de politique intérieure.

Avec son oeil d'expert, Ihor note toutefois que la position des États-Unis n'est pas sans ambiguïté, comme le démontrent les diverses déclarations des responsables américains ces dernières semaines. Lors de sa visite à Kiev, le 19 février, l'ancien général Keith Kellogg, l'envoyé spécial de Washington pour l'Ukraine et la Russie, malgré sa proximité avec Trump, a ainsi décrit Zelensky comme «un dirigeant courageux». Du coup, alors que son pays lui-même ne sait désormais peut-être plus très bien sur quel pied il lui faut danser, c'est d'abord de la tristesse et de l'amertume qu'Ihor admet ressentir. «Même si les déclarations de Trump ne sont peut-être que des mots...»

—Tomas Corej et Tomas Hrvnak,
publié le 23 février



De Kiev à Odessa, vivre malgré tout

Au moment où la valse diplomatique s'accélère dans les capitales du monde, les Ukrainiens subissent des attaques aériennes continues à travers le pays. Et couvent l'espoir incertain d'une paix juste, observe la presse internationale sur le terrain.

Kiev. “Nous ne sommes plus tout à fait en bonne santé”

● “Il est 3 h 14 du matin quand je suis arrachée au sommeil. À Kiev, la sirène d’alarme sonne comme tous les soirs. Les drones et les missiles russes se dirigent vers les villes ukrainiennes et terrorisent la population civile. Parfois, ils touchent des éléments importants de l’infrastructure énergétique – provoquant des coupures de courant –, parfois des maisons.” Début mars, la journaliste Yelizaveta Landenberger a décrit, dans les pages de la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**, le quotidien des habitants de la capitale ukrainienne, où les attaques aériennes sont quotidiennes. Un drone russe, souligne-t-elle, “peut toucher tout le monde n’importe où dans le pays”. La guerre détruit le corps, mais aussi l’esprit, note la journaliste allemande à la suite d’une rencontre dans un compartiment de train, à Kiev, où une femme lui a affirmé : “Nous, les Ukrainiens, ne sommes certainement plus tout à fait en bonne santé.” Pour **The New York Times**, Kim Barker, correspondante à Kiev, est allée à la rencontre des habitués du Trump Pizza Station

pour prendre la température au moment où le président des États-Unis a annoncé la suspension de l’aide militaire à l’Ukraine, le 3 mars. “Une femme a fondu en larmes en apprenant [la nouvelle]. Une autre sirotait un cappuccino au lait de banane et se lamentait sur le fait que le monde entier semblait abandonner son pays.” La plupart des clients de ce café de quartier baptisé en hommage au chef de la Maison-Blanche pensent qu’il devrait changer de nom, a rapporté Barker. “Beaucoup de gens ici se plaignaient du nom. C’était une chose qu’ils pouvaient changer, quelque chose de tangible, quand tout le reste semblait hors de contrôle.”

Kramatorsk. La crainte d’une paix aux allures de “farce”

● “Les bâtiments de la ville sont condamnés. Les fenêtres sont réduites à néant par les explosions.” Dans les rues silencieuses de Kramatorsk, dans le Donbass, à 30 kilomètres à peine du front, “les chiens errants rôdent”, observe **The Daily Telegraph**. Depuis 2022, la population de 146 000 habitants a fondu. Ceux qui restent,

À Kiev, un missile russe vient de toucher un bâtiment, le 20 décembre 2024.

↑ Près de Pavlograd, dans le centre-est de l’Ukraine, dans une mine de charbon, le 4 mars.

↑ Un vendeur de fruits à coques à Pokrovsk, ville située sur le front, le 27 décembre 2024. Photos Kostiantyn Liberov/Libkos/Getty Images

rares, “espèrent tous la paix”, assure la journaliste Verity Bowman dans les colonnes du journal britannique. Mais pas à n’importe quel prix. “Je ne peux pas accepter une prétendue paix dans laquelle ils disent que la Russie n’a pas attaqué, n’a pas tué”, confie Nataliya devant son étal de fruits et légumes. Elle fait référence aux déclarations de Donald Trump, qui attribue la responsabilité de la guerre à l’Ukraine.

“Tout accord qui n’expliciterait pas la dévastation causée par les Russes serait une farce”, abonde Anna, une militaire de 23 ans postée dans les environs de la ville. “Bien sûr que nous sommes fatigués de cette guerre”, sanglote, un peu plus loin, Lilia, éreintée par trois ans de violence. La quinquagénaire pleure aussi ses proches emportés par le conflit. Deux jours plus tôt, le meilleur ami de son fils, 18 ans tout juste, a été tué dans un bombardement. “Le garçon ne voulait que la paix, il n’est jamais parti. Il est resté à Kramatorsk.” Et d’ajouter, intransigeante : “La





prochaine génération doit avoir son propre pays, sa propre patrie."

Kharkiv. De nouveaux rituels de convivialité

● Dans la ville de Kharkiv, à une trentaine de kilomètres de la frontière russe, où vivaient près de 2 millions d'Ukrainiens avant l'invasion à grande échelle, habitent encore aujourd'hui 1,2 million d'Ukrainiens. Si la cité a réussi à repousser efficacement l'ennemi au tout début de la guerre, celui-ci continue de la viser en permanence. Le quotidien libéral catholique polonais **Tygodnik Powszechny** remarque que, dans le quartier résidentiel de Saltivka, "on entend tout ce qui vole depuis l'autre côté de la frontière russe" et, selon le maire de la ville, "il n'y a pas de jardin d'enfants, d'hôpital ou d'école à Saltivka qui n'ait été au moins un peu endommagé".

D'ailleurs, c'est bien simple, les écoliers poursuivent leur scolarité en ligne depuis trois ans, sauf ceux qui se rendent à "l'école située au plus profond des entrailles du métro". Mais un fort sentiment de solidarité et d'attachement unit les résidents du quartier. Une habitante témoigne "ne plus vouloir bouger d'ici", elle qui a acheté un nouveau lit "grand, beau et blanc", que ses voisins l'ont aidé à porter au neuvième étage. Qu'importe qu'une roquette se soit abattue sur l'immeuble d'à côté en 2023, alors qu'elle-même et son mari venaient de se réinstaller à Kharkiv.

La journaliste note que de nouveaux rituels de convivialité ont même fleuri entre les barres d'immeubles meurtries de Saltivka, comme ces voisins qui se retrouvent pour prendre le thé, dehors, en plein hiver, autour d'un samovar. "On aime tout simplement sortir pour discuter.

Aujourd'hui, nous célébrons l'installation d'un nouveau miroir dans l'ascenseur!" explique un homme qui tend une tasse brûlante.

Zavallia. Dans les mines, l'espoir d'un accord

● Y aura-t-il un accord sur les minerais ukrainiens? Le président Volodymyr Zelensky s'est dit prêt à permettre à Washington d'exploiter des quantités colossales de précieuses ressources minières (graphite, lithium, titane, uranium...) en échange d'un engagement à garantir la paix avec la Russie.

Mais pour Donald Trump, un tel accord ne serait qu'une rétribution de l'aide déjà apportée à Kiev. "Pour bon nombre d'Ukrainiens, un accord sur les minerais reviendrait à se faire cambrioler par un ami, explique **De Volkskrant**. Mais ce n'est pas le cas de tous."

Le journal néerlandais s'est rendu à Zavallia, à quelque 300 kilomètres au sud de Kiev. Cette localité, qui abrite la plus grande mine de graphite du pays, est à l'arrêt. "Pas un mineur en vue", les machines "sont en train de rouiller". Valery, un mineur de 55 ans, se déssole : "Tout est mort ici. Avec un accord, peut-être que la situation changerait enfin."

"Une bonne partie des ressources minières ukrainiennes ont été cartographiées pendant l'époque soviétique sans avoir jamais été exploitées", explique **De Volkskrant**. Certains sites sont difficilement accessibles, d'autres se trouvent trop près de la ligne de front. Il faudrait des investissements pour installer des infrastructures, mais aussi pour renouveler des machines "qui datent parfois de la guerre froide". Or, "à cause de la guerre en cours, personne n'ose investir", regrette un électricien rencontré par le quotidien.

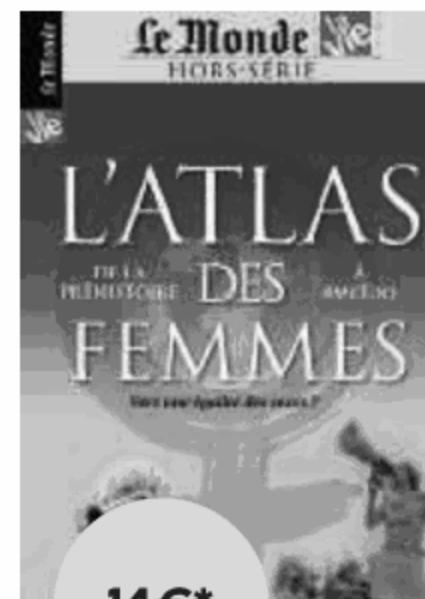
→ 16

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



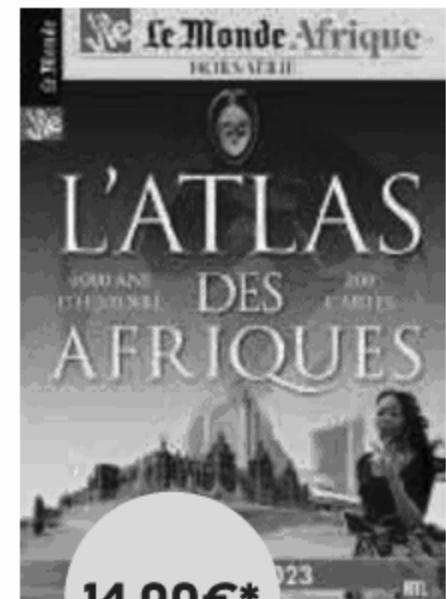
Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



14€*

L'Atlas des femmes

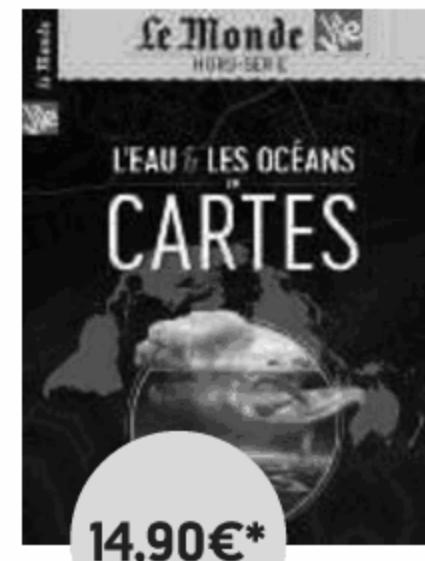
Cet atlas dresse un tableau de la condition féminine à travers les âges et les continents. Un portrait multiple et original, où sont déconstruites les stéréotypes et relatées les luttes et les résistances contre les discriminations, jusqu'à l'émancipation.



14,90€*

L'Atlas des Afriques

Une histoire enfin réhabilitée. Cette édition actualisée de *L'Atlas des Afriques* offre une lecture originale. Ce récit révèle le dynamisme d'un continent d'avenir, sans ignorer les défis auxquels il est confronté.



14,90€*

L'eau et les océans en cartes

Berceau de la vie, l'eau est aussi à l'origine des civilisations.

Parcourez cette vaste géographie aquatique qui irrigue notre histoire au gré de plus de 200 cartes.

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2025, dans la limite des stocks disponibles.

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

Lviv. L'impossible retour des réfugiés de l'intérieur

● “Boryslav regarde en silence Iryna Volodymyrivna tandis qu'elle se prépare pour examiner la cicatrice que lui a laissée sa récente opération de l'appendicite. Les mains sûres de la soignante parcoururent la plaie avec la précision de celle qui n'en est pas à ses premières sutures. Iryna fait partie de la nouvelle équipe médicale de l'hôpital de Zolotchiv, petite localité de l'Ouest ukrainien. Mais elle n'a pas toujours travaillé ici : jusqu'à il y a trois ans, Iryna Volodymyrivna vivait à Melitopol, dans le sud-est du pays, où elle exerçait comme chirurgienne pédiatrique.”

Un journaliste du quotidien espagnol **ABC** se fait l'écho des récits de déplacés de l'intérieur, à Lviv et ses environs, près de la frontière polonoise. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), quelque 6,5 millions de personnes ont été contraintes de quitter leur domicile, près du front ou dans les zones occupées de l'Est, pour se mettre en sécurité dans d'autres régions du pays. “Pour beaucoup de ces déplacés, rentrer est un désir aussi brûlant qu'impossible. Il faut tout recommencer dans des lieux où, hier encore, ils étaient des étrangers – pas le choix.”

Un reportage à retrouver en intégralité sur courrierinternational.com.

Odessa. “Le New York de l'Ukraine”

● Dans le viseur des Russes lors de plans avortés au début de l'invasion, en février 2022, la ville portuaire historique d'Odessa, sur la mer Noire, subit également des attaques constantes, explique Micol Flammini, la reporter du quotidien italien **Il Foglio**. “Les habitants connaissent le bruit des drones iraniens Shahed qui s'approchent de la ville, ils connaissent les manœuvres qu'ils font dans le ciel la nuit lorsqu'ils sont poursuivis par des canons antiaériens, mais ils se rendent compte que les dégâts augmentent parce que les défenses de l'Ukraine sont de plus en plus faibles. Anna fait la queue devant la camionnette orange de l'administration de la ville, sa maison a été endommagée par les bombardements, elle a passé la nuit à mettre des couvertures partout : ‘Poutine nous attaque et Trump ne voit pas. Il aurait dû comprendre que Zelensky n'est pas un dictateur, en Ukraine, ceux qui veulent devenir dictateurs n'ont pas la vie facile. Nous les chassons.’”

“Odessa est à l'Ukraine ce que New York est aux États-Unis”, a écrit **The New York Times** en février. “Une ville portuaire, un centre commercial et un lieu où les langues, les cultures et les traditions se rencontrent pour se fondre dans une manière d'être immédiatement reconnaissable. C'est une ville vulgaire. C'est sale. C'est une ville intellectuelle. Odessa aime son opéra, son théâtre et, peut-être plus que tout, ses poètes.”

Vu de
Russie

L'ARMÉE POUSSÉ À KOURSK

Les médias officiels russes glorifient les assauts de leur armée à Koursk en annonçant déjà la “fin de l'aventure suicidaire” des Ukrainiens dans cette région, partiellement conquise l'été dernier. Lundi 10 mars, le tabloïd proche du Kremlin

Komsomolskaïa

Pravda affirme que l'armée russe avait reconquis une dizaine de petites localités en perçant même sur le territoire ukrainien, dans la région frontalière de Soumy. Une “prise en état” menacerait désormais les combattants ukrainiens qui se trouvent toujours à Koursk, affirme le journal. L'influente communauté des voenkor, les blogueurs militaires proguerre russes, chante, elle, l'héroïsme d'un groupe de combattants issus des forces spéciales qui auraient emprunté sur plusieurs kilomètres les conduites d'un gazoduc à l'arrêt pour prendre les forces ukrainiennes à revers à Soudja, la principale localité conquise par Kiev dans l'oblast de Koursk. “Une opération qui entrera dans les manuels de guerre”, se félicite un autre journal populaire russe, **Moskovski Komsomolets**.

“Autour de nous, il n'y a que la guerre et les soldats”

La Russie est prête à faire la paix, assure Donald Trump. Seulement voilà, ce n'est pas l'impression qu'ont les Ukrainiens, qui subissent attaque sur attaque. En particulier ceux qui vivent près du front, comme Nina et ses sept enfants, contraints de fuir la région de Pokrovsk.

—Dagens Nyheter (Stockholm)

Un vrombissement se fait entendre dans le ciel, juste au-dessus de la maison. Les fenêtres se mettent à vibrer. S'agit-il d'un avion de chasse ? D'un missile balistique ? “C'est une roquette, je crois. Un genre de missile. Un Grad, peut-être”, suppose Viktoria, 16 ans. Deux des benjamins de la fratrie se précipitent à la fenêtre du salon pour voir. Les autres continuent à faire leur paquetage ou à regarder la télé, allumée mais sans le son, malgré l'effervescence du déménagement : on y voit une scène de pendaison dans un vieux western.

Les sept frères et sœurs se sont habitués aux bruits de la guerre. Le grondement de l'artillerie et le fracas des bombes font partie depuis longtemps du quotidien de la famille Hladky, installée dans un petit village, non loin de Pokrovsk, ville minière d'importance stratégique de l'est de l'Ukraine dont les troupes russes tentent de s'emparer depuis l'été. La ligne de front est à quelques dizaines de kilomètres de là. “C'est super flippant, toutes ces explosions”, confesse Viktoria.

L'aînée de la fratrie est une jeune fille sérieuse au visage pâle et aux cheveux de jais, vêtue d'un gros pull en tricot. La porte d'entrée,



REPORTAGE

“Les enfants restent à l'intérieur et écoutent la guerre, le nez sur leur téléphone.”

Nina Hladky,
MÈRE DE SEPT ENFANTS ADOPTIFS



ouverte, laisse passer l'air glacé de l'hiver pendant que la famille et quelques bonnes âmes venues donner un coup de main font la navette d'un pas rapide, lestées de cartons, de sacs et de meubles.

Les quatre petits frères de Viktoria ont entre 4 et 8 ans. “Les petits ne comprennent pas vraiment ce qui se passe quand il y a des explosions dehors. Mais nous, les grands, comme ma sœur Ruslana et moi, on comprend.” Viktoria est adoptée, comme ses six frères et sœurs d'ailleurs. Les parents, Nina et Andreï, ont trois enfants biologiques, qui sont grands maintenant et ont quitté la maison. Les sept enfants adoptifs qui composent aujourd'hui la famille étaient au départ des enfants placés. “Leurs parents biologiques ne pouvaient pas s'en occuper”, explique laconiquement Nina, la mère.

Les quatre petits garçons sont de la même famille. “Ces enfants, c'est toute ma vie. Je vis pour eux et je les aime”, confie Nina. Seulement voilà, ce qui devrait être un nid douillet pour eux se trouve aujourd'hui au cœur d'une zone de combat de plus en plus dangereuse. Quand l'invasion russe a commencé, en février 2022, elle s'est d'abord réfugiée en Pologne avec ses enfants sous le bras. Ça n'a pas été simple. Au bout de quatre mois, la famille a regagné son domicile dans l'est de l'Ukraine. C'était à l'été 2022. Mais depuis, le front se rapproche peu à peu. “En octobre de l'année dernière, ils ont lancé une grosse attaque sur le village et leurs drones ont lâché cinq bombes. Après ça, tout a changé. Les gens n'osaient plus sortir.”

L'école du village a fermé ses portes depuis belle lurette. Jusqu'à récemment, il arrivait que les enseignants se déplacent à la maison pour faire la classe aux enfants. “Mais depuis les attaques de



drones de l'automne dernier, ils ne viennent plus. Et depuis, la situation s'est encore dégradée, tout est devenu plus dangereux", confie Nina, qui tente désormais de leur faire classe à la maison.

Dans ce secteur, 80 % des enfants sont partis, poursuit-elle. Dans le village, les maisons vides ont été investies par les soldats. "Les enfants restent à l'intérieur et écoutent la guerre, le nez sur leur téléphone. Ils ne peuvent pas aller voir leurs copains ou se balader dans les bois. Autour d'eux, il n'y a que la guerre et les soldats."

Ruslana, 13 ans, entre dans la cuisine avec dans les bras le bouledogue français de la famille, Luna. Son pull en velours rose est barré d'une inscription en anglais : "Have you ever asked yourself what is your aspiration in life?" Ruslana sourit quand on l'interroge à ce sujet – elle ne sait pas ce que ça veut dire. Ça veut dire : "T'es-tu jamais demandé ce que tu voulais dans la vie?" Se l'est-elle jamais demandé? Ruslana se creuse les méninges cinq secondes. "Je veux être comme mes parents. Et j'ai hâte de retourner à l'école", finit-elle par répondre.

Tétanisée par l'angoisse. Le vieux piano de la famille vient d'être sorti dans la cour, rejoignant les lits et les canapés. Devant la grille, deux camions attendent. Ils appartiennent à une association humanitaire chargée d'évacuer les riverains du front.

Nina entreprend de vider le frigo des dernières denrées qui s'y trouvent : des œufs, un peu de viande de porc, de la *smetana* – une crème fraîche épaisse. Un ragoût au chou mijote sur la cuisinière : il servira à sustenter la famille pendant les dix-huit heures de route jusqu'à Khmelnytsky, dans l'ouest de l'Ukraine. Là-bas, l'association leur a trouvé une maison. "On se dit qu'on l'achètera peut-être un jour, cette

maison. J'espère qu'on n'en arrivera pas là, mais bon... Cette fois, notre exil est sans doute définitif", observe Nina. Elle ouvre la porte du placard sous l'évier. Tout en fourrant les affaires dans un sac plastique, elle rumine à voix haute sur ces Russes qui s'en prennent à la population locale nuit et jour à coups de bombes planantes et de drones.

Pokrovsk, qui comptait autrefois 60 000 âmes, est aujourd'hui une ville fantôme en ruine, et rares sont ceux qui osent y mettre les pieds. Les troupes russes ne sont qu'à quatre kilomètres des portes de la ville. "Les Russes disent des Ukrainiens qu'ils sont leurs frères. Mais alors pourquoi est-ce qu'ils viennent ici nous tuer?" Nina est patriote, précise-t-elle. Mais, comme beaucoup d'Ukrainiens, elle se méfie des politiciens. "Nous, les gens lambda, on a besoin d'informations simples et faciles à comprendre. Et ce n'est pas ce que nous donnent les politiques. Qu'est-ce qui se passe, exactement?"

Qu'est-ce que Nina aimeraient dire à Volodymyr Zelensky et aux autres dirigeants qui vont négocier l'avenir des Ukrainiens, dont le sien ? Quand je lui pose la question, Nina se lance dans un monologue de plusieurs minutes. Elle explique qu'elle veut avoir une vie agréable, à l'abri du danger, avec ses enfants, son mari et

Pokrovsk, qui comptait autrefois 60 000 âmes, est aujourd'hui une ville fantôme en ruine.

son chien. Elle aime jardiner, dit-elle, et ses enfants l'aident souvent. Nina aurait aimé ne pas avoir à fuir et parle de l'angoisse qui la tétranise parfois. "Pendant un temps, j'avais comme un nœud dans la gorge. Je ne pouvais plus parler, même aux enfants", confesse-t-elle.

Après quelques heures à transbahuter des affaires, les plateformes des camions sont remplies de meubles, d'objets ménagers et de cartons de vêtements de la famille Hladky. Les enfants emportent aussi leurs jouets préférés. Le petit Maksym, 5 ans, tient dans ses mains une figurine au visage sévère, qui porte une cape et une épée futuriste. Le garçonnet la brandit en l'air. Nina dit aux enfants d'enfiler leurs manteaux et de sortir dans la cour. Ils y attendent le départ tous les sept, dans la lumière froide du couchant. Il fait -12 °C. Ruslana tient Luna en laisse. Maksym et Andreï font mine de se battre avec des stalactites. De temps à autre, un grondement se fait entendre. Le ressac de la guerre.

Une fois les camions de déménagement partis, les enfants s'entassent avec le grand-père, Volodymyr, dans le minivan de la famille. Quelques voisins viennent les embrasser. Nina sanglote. Quelques jours plus tard, nous recevons un texto du père, Andreï. Ils sont bien arrivés à Khmelnytsky, la route s'est bien passée, écrit-il. Les enfants sont contents.

—Niklas Orrenius (de Pokrovsk),
publié le 3 mars

← À Pokrovsk, un soldat ukrainien tente de convaincre cette habitante de la nécessité d'évacuer, le 14 février. Photo Kostiantyn Liberov/Libkos/Getty Images

Décryptage

Menaces sur les visas des réfugiés

●●● "Nous ne voulons faire de mal à personne, et surtout pas à eux, je suis en train de regarder tout ça. Certaines personnes pensent que c'est approprié, d'autres non, je vais prendre une décision assez vite", a déclaré Donald Trump le 6 mars.

La protection accordée par les États-Unis à quelque 240 000 réfugiés ukrainiens ne tient plus qu'à un fil, alors que la nouvelle administration s'est lancée dans une révision globale de la politique migratoire américaine. Le locataire de la Maison-Blanche "pourrait révoquer les visas des ressortissants concernés par le programme *Uniting for Ukraine*, mis en place par Joe Biden et suspendu depuis le 27 janvier", précise le tabloïd conservateur

New York Post. En février, le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) recensait 6,9 millions de réfugiés ukrainiens à travers le monde. L'écrasante majorité d'entre eux, soit 6,3 millions de personnes, se trouvait sur le sol européen. Au Royaume-Uni, par exemple, environ 270 000 ressortissants ont été accueillis depuis le 24 février 2022, pour une durée initiale de trois ans (une personne sur deux serait depuis rentrée en Ukraine).

"Le gouvernement a ouvert la voie à une prolongation de la présence pour dix-huit mois supplémentaires de ceux qui le souhaitent, glisse

The Times. Mais le processus, complexe, expose les candidats à un risque d'expulsion." Pour les 2 000 Ukrainiens exilés au Japon, à 8 000 kilomètres de Kiev, la question se pose en d'autres termes. L'aide annuelle de 6 300 euros fournie par l'organisation non lucrative Nippon Foundation arrive à échéance en avril, indique le magazine japonais **Shukan Gendai**. Un appui indispensable : seuls 14 % des réfugiés ukrainiens travaillent à temps plein dans le pays. En dépit de la précarité et d'une "barrière linguistique difficile à franchir", souligne le quotidien **Asahi Shimbun**, 70 % des personnes interrogées par la Nippon Foundation aimeraient rester dans le pays au moins jusqu'à la fin du conflit.

À la une



L'UE SE RÉARME

"L'Union européenne s'accorde pour accélérer son réarmement face à la Russie", saluait le quotidien madrilène

ABC le vendredi 7 mars, au lendemain d'un sommet historique à Bruxelles, au cours duquel les Vingt-Sept ont approuvé un plan d'investissement. Photo d'une accolade entre le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez et Volodymyr Zelensky à l'appui, le journal conservateur accueille chaleureusement la démarche d'une "Union européenne arrivée à l'âge de la maturité". Soixante et onze ans après sa création, sous la forme de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca), l'UE "entend montrer qu'il n'y a pas de contradiction entre la promotion de la paix et la capacité de se défendre".

d'un continent à l'autre. amériques



Moyen-Orient	22
Afrique	26
Asie	30
Europe	32
France	34

Panama. L'escale des migrants est devenue un piège

Qu'ils aient été expulsés des États-Unis ou aient fait demi-tour, le retour des migrants vénézuéliens dans leur pays est marqué par une précarité extrême, encore aggravée par le flou administratif. Deux femmes bloquées au Panama témoignent.

— Connectas
(Amérique latine)

Adriana* est vénézuélienne. Elle est arrivée au centre d'accueil temporaire pour migrants de Lajas Blancas, au Panama, épaisse, effrayée et pleine d'incertitudes après un long chemin pavé d'obstacles et d'espoirs brisés. C'est la deuxième fois qu'elle traverse la jungle du Darién. Elle est accompagnée de sa fille de 2 ans, fragile et malade. Toutes deux ont passé leur première nuit au Panama sur un lit de cartons. Elles ont reçu des soins et de la nourriture en abondance, mais Adriana est à bout de forces. Elle se sent vaincue par le sort. Elle va devoir rentrer au Venezuela, où elle retrouvera ses deux autres enfants en basâge. C'est pour eux qu'elle s'est embarquée dans cette odyssée.

Ici, les jours et les nuits sont sans repos. Attirés par les déchets, les vautours et autres charognards qui pullulent dans la zone entrent dans les cabanes où dorment les migrants. Le rêve américain d'Adriana s'est fracassé contre les frontières et les routes barrées.

Depuis son départ du Venezuela jusqu'à son arrivée au Mexique il y a cinq mois, après avoir traversé l'enfer du Darién [une jungle à la frontière entre la Colombie et le Panama] et toute l'Amérique centrale, chaque jour a fait résonner l'écho de promesses jamais tenues.

Son compagnon est parti il y a deux ans pour les États-Unis en lui promettant une nouvelle vie. Mais elle n'a pas réussi à se rendre à temps au rendez-vous avec les agents de l'immigration américains à la frontière mexicaine. Fatigué d'attendre, il l'a abandonnée à son sort de l'autre côté du mur. Aujourd'hui, Adriana se retrouve à nouveau dans le Darién.

Casier judiciaire. Cette mère fait partie des plus de 400 ressortissants vénézuéliens qui ont été transférés au Panama depuis le centre d'accueil temporaire pour migrants de Paso Canoas, au Costa Rica, où les autorités costaricaines ont procédé à un contrôle biométrique pour vérifier qu'ils n'avaient pas de casier judiciaire, une condition imposée par le gouvernement panaméen pour leur accueil.

Arriver [là] n'a pas été facile : "J'ai dû faire les poubelles et mendier pour pouvoir acheter les billets de retour", raconte Adriana. Nous sommes allées de pays en pays jusqu'à arriver au Costa Rica, où nous avons été bien accueillies. Mais nous avons dû partir à cause des accords entre les deux pays."

Il n'y a pas d'ambassade ou de consulat vénézuéliens au Panama, ce qui rend la situation



"impossible pour les Vénézuéliens", poursuit Adriana. Au Costa Rica, les migrants ont été mis dans un bus à destination du Darién, à l'autre bout du Panama. On leur avait dit qu'ils pourraient rentrer dans leur pays à partir de la frontière colombienne. Mais les promesses se sont envolées pendant le voyage. Leurs accompagnateurs les ont informés qu'ils n'iraient pas jusqu'au centre d'accueil de

San Vicente (dans la province du Darién) et ne seraient pas non plus transportés par avion jusqu'à Cúcuta, ville frontalière entre la Colombie et le Venezuela.

Lorsqu'ils sont arrivés dans ce que les migrants appellent "l'ONU du Panama", le centre d'accueil de Lajas Blancas, dans le Darién, l'angoisse d'Adriana s'est accrue : "Que vont devenir les Vénézuéliens qui sont déjà ici et ceux qui vont arriver si aucune aide financière n'est prévue pour nous aider à rentrer? C'est inhumain! Mon père ne peut plus m'envoyer d'argent parce qu'il n'en a pas et je dois payer une amende au Panama parce que nous sommes des étrangères sans papiers." Quand elle nous a parlé par téléphone, elle se trouvait à Lajas Blancas depuis trois jours. Sa voix était brisée par le piège du flou administratif qu'elle sentait se refermer sur elle. Personne n'avait de réponse à sa question.

Le Panama a ouvert ses portes aux migrants à la suite d'un accord avec les États-Unis signé le 1^{er} juillet 2024. Le texte prévoit une "collaboration en matière de gestion des migrations, incluant un soutien aux opérations organisées





par les autorités panaméennes en vue du rapatriement effectif et en toute sécurité des migrants, et l'examen des cas nécessitant une protection". Dans la section I.4, le gouvernement américain s'engageait à financer le retour des clandestins expulsés des États-Unis et des migrants interceptés au Panama. Mais Adriana a dû payer elle-même son voyage depuis le Costa Rica, et elle va aussi devoir trouver de l'argent pour se rendre en Colombie depuis le Panama. Tout cela lui est tombé dessus après la visite [au Panama], le 2 février, du secrétaire d'État américain, Marco Rubio, qui a convenu avec le président panaméen, José Raúl Mulino, d'un avenir à l'accord, dont les termes n'ont pas été rendus publics.

Selon le ministère de la Sécurité publique panaméen, plus de 400 personnes, principalement vénézuéliennes, sont arrivées au Panama en provenance du Mexique et d'Amérique centrale. Entre le 19 et le 22 février, des flots d'autobus panaméens remplis de migrants sont entrés dans le Darién. Ce ne sont que les premiers des milliers de migrants qui

ont déjà traversé la jungle dans l'autre sens, vers l'Amérique du Nord. Ce grand reflux fait suite à la fermeture en janvier par Donald Trump de la voie d'immigration légale ouverte par Joe Biden, qui avait attiré des milliers de personnes. Les expulsions massives et le durcissement des mesures contre les migrants, comme leur placement en rétention dans la base [américaine] de Guantánamo [à Cuba], ont poussé des milliers de personnes à faire demi-tour.

Victime ou complice? Mulino a été très critiqué pour l'"accord de coopération" conclu avec Rubio. Vu l'absence de plan clairement défini pour gérer l'afflux massif des sans-papiers expulsés des États-Unis et de ceux qui ont pris la décision de retourner dans leur pays, beaucoup établissent un lien entre cette signature et les menaces de Trump sur le canal. En parallèle, Mulino espère conclure avec le gouvernement colombien un autre accord, qui permettrait à plusieurs centaines de Vénézuéliens de rentrer chez eux en passant par Cúcuta, à la frontière avec le Venezuela.

"Nous prenons en charge un problème qui n'est pas le nôtre, estime l'avocat panaméen Ariel Corbetti, spécialiste du droit international. Accueillir les personnes expulsées [des États-Unis] n'est aucunement un devoir pour nous, et doit être autorisé par une loi." Pour lui, le gouvernement n'a pas défini les responsabilités de chaque partie, et agit "de sorte à plaire aux Américains". "Ce n'est pas un problème panaméen, insiste-t-il. Il est impossible de savoir si nous sommes victimes ou complices, et le gouvernement agit sans demander l'avis de personne, sans l'aval du législateur."

Mulino nie toute opacité et violation de lois ou accords quelconques, et s'inscrit en faux contre les critiques émises sur les réseaux sociaux par des citoyens, des responsables politiques et des opposants. Le nouvel accord est cependant en contradiction avec les positions prises précédemment par le gouvernement. "À la lumière du droit international, nous n'avons aucune obligation de recevoir des personnes expulsées qui ne sont pas de nationalité panaméenne", déclarait le ministère des Affaires étrangères le 5 décembre. L'exécutif a

← Des migrants cherchant à rentrer au Venezuela tentent de passer la frontière entre le Costa Rica et le Panama, le 11 février. Photo Paul Montenegro/AFP

promis de chercher des solutions humanitaires, mais la réalité est qu'il n'y a pas de règles claires sur la gestion des migrants. Tout ce qu'a dit Mulino, c'est que des organisations telles que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations géraient les retours volontaires et allaient continuer dans l'immédiat à utiliser l'aide financière américaine pour héberger et rapatrier les migrants.

Parmi les "bénéficiaires" de cette coopération figurent les 299 migrants expulsés des États-Unis qui ont été placés en rétention dans un hôtel de la ville de Panama. Certains ont demandé le statut de réfugié et déposé des requêtes en habeas corpus en affirmant ne pas pouvoir retourner dans leur pays parce qu'ils y sont en danger. Selon le gouvernement panaméen, 13 d'entre eux

D'un point de vue géopolitique, le Panama est devenu un mur de contention dont se servent les États-Unis.

sont rentrés volontairement et 106 autres ont été transférés au centre d'accueil de San Vicente, dans le Darién.

L'arrivée sur le territoire panaméen de milliers de migrants fait planer la menace d'une crise humanitaire. Selon des enquêtes journalistiques, au moins une centaine de migrants originaires du Pakistan, d'Iran, de Chine et d'autres pays asiatiques nient être disposés à un retour volontaire dans leur pays. Pour le Défenseur du peuple, Eduardo Leblanc, la meilleure solution serait leur régularisation temporaire.

D'un point de vue géopolitique, le Panama est devenu un mur de contention des flux de migrants dont se servent les États-Unis, explique Anastacio Rodríguez, économiste et professeur à l'université de Panama. Pour lui, le risque que ces personnes restent sur le territoire panaméen et qu'un conflit interne finisse par éclater est réel. C'est une "bombe à retardement" ajoute-t-il : l'afflux d'étrangers se fait de manière "désordonnée", ce qui "peut engendrer de la discrimination et de la xénophobie".

À Lajas Blancas comme à San Vicente, le temps s'est arrêté pour les migrants. Le Panama ne peut leur offrir qu'un refuge temporaire, et personne ne sait comment ils pourront le quitter.

"Terreur". Il y a quatre mois, le Service national des migrations a placé deux autres Vénézuéliennes dans le centre d'accueil où se trouvent aujourd'hui Adriana et sa fille. L'une d'elles, Coromoto Gálvez*, est arrivée au Panama avec son mari panaméen après un périple semé de dangers. Dès qu'ils ont posé le pied à San Vicente, ils ont été séparés par les agents de l'immigration. Jorge a été forcé de quitter les lieux. Désespéré, il a dû abandonner sa femme. Il ne peut même plus communiquer avec elle. Bien que leur mariage soit enregistré, le service des migrations refuse de libérer Coromoto. Après la fermeture de la frontière avec la Colombie, elle est restée presque la seule occupante du camp. Mais des centaines de personnes sont arrivées ces dernières semaines, et le contrecoup se fait sentir. En larmes, elle parle de "terreur" et du harcèlement verbal et psychologique qu'elle subit de la part des agents, qui l'exhortent chaque jour à partir pour le Costa Rica et à laisser son mari au Panama.

L'économiste Anastacio Rodríguez rappelle que parmi les migrants en situation irrégulière figurent un grand nombre de femmes et d'enfants dont les droits sont bafoués, et qui subissent des violences.

—Grisel Bethancourt,
publié le 21 février

* Les noms suivis d'un astérisque ont été changés.

SOURCE

CONNECTAS

Amérique latine
connectas.org

Lancée en 2013, Connectas est la principale plateforme journalistique de collaboration entre les médias d'Amérique latine. Elle bénéficie d'une reconnaissance internationale due au sérieux des contenus qu'elle publie et qui ont conduit à révéler des affaires sur lesquelles des dirigeants de la région ont été contraints de s'expliquer.



ÉTATS-UNIS

La “poutinisation” de Washington est en marche

Les efforts du gouvernement Trump pour faire pression sur les médias évoquent le début du règne du président russe, selon le correspondant en chef du *New York Times* à la Maison-Blanche.



—The New York Times,
extraits (New York)

Elle posait trop de questions qui déplaisaient au président. Elle écrivait trop d’articles critiques. Par conséquent, Elena Tregubova n’a pas tardé à être exclue du groupe de journalistes accrédités auprès du président Vladimir Poutine. Un incident presque oublié près de vingt-cinq ans plus tard, mais révélateur. Les autres journalistes ont compris le message et ont fini par devenir ce que le Kremlin voulait qu’ils soient : les représentants d’une presse aux ordres.

En décidant qu’il lui appartiennent de désigner qui peut faire partie des médias autorisés

à interroger le locataire de la Maison-Blanche dans le Bureau ovale ou à voyager avec lui à bord d’Air Force One, l’équipe de Donald Trump a fait un pas dans une direction jamais empruntée par aucun président américain. La Maison-Blanche a déclaré qu’un tel accès était un privilège et non un droit, et qu’elle souhaitait accorder de la place à de “nouveaux médias”, dont ceux qui soutiennent Trump.

La Maison-Blanche ayant choisi d’interdire la présence de la vénérable agence de presse Associated Press (AP) en guise de châtiment pour sa couverture, le message est clair : n’importe quel journaliste peut se retrouver exclu, pour n’importe quelle raison.

Certes, les États-Unis ne sont pas la Russie, et toute comparaison ne peut qu’être exagérée. À l’époque, la Russie connaissait à peine la démocratie, alors que les institutions [démocratiques] américaines perdurent depuis bientôt deux cent cinquante ans. Mais, pour ceux d’entre nous qui travaillaient comme correspondants là-bas il y a un quart de siècle, le Washington de Trump n’est pas sans rappeler le Moscou des premiers jours de Poutine.

Les médias sont sous pression. Les législateurs sont muselés. Les hauts fonctionnaires considérés comme manquant de loyauté sont virés. Des procureurs nommés par un président qui a promis des “représailles” s’en prennent à ceux qu’il perçoit comme des adversaires. Des magnats milliardaires se prosternent à ses pieds. Les juges qui bloquent temporairement des décisions du gouvernement sont menacés de destitution. Les principaux chefs d’état-major de l’armée viennent de subir une purge. Et un président qui se surnomme lui-même le “roi” laisse entendre qu’il pourrait se maintenir au pouvoir au-delà des limites prévues par la Constitution.

Pool. D’autres présidents américains ont pris des mesures qui paraissaient autoritaires ou ont fait pression sur leurs adversaires, et il est arrivé que des journalistes soient pénalisés pour leurs articles. Mais ces tensions ne ressemblaient en rien à ce qui est en train de se passer aujourd’hui.

La mainmise de la Maison-Blanche sur le pool de presse – un groupe tournant de 13 correspondants, photographes et techniciens qui se voient accorder un accès direct au président afin de pouvoir ensuite transmettre des informations à leurs collègues journalistes – bouleverse la façon dont les activités présidentielles ont été suivies depuis des générations. Le lendemain du jour où Karoline Leavitt, porte-parole de la Maison-Blanche, a annoncé cette reprise en main, les agences AP et Reuters, deux piliers du pool de presse de la Maison-Blanche pendant des décennies, n’en faisaient plus partie. Newsmax et TheBlaze, deux médias conservateurs, ont été invités à prendre leur place.

Tout cela se produit avec en toile de fond un basculement

Des gens refusent que des journalistes les citent nommément, par peur des répercussions.

total de la politique étrangère américaine, Trump se détournant de Kiev pour se rapprocher de la Russie de Poutine. Ces derniers jours, il a accusé l’Ukraine d’être responsable de l’invasion russe de 2022. Il a également traité le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, de “dictateur sans élection”, sans proférer un seul reproche à l’égard de la Russie ou de Poutine. “C’est un type très intelligent”, a même déclaré Donald Trump le 19 février au sujet du maître du Kremlin.

Evguenia Albats, journaliste russe de renom qui, menacée d’arrestation, a dû fuir son pays après l’invasion de l’Ukraine de 2022, explique que les développements de ces cinq dernières semaines ressemblent aux premiers temps du règne de Poutine. “Les oligarques qui font allégeance, les attaques en justice contre les médias, les limitations imposées quant aux journalistes qui peuvent ou non faire partie du pool de presse de la Maison-Blanche – tout cela a quelque chose de familier”, commente-t-elle. Mais elle souligne que les États-Unis, contrairement à la Russie, restent un pays qui dispose d’un important système d’équilibre des pouvoirs, aussi fragilisé soit-il. “Vous avez une justice fonctionnelle et indépendante, ce qui n’était pas notre cas. C’est vraiment une différence de taille.”

Quand je suis arrivé la première fois à Moscou, en mars 2000, pour couvrir la première élection de Poutine, la Russie était un pays en pleine transition. La démocratie embryonnaire transmise par le président Boris Eltsine à Vladimir Poutine était fondamentalement biaisée, corrompue et discréditée. Mais, à l’époque, c’était encore un environnement politique relativement ouvert où les opinions étaient multiples et pouvaient s’exprimer librement.

Poutine a entrepris de consolider son pouvoir de façon méthodique. Il a repris en main les médias accrédités au Kremlin, et il a imposé son contrôle sur l’unique chaîne de télévision indépendante. Il a expulsé du Parlement

✓ Sur la chapka de Donald Trump : Rendre sa grandeur à Poutine. Dessin de Lauzán, Chili.

les partis d’inspiration occidentale et a supprimé les élections des gouverneurs afin de pouvoir les nommer lui-même. Et, ce qui est peut-être le plus important, il a dicté sa loi aux oligarques en leur promettant qu’ils pourraient garder leur fortune et leurs sociétés mal acquises tant qu’ils ne le défieraient pas. Ceux qui ont fait fi de son diktat ont été incarcérés ou chassés du pays et ont perdu leurs entreprises.

Franc-parler. Quand je suis reparti, à la fin de 2004, Moscou avait changé. Des gens qui, auparavant, étaient ravis de nous parler vivaient désormais dans la peur.

Le même froid s’abat sur Washington aujourd’hui. De jour en jour, des gens, tant démocrates que républicains, qui se sentaient libres de s’exprimer publiquement contre Trump refusent maintenant que des journalistes les citent nommément, par peur des répercussions. Ils craignent que leur franc-parler n’ait des conséquences pour ceux de leurs proches qui travaillent pour le gouvernement.

Une fois encore, l’Amérique n’est pas la Russie. Il est sûr que beaucoup de journalistes russes préféreraient toujours vivre à Washington plutôt qu’à Moscou, même par les temps qui courrent, car ils sont convaincus que la tradition de la liberté de la presse et les idéaux démocratiques de l’Amérique restent beaucoup plus solides que dans leur pays. Mais, durant des décennies de couverture de la vie politique à Washington, sous les républicains comme sous les démocrates, jamais nous n’avons éprouvé ce que nous ressentons aujourd’hui.

—Peter Baker,
publié le 26 février

SOURCE

THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis
Quotidien
nytimes.com

Avec 1700 journalistes, une trentaine de bureaux à l’étranger, plus de 130 prix Pulitzer et plus de 10 millions d’abonnés au total, *The New York Times* est le quotidien de référence aux États-Unis.





Pour que demain les plus fragiles aient toujours leurs médecins

Les jumelles Heba et Malath ont été soignées dans l'unité mère-enfant de l'hôpital Al Jamhouri que nous soutenons au Yémen. Les legs et assurances-vie nous permettent d'être aux côtés des plus fragiles, où qu'ils soient. Et grâce à votre générosité, nous pouvons, sans relâche, continuer de les soigner, comme nous le faisons depuis plus de 50 ans.



© adfinitas / Nasir Chafoor/MSF



OBTENEZ UNE BROCHURE legs et assurance-vie gratuite et confidentielle

en scannant ce code ou en renvoyant ce coupon, sans affranchir votre enveloppe,
à Médecins Sans Frontières Libre réponse - Autorisation 10617 75884 - Paris Cedex 18



MES COORDONNÉES

M Mme

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

E-mail : @

Téléphone : |

Reconnue d'utilité publique, Médecins Sans Frontières est habilitée à recevoir des legs, donations, assurances-vie exonérés de droits de succession.



MSF

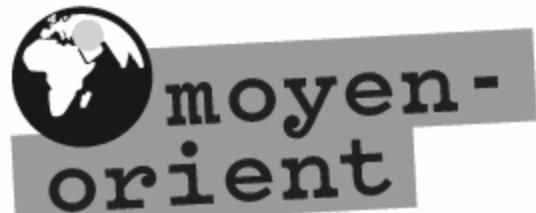
*Catherine Béchereau,
chargée des relations
testateurs, répond à vos
questions en toute discréetion.*

TÉL : 01 40 21 29 09

E-MAIL : relations.testateurs@paris.msf.org

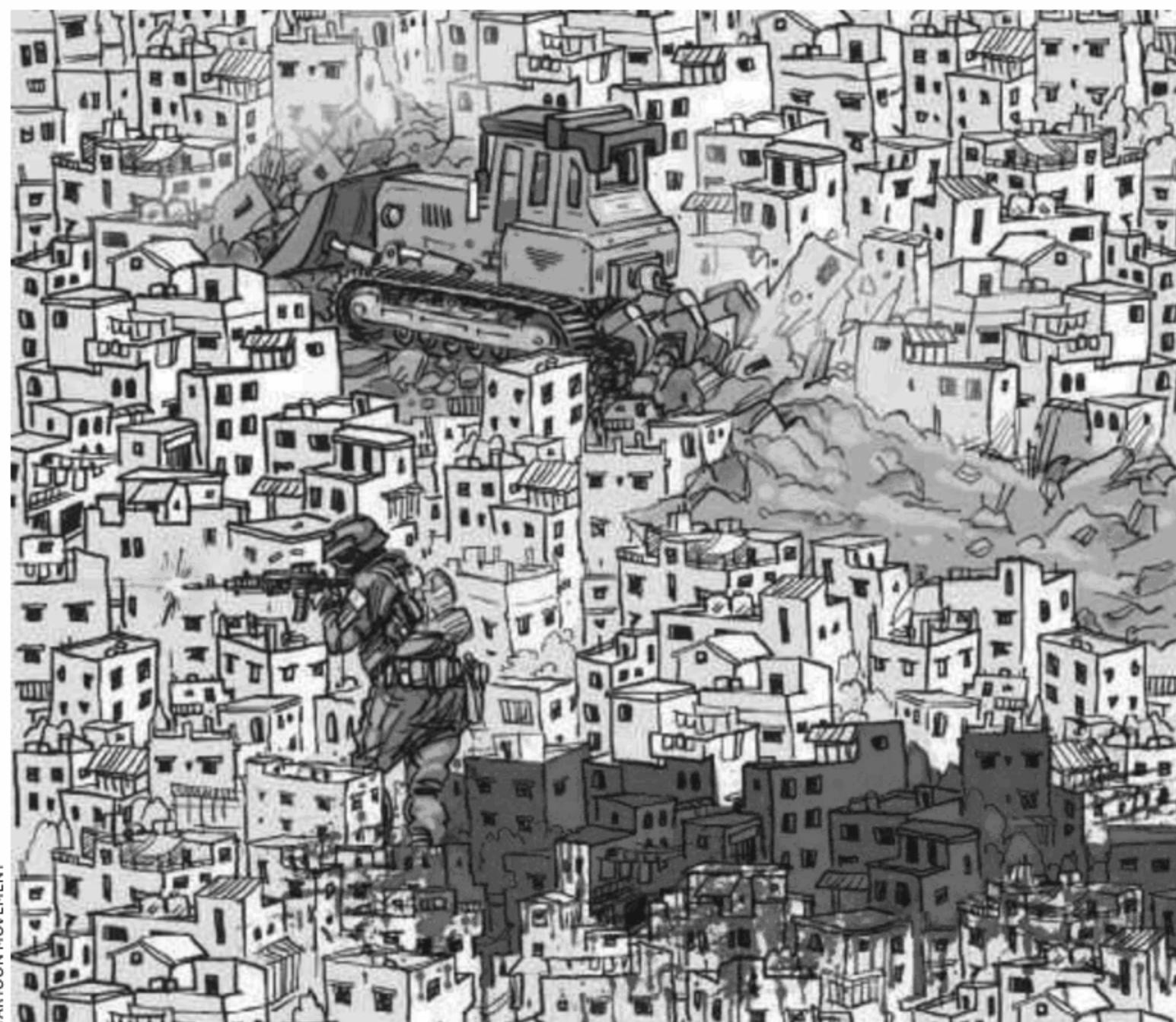
14-34 avenue Jean-Jaurès 75019 Paris

leguez.msf.fr



Cisjordanie. "C'est pire que la seconde Intifada"

L'opération Mur de fer, lancée en janvier, a déjà déplacé 40000 personnes, surtout dans les camps du nord de la Cisjordanie. Pour ces Palestiniens, cela ne fait aucun doute : Israël veut rendre leur retour impossible.



CARTOON MOVEMENT

—+972 Magazine, extraits

Samira Abou Rmeleh doit enjamber des tas de gravats et de débris pour atteindre ce qu'il reste de sa maison, dans le camp de réfugiés de Jénine. La journée est froide et pluvieuse aujourd'hui dans le nord de la Cisjordanie, et le camp est presque méconnaissable. Béton fracassé, voitures brûlées, douilles de balles et cadavres de chiens errants jonchent les rues, à perte de vue. À une centaine de mètres, des bulldozers et des blindés israéliens s'affairent.

"Ce qui se passe aujourd'hui dépasse de loin ce qu'on a vécu lors de la seconde Intifada", juge Samira

Abou Rmeleh. "C'est comme à Gaza, il n'y a plus dans le camp une seule maison habitable. Mais nous ne bougerons pas. Nous vivrons sous des tentes s'il le faut. On a déjà connu ça."

Comme Samira Abou Rmeleh, 20000 Palestiniens ont été forcés d'abandonner leur foyer dans le camp de Jénine ces dernières semaines, à cause des opérations militaires israéliennes en cours. Des familles qui ont dû partir à pied en ne prenant que ce qu'elles pouvaient porter, dès les premiers jours de l'invasion.

Depuis, l'opération Mur de fer [lancée deux jours après le cessez-le-feu à Gaza, conclu le 19 janvier] a été étendue à trois autres camps de

réfugiés du nord de la Cisjordanie, chassant 20000 personnes de plus des camps de Tulkarem, de Nour Chams et de Fara. L'armée israélienne dit y viser des groupes de la "résistance" armée, sans avoir pu fournir plus que de maigres preuves de sa réussite.

Comme beaucoup d'autres habitants déplacés du camp, la famille de Samira Abou Rmeleh est allée s'installer chez des proches, dans la ville de Jénine. Ceux qui accueillent les déplacés chassés par l'attaque redoutent des représailles israéliennes.

Samira Abou Rmeleh est consciente des dangers, mais quand je lui demande si, en retournant dans le camp pour tenter de

récupérer quelques affaires, elle a peur de se prendre une balle, elle hausse les épaules : "Ça m'est égal, je suis morte, déjà."

La plupart des habitants du camp sont des descendants des familles chassées de la région de Haïfa par les milices sionistes et les forces israéliennes lors de la Nakba [littéralement "catastrophe", en arabe, terme qui fait référence à la création de l'État hébreu], en 1948. Au fil du temps, Jénine est devenue un bastion de la résistance des Palestiniens, et ses rues ont été régulièrement dévastées par des invasions ou des sièges de l'armée israélienne – en particulier lors de la seconde Intifada, au début des années 2000.

Coups de feu. En lisière du camp, à l'entrée de l'hôpital gouvernemental de Jénine, une fresque représente Shireen Abu Akleh, célèbre journaliste d'Al-Jazeera abattue par les forces israéliennes en 2022 tandis qu'elle couvrait une incursion militaire dans le camp. Dans l'hôpital, le directeur médical, Moustafa Hamarcheh, décrit une situation de plus en plus insupportable.

"Bon nombre de nos 500 employés ne peuvent même pas accéder à l'hôpital", explique-t-il. À moins d'arriver en ambulance, ils sont très souvent arrêtés aux postes de contrôle par l'armée israélienne, qui leur impose une fouille, et bien souvent leur fait faire demi-tour.

"C'est simple : ce qui se passe ici, c'est une plus petite version de Gaza", résume Moustafa Hamarcheh. "Une opération pensée pour détruire, rendre la vie impossible, et envoyer à tous ceux qui vivent dans le camp et en ville un message : partez, quittez la Cisjordanie, allez ailleurs."

Mon photographe et moi arpentons les rues qui entourent l'hôpital, puis nous décidons d'aller dans le "nouveau camp", comme on appelle sa partie ouest. Là aussi, des Jeep de l'armée israélienne patrouillent dans des grondements de moteur. Des habitants nous mettent en garde contre la présence d'un sniper.

À l'orée du camp, le propriétaire d'une petite épicerie (il avait son commerce à l'intérieur du camp avant d'être déplacé) repère nos gilets estampillés "Presse" et nous fait signe. Il nous fait entrer dans l'appartement à l'arrière du

Les négociations reprennent sur Gaza

●●● Alors qu'Israël a renforcé le siège sur la bande de Gaza en coupant le 9 mars l'approvisionnement en électricité – dans une démarche visant clairement à accentuer la pression sur le Hamas –, une délégation israélienne s'est rendue le lundi 10 mars au Qatar pour de nouvelles négociations indirectes sur la poursuite du fragile cessez-le-feu en vigueur depuis le 19 janvier, rapportent plusieurs médias, dont

Al-Jazeera. Israël cherche à contraindre le mouvement palestinien à accepter une prolongation de l'échange d'otages et de prisonniers, sans pour autant s'engager sur un cessez-le-feu permanent. Le Hamas exige, lui, de passer à la deuxième phase de l'accord, qui inclut des négociations visant à mettre fin à la guerre de manière définitive, tel que le stipule l'accord signé à l'origine. En attendant, la situation humanitaire ne cesse de s'aggraver. La suspension de l'aide humanitaire le 2 mars se fait déjà sentir lourdement, rapporte la presse arabe.

"Les habitants ont du mal à se procurer du pain et des produits de première nécessité alors que le blocus total imposé par Israël a forcé la fermeture de plusieurs magasins", relate la reporter d'Al-Jazeera sur place.

magasin, celui de sa mère, qui se tient là, assise.

Tout à coup, une fusillade éclate : cinq coups de feu, six peut-être, retentissent juste devant le magasin. Nous bondissons. Toute la famille file vers l'arrière de l'appartement, nous leur emboîtons le pas. Les détonations, fortes, perçantes, indiquent que les tirs ont lieu à quelques mètres à peine.

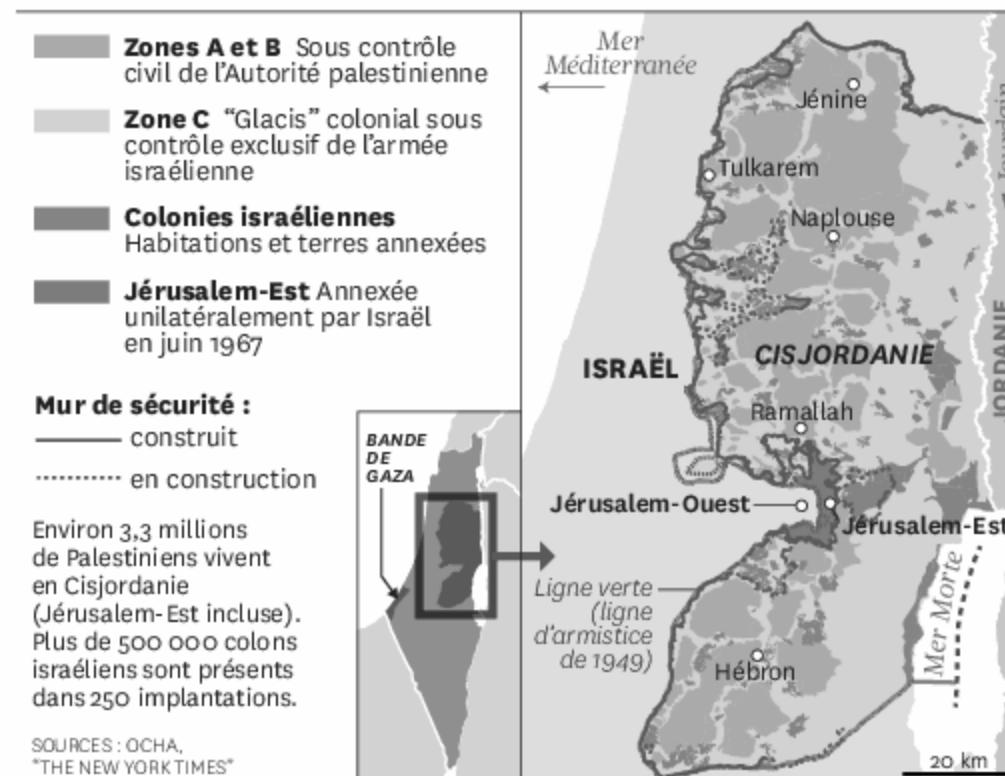
Nous allons passer trois heures là, dans l'appartement de l'arrière-boutique, à nous abriter auprès de cette famille palestinienne. Dehors, dans la rue, rien ne bouge, mais la tension est palpable. Après quelques démarches, des employés du Croissant-Rouge viendront nous escorter pour sortir du camp.

✓ Dessin d'Osama Hajjaj,
Jordanie.

À la fin de janvier, l'opération militaire israélienne s'était étendue bien au-delà des limites de Jénine. Le 29 janvier, une frappe israélienne s'est abattue sur un quartier très peuplé du village de Tamoun, près du camp de Fara, tuant au moins 10 Palestiniens. Peu après, c'est Qalqilya et ses faubourgs qu'ont attaqués les forces israéliennes, dans une montée en puissance de l'offensive qui leur permet d'asseoir un peu plus leur contrôle de tous les grands districts du nord de la Cisjordanie.

À Tulkarem, la situation est tout aussi instable. Depuis le début de la guerre à Gaza, des bulldozers et des drones ravagent le camp de réfugiés, endommageant routes, maisons, devantures d'échoppes. Avec l'expansion de l'opération Mur de fer, les trois quarts de la population du camp ont fui.

C'est la troisième fois que je me rends dans ce camp depuis le 7 octobre [2023], auprès de l'ONG



allemande Medico. En chemin, je croise Mouayad Shaaban, qui dirige la commission de résistance au mur et à la colonisation au sein de l'Autorité palestinienne. Celle-ci fait ce qu'elle peut, assure-t-il, et elle distribue chaque jour 400 à 500 repas aux familles de déplacés de ce camp. Mais sur ce qu'est réellement cette offensive,

il ne mâche pas ses mots : "C'en'est pas une opération de maintien de la sécurité, c'est une opération politique", lâche-t-il, rappelant que la plupart des victimes et des blessés dans les camps n'avaient rien à voir avec la "résistance" armée.

Pour Mouayad Shaaban, l'opération militaire en cours dans tout le nord de la Cisjordanie

prépare le terrain à autre chose : une annexion. De nombreux signes vont en ce sens.

Depuis le 7 octobre 2023, les violences exercées par les colons, avec le soutien de l'État, se sont intensifiées et ont poussé plus d'une cinquantaine de communautés de paysans palestiniens à fuir leurs terres, tandis que 40 nouvelles implantations de colons voyaient le jour.

Situation terrible. L'une des premières décisions de Donald Trump lors de son retour à la Maison-Blanche a été d'annuler les sanctions prises par Joe Biden contre Amana, une entreprise de construction du mouvement des colons. Ces jours-ci, les Palestiniens redoutent de plus en plus de voir Washington reconnaître officiellement la souveraineté israélienne en Cisjordanie.

Dans un foyer d'accueil de la banlieue nord de Tulkarem, Bahazat Dheileh raconte qu'il est de plus en plus difficile de venir

en aide aux personnes déplacées. Selon Dheileh, l'armée israélienne empêche les familles d'emporter quoi que ce soit quand elles partent. Ce qui n'a fait qu'aggraver la situation humanitaire déjà terrible – sans parler de la décision d'Israël de suspendre les activités de l'UNRWA. Aujourd'hui la distribution d'aide humanitaire n'a jamais été aussi compliquée.

Non loin de là, Abdellatif Sudani est sous le choc. Il y a trois semaines, il a fini par quitter le camp de Tulkarem avec son fils et sa fille. Il avait refusé de quitter sa maison lors des précédentes incursions israéliennes, mais, cette fois, c'était différent. "On dit que l'armée compte rester", rapporte-t-il.

Pour autant, ce n'est pas ce qui l'a fait changer d'avis, ce sont ses enfants qui ont insisté. "Qui va nous protéger ? demande-t-il d'une voix blanche. Nous n'avons personne sur qui compter."

—Hanno Hauenstein,
publié le 21 février

**JE LÈGUE AU
GRE**

**Je confie mon dernier projet
à celles et ceux qui sauront
prendre soin du monde.**

Depuis près de cinquante ans, les équipes du Gret agissent dans une trentaine de pays à travers le monde sur tous les terrains de la solidarité, pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités et préserver l'environnement. Les legs et assurances-vie sont des ressources formidables pour nous permettre de construire, avec et pour les personnes les plus vulnérables, des sociétés plus justes et plus durables.

© Maya Palma

POUR OBTENIR UNE BROCHURE GRATUITE,
CONFIDENTIELLE ET SANS AUCUN ENGAGEMENT :

• vous pouvez vous rendre sur TRANSMETRE.GRET.ORG

• ou renvoyer ce coupon à : Fonds d'appui du Gret, Service libéralités, Campus du jardin d'agronomie tropicale de Paris, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne cedex.

Mme M.

Nom : Prénom :

Adresse:

Code postal : Ville :

Téléphone :

RÉFLÉCHIR À CE QU'IL ADVIENDRA DE SON PATRIMOINE APRÈS SA DISPARITION EST UNE ÉTAPE FONDAMENTALE DE LA VIE, qui demande du temps.

N'hésitez pas à vous faire accompagner par un notaire pour vous assurer que vos volontés seront respectées. Je suis également là pour vous écouter et vous accompagner dans votre projet, en toute confidentialité."

AGATHE COUSIN, Responsable libéralités

legs@gret.org 01 70 91 92 23

Le fonds d'appui du Gret est exonéré des frais et droits de succession. En le désignant comme bénéficiaire d'un legs ou d'une assurance-vie, vous avez la garantie que 100 % de votre don sera utilisé pour les missions de solidarité du Gret. Mention légale RGPD : Les données recueillies vous concernant ne sont nécessaires pour assurer le suivi de votre demande et vous tenir au courant de nos activités. Vos données personnelles collectées resteront strictement confidentielles. Elles ne seront ni vendues, ni échangées. Conformément à la loi Informatique et libertés modifiée et au Règlement général sur la protection des données, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification, d'effacement et d'opposition, de limitation et de portabilité de vos données personnelles, en vous adressant à notre Délégué à la protection des données par courriel postal ou par email à dpo@gret.fr.

IRAN

Vague de suicides chez les médecins

Victime d'une émigration galopante et d'un manque d'équipements et de médicaments, le secteur médical iranien est en crise. Au point qu'on constate depuis plus d'un an une forte hausse des suicides.

—Raseef22, extraits (Beyrouth)

Ces derniers temps, les suicides de médecins et d'internes en médecine font les gros titres de la presse en Iran. Il est vrai que, partout dans le monde, les métiers de la santé sont particulièrement à risque en matière de suicide [même si certaines études empiriques contredisent cette hypothèse], mais en Iran, on est frappé par l'évolution des chiffres. L'an dernier, selon différents rapports, un médecin iranien se serait suicidé tous les dix jours.

Quoiqu'il en soit, ces suicides aggravent les difficultés du secteur médical en Iran, déjà mis à rude épreuve

Il n'existe pas de statistiques officielles sur le suicide en Iran, mais selon la psychologue Nazila Shahmansouri, “à la fin de l'année 2024, le taux de suicide (général) dans le pays s'élevait à 5,1 cas pour 100 000 habitants, et il a depuis augmenté pour atteindre environ 7,4”.



■ Dessin de Belle Mellor paru dans The Guardian, Royaume-Uni.

par l'émigration de médecins et des infirmières, par la dégradation des infrastructures hospitalières et par l'incapacité du gouvernement à importer des médicaments et des équipements en raison des sanctions américaines.

Les autorités ont beau soutenir que la situation s'améliore, tout indique au contraire qu'elle se détériore et qu'elle risque même de s'aggraver dans les prochaines années.

Pour Reza Lari-Pour, porte-parole du Conseil médical iranien, les raisons de cette hausse des suicides sont “complexes et multiples”, et liées notamment à la charge de travail et au niveau des salaires. “Ce qu'ils vivent est contraire à ce qu'ils avaient rêvé en choisissant leur métier, explique-t-il. Leur salaire ne leur permet pas de louer un appartement à Téhéran ni de couvrir leurs dépenses, ne serait-ce que les frais indispensables de la vie courante.”

“Ambiance de caserne”. Selon lui, les difficultés économiques auxquelles font face ces médecins sont en effet une des raisons principales de leurs problèmes psychologiques. “L'internat trentenaire, avec son statut social et son éducation, du fait de son travail dans un hôpital, continue de devoir compter sur l'aide financière de ses parents pour subvenir à ses besoins. Ce qui est source de tensions, de stress et même de dépression.”

Mohammad Mirkhani, conseiller social au sein du même Conseil médical, souligne lui aussi que le “taux de suicide parmi les médecins et les internes est en hausse, et il va probablement dépasser le taux d'autres pays”.

Il met en avant des facteurs “tels que la baisse du niveau de vie, l'insécurité de l'emploi, les agressions de la part des familles des malades, ainsi que les difficultés liées aux études et aux premières années d'exercice de leur métier”.

Mohammad Mirkhani relève un autre facteur majeur selon lui. C'est “l'ambiance de caserne dans les hôpitaux”, dit-il, notamment pour les internes, qui parfois ne peuvent pas dormir pendant soixante-douze heures d'affilée. Cela peut les plonger dans une forme de dépression, ajoute-t-il.

Quant au président du Conseil médical iranien, Mohammad Raees Zadeh, il pointe du doigt un autre problème [qui

“Leur salaire ne leur permet pas de louer un appartement à Téhéran.”

Reza Lari-Pour, PORTE-PAROLE DU CONSEIL MÉDICAL IRANIEN

existe dans quasiment tous les pays] : “On considère toujours les internes comme des étudiants qui doivent simplement gagner de quoi payer leurs études. Il faudrait changer le regard qu'on porte sur eux et considérer qu'ils occupent un véritable emploi.”

Or ce sont eux, affirme-t-il, qui portent le principal fardeau, avec parfois de 300 à 400 heures de travail par mois, alors que le nombre d'heures mensuel maximal pour les employés est de 180 heures, selon la loi. “Les centres médicaux touchent la majeure partie de leurs revenus grâce aux internes, mais on trouve mille et une excuses pour ne pas leur verser un salaire suffisant. Il s'élève actuellement à environ 12 millions de tomans [119 euros].”

Alors que ces problèmes ont rencontré un large écho sur les réseaux sociaux, le vice-ministre de la Santé iranien, Alireza Raïssi, a annoncé un plan gouvernemental d'augmentation des salaires. Celui-ci prévoit une hausse du salaire pour les internes célibataires de 12 millions de tomans [119 euros] à 17 millions [177 euros], et pour ceux qui sont en couple de 15 millions [147 euros] à 23 millions [239 euros].

—Hadi Mestufi,
publié le 15 février

NOTRE HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier
international

13^{EME} ÉDITION

LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ONT UN INCROYABLE TALENT !



Le 12 mars 2025, lepetitjournal.com, le média des Français et des francophones à l'étranger, a récompensé au Quai d'Orsay 7 Français exceptionnels qui ont réussi à l'étranger.



JULIEN BALANQUEUX

Tech Makers

Prix du Public

Banque Transatlantique



POM MADENDJIAN

Festival international des auteurs francophones en Malaisie

Trophée Alumni des lycées français du monde

AEFE



CÉDRIC DE GIRAUDY

Missão Robin Hood

Trophée Humanitaire

CFE



ARTHUR GENRE

Créateur de contenus

Trophée Influence

ISG



PASCAL JOUSSE

Professeur, scénariste et créateur de contenus

Trophée Education

Cned



PRISCILLIA ROUTIER TRILLARD

The Sorority/SAVE YOU

Trophée Coup de cœur

MEAE



XAVIER LOUIS

Five Lives

Trophée Impact Social

Malakoff Humanis

LEPETITJOURNAL.COM REMERCIE SES PARTENAIRES

aefe

Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger

**BANQUE
TRANSATLANTIQUE**
GESTION DE FORTUNE DEPUIS 1881



CNED

 **Courrier
international**



**France
médias
monde**



 **malakoff
humanis**
ASSURANCE - PRÉVOSTICE - RETRAITE - ESPRIT


**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
Liberté
Égalité
Fraternité



—The Times, extraits (Londres)

Une vaste étendue côtière apparemment immaculée se déroule à l'approche de Dakhla depuis l'avion de Ryanair qui relie depuis peu Madrid à Lanzarote.

Cette terre est cependant loin d'être aussi tranquille qu'il y paraît vue d'en haut. En ayant ajouté cette destination à son catalogue, la compagnie aérienne irlandaise pénètre en effet au cœur du conflit le plus long du continent africain.

Dakhla se trouve sur la côte du Sahara occidental, une région de la taille de la Grande-Bretagne que des chefs de tribu et trois pays s'efforcent de contrôler depuis des siècles. Au début du xx^e siècle, le Sahara occidental était un lointain avant-poste colonial [espagnol]. Les Espagnols en partent en 1975 et le Maroc, qui se trouve immédiatement au nord, annexe le territoire.

Paradis du kitesurf. Pendant seize ans, les guérilleros sahraouis du Front Polisario se battent pour l'indépendance depuis des camps de réfugiés situés en Algérie, de l'autre côté de la frontière. Dans les années 1980, le Maroc érige un mur de sable et de pierre de plus de 2 700 kilomètres qui laisse 20 % du Sahara occidental sous le contrôle des guérilleros soutenus par l'Algérie [dans la partie est du territoire].

Les Nations unies parviennent à obtenir un cessez-le-feu en 1991, mais le Front Polisario renonce à la trêve en 2020 et reprend ses opérations, bien qu'à petite échelle. Il menace aujourd'hui d'intensifier ses attaques.

Pour le Front Polisario, les vols de Ryanair à destination de Dakhla violent le droit international. La ville est également desservie par la compagnie espagnole Binter et la franco-néerlandaise Transavia. Pour tout commentaire, Ryanair se borne à déclarer que "ses activités respectent toutes les règles aéronautiques applicables".

Ces vols confirment cependant que, cinquante ans après le début du conflit, le Maroc, qui a récemment reçu le soutien des États-Unis, de la France et de l'Espagne, est en train de gagner la guerre diplomatique.

Nous avons embarqué il y a peu sur un vol Ryanair Madrid-Dakhla. À bord, rares sont les étrangers à avoir une idée des tensions géopolitiques qui touchent la région. "J'en avais entendu parler alors j'ai fait des recherches et ça à l'air assez sûr", déclare Alwin Chau, 22 ans, qui vient de Suisse.

Dakhla se trouve sur une longue pointe balayée par le vent dont le littoral côté terre forme un lagon qui est un paradis pour les pratiquants de kitesurf. Le site a accueilli une des épreuves de la Coupe du monde de kitesurf l'année dernière. Il se situe en plein territoire sous autorité marocaine.

Au sol, une fois passé les contrôles de sécurité de l'aéroport, les visiteurs se

↓ Dans une rue de Dakhla, en novembre 2023.
Photo K. M. Krause/Imago/Alamy Stock Photos



Sahara occidental. Le tourisme comme levier diplomatique

Le statut du Sahara occidental reste toujours à déterminer, mais, de facto, ce vaste territoire est aujourd'hui sous administration marocaine. Et pour y asseoir sa souveraineté, Rabat s'appuie désormais sur le tourisme.

retrouvent dans une ville qui connaît un énorme développement. Fondée à la fin du xix^e siècle par le pouvoir colonial espagnol sous le nom de Villa Cisneros, elle a l'air négligé d'une ville-champignon des premiers jours d'une ruée vers l'or.

On est immédiatement frappé par la douceur du climat. La température tourne autour de 25 degrés pendant la plus grande partie de l'année et dépasse rarement les 30 degrés même en été. Ce qui séduit les véliplanchistes et les kitesurfeurs, c'est que la région connaît trois cents jours de vent par an. "C'est pour cela que Dakhla ne sera jamais une destination de tourisme

de masse comme Agadir", déclare Sébastien Deflandres, un Français qui y possède plusieurs affaires. *Le but, c'est de se développer un peu comme Essaouira [sur la côte marocaine] mais en proposant du sport à la place de la culture."*

Il y a dix ou vingt ans, il n'y avait pas de tourisme, juste quelques camps de kitesurfeurs, des véhicules des troupes des Nations unies [la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, ou Minurso, a été créée en 1991. Elle a pour but de faire appliquer le plan de règlement onusien qui prévoit la préparation d'un référendum

au cours duquel le peuple sahraoui choisirait entre l'indépendance et l'intégration au Maroc] et des soldats marocains.

Maintenant Dakhla compte de vrais hôtels qui proposent des boissons alcoolisées et de la gastronomie raffinée. Les visiteurs restent en général confinés dans leur hôtel sur la côte et ne s'aventurent à l'extérieur que pour faire du sport ou des excursions à chameau ou à cheval.

Deflandres a monté son premier hébergement, baptisé Océan Vagabond, dans la région pour les kitesurfeurs en 2007. Il peut désormais accueillir jusqu'à cent personnes et est en train de construire un hôtel. "Les nouveaux vols de Ryanair sont une super nouvelle", confie-t-il. L'entrepreneur soutient la proposition marocaine d'autonomie pour le Sahara occidental.

Des hôtels, des banques, des hôpitaux et des écoles se sont construits aux abords de cette ville de garnison et ce n'est pas fini. Tout ce qu'il reste de l'histoire coloniale espagnole, c'est une église et un phare de 1920.

Le gouvernement marocain, qui se trouve à Rabat, la capitale, souhaite faire de Dakhla un centre touristique, mais il est également en train de créer à proximité un port gigantesque dans le cadre d'un projet visant à développer énergie verte et agriculture aux côtés de la pêche, un secteur déjà florissant.

"Le soutien des États-Unis a énormément aidé. Avant ça, les banques n'avaient pas le droit de financer des projets. Maintenant, les

portes sont ouvertes”, précise un homme d'affaires marocain qui possède des investissements à Dakhla. Le précédent gouvernement Trump avait soutenu les revendications du Maroc à condition que celui-ci normalise ses relations avec Israël, ce qui a été fait en [décembre] 2020.

L'Espagne est revenue sur sa politique en 2022 et soutient désormais le plan d'autonomie du Maroc pour la région. Paris lui a emboîté le pas en juillet [2024], ce qui a poussé l'Algérie à rappeler son ambassa-

“Nous sommes au Maroc ce que les peuples autochtones d'Amérique étaient aux États-Unis : des esclaves.”

Salem,
SAHRAOUI DE DAKHLA

deur en France. Le Royaume-Uni demeure, lui, favorable à “une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, fondée sur le compromis, qui permettra l'autodétermination de la population du Sahara occidental”.

Le Maroc revendique la souveraineté sur le Sahara occidental en raison de l'empire qu'il possédait dans la région et du serment d'allégeance que certains chefs de tribu prêtaient aux sultans. En 1975, le roi Hassan II, père de Mohammed VI, le monarque actuel, a lancé la “Marche verte” : 350 000 Marocains non armés se sont rendus du Maroc au Sahara occidental.

[En 1975], l'Espagne accepte de confier l'administration du nord du territoire au Maroc et celle du sud, la zone de Dakhla, à la Mauritanie. [Les derniers soldats espagnols se retirent en janvier 1976]. [En 1979] la Mauritanie cède la place au Maroc en raison de troubles internes.

Le référendum prévu par les accords de 1991 n'a jamais eu lieu en raison de

désaccords sur le corps électoral et le processus de vote. Les résolutions récentes du Conseil de sécurité des Nations unies n'évoquent pas cette possibilité mais pressent le Maroc et le Front Polisario de coopérer pour trouver une solution réaliste reposant sur un compromis.

Il existe peu de chances qu'aucun des deux camps s'y essaie. L'hostilité vis-à-vis du Maroc exprimée par certains passagers sahraouis du vol Ryanair met en évidence les obstacles à une solution. “Nous sommes au Maroc ce que les peuples autochtones d'Amérique étaient aux États-Unis : des esclaves”, explique Salem, un Sahraoui d'une cinquantaine d'années de Dakhla. La situation est sombre. Le Maroc est en train de gagner parce qu'il a acheté tout le monde. Mais la lutte continuera.”

Il est ambivalent concernant les vols de Ryanair pour Dakhla. “Ils sont illégaux, soutient-il, mais c'est le moyen le moins cher de rentrer chez moi depuis la France (il est ouvrier là-bas).”

Dissidents en prison. Au fur et à mesure que le Maroc resserre son emprise sur le Sahara occidental, le mouvement de protestation reflue à Dakhla et à Laâyoune, la capitale du territoire. D'après le gouvernement marocain, l'amélioration des conditions de vie et l'augmentation de la liberté d'expression ont fait baisser l'animosité. De plus, le Front Polisario est selon lui devenu une élite qui sert ses intérêts et maintient en captivité les 170 000 Sahraouis qui se trouvent dans ses camps en Algérie. Pour certains en revanche, Rabat a fait venir des dizaines de milliers de Marocains à Laâyoune et à Dakhla afin de noyer la population sahraouie dans la masse.

D'après les opposants sahraouis, l'État continue à enlever et à emprisonner les dissidents et le souvenir de tortures persiste. Salem a plusieurs cousins qui croupissent en prison pour s'être opposés au pouvoir marocain.

Le Maroc et le Front Polisario refusent d'autoriser des observateurs extérieurs à venir enquêter sur des violations des droits de l'homme commises dans la région et dans les camps de réfugiés.

Depuis que le cessez-le-feu a volé en éclats, il y a quatre ans, le Front Polisario affirme régulièrement avoir attaqué des troupes marocaines, des allégations qui sont impossibles à vérifier.

L'un des dangers évidents du conflit en ce moment, c'est que la région qui borde le mur est truffée de mines et d'obus non explosés. Ceux-ci ont fait des centaines de victimes depuis 1975 malgré les opérations de déminage réalisées notamment par les forces de maintien de la paix des Nations unies et l'organisation britannique Landmine Action.

— Isambard Wilkinson,
publié le 9 février

Avec l’“Initiative Atlantique pour le Sahel”, le Maroc cherche des alliés

●●● Permettre aux pays ouest-africains enclavés de bénéficier d'une ouverture sur l'Atlantique tout en installant la revendication marocaine au Sahara occidental. C'est à l'occasion du 49^e anniversaire de la “Marche verte”, en novembre 2024, que Mohammed VI a détaillé son “Initiative Atlantique pour le Sahel”, pensée pour répondre à cette double exigence. “Nous sommes déterminés à entreprendre une mise à niveau nationale du littoral, incluant la façade atlantique du Sahara marocain [Sahara occidental]. Nous sommes également attachés à ce que cet espace géopolitique fasse l'objet d'une structuration de portée africaine”, affirmait ainsi le monarque, selon ce qu'en rapportait alors **Yabiladi**. “La volonté du Maroc d'ériger ses provinces sahariennes en trait d'union avec l'Afrique atlantique se précise”,

commentait le média marocain. Depuis, le Maroc s'est notablement rapproché du Niger, du Mali et du Burkina Faso, par ailleurs membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), une organisation sous-régionale née de leur retrait tumultueux de la Cedeao. En novembre 2024, l'hebdomadaire marocain **TelQuel** estimait que le Maroc entendait profiter de la nouvelle configuration au Sahel pour jouer sa partition. “L'émergence de l'AES a rebattu les cartes dans la région”, alors que la France et les États-Unis se sont fait “éjecter”. D'ailleurs, poursuivait **TelQuel**, il n'y a pas que les Occidentaux qui ont perdu toute influence dans la région : l'Algérie a également perdu de son aura. L'initiative royale aurait trouvé un écho favorable auprès de l'Alliance des États du Sahel, en froid avec Alger.

D'une beauté fascinante. Une claque.

LE NOUVEL OBS ★★★★

Une expérience de cinéma sensationnelle.

TÉLÉRAMA

Un formidable western chinois.

PARIS MATCH ★★★★

Un thriller fascinant.

LE PARISIEN ★★★★

A ne pas manquer.

LE MONDE ★★★★

Une merveille.

LE CANARD ENCHAÎNÉ

BLACK DOG

UN FILM DE GUAN HU



FESTIVAL DE CANNES
PRIX UN CERTAIN REGARD



Partie du Sahara occidental contrôlée par :
le Maroc le Front Polisario

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

CINÉ+ DOCUMENTAIRE Nouvel Obs Courrier International TEASER GALLICINE GALLICINE GALLICINE

SÉNÉGAL

L'habit fait le président souverain

Contrairement à Macky Sall, qui avait adopté le costume-cravate occidental, Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko s'affichent en costume africain à col Mao. Une affirmation politique par le vêtement.



—Le Soleil, extraits (Dakar)

La cravate douloureuse que tu portes et qui t'orne, ô civilisé, ôte-la si tu veux bien respirer..." Ces vers d'Apollinaire, tirés de son poème *La Cravate et la montre*, dans les *Calligrammes* (1918), écrits sous le voile de l'ironie et de l'émotion, semblent résonner avec une rare acuité dans les gestes singuliers du président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, et de son Premier ministre, Ousmane Sonko, dont les silhouettes dégagent une allure nouvelle, une sorte de renaissance stylistique.

Depuis qu'ils sont au pouvoir, presque à chacune de leurs sorties, ils sont en costume africain. Ils portent leurs choix vestimentaires sur les tendances de la mode et de la culture au Sénégal et au-delà. Souvent, ils rayonnent dans un ensemble à deux pièces, avec un pantalon assorti à une chemise incorporée au caftan; parfois, ils sont dans un ensemble à trois pièces, comprenant un pantalon, un caftan et une chemise.

Le "duo présidentiel" choisit un habillement qui, tout en restant profondément ancré dans la tradition, se projette vers le futur. Comme un écho moderne à la vision du poète, les nouvelles autorités semblent se débarrasser de plus en plus de cette "cravate douloureuse", cette parure que l'on associe trop souvent à une forme de rigueur, de froideur et de conformisme.

"*Cette mode qu'ils arborent, ce sont des pièces incontournables de la garde-robe sénégalaise et africaine. Ces pièces s'inspirent du boubou traditionnel, mais certains stylistes, pour habiller d'autres personnes, l'actualisent par sa coupe, ses finitions et ses matières. Chaque artiste apporte sa touche pour se démarquer*", affirme le styliste Amadou Diop, du label DA Fashion.

Ces vêtements, comme une métaphore de leur engagement,

"C'est une manière de dire que le Sénégal a des talents."

Amadou Diop,
STYLISTE

respirent la modernité, mais sans jamais rompre avec l'histoire. Les nouvelles autorités, dans ce choix vestimentaire, affichent une forme d'élégance subtile, où la fluidité du vêtement, son col Mao, sa coupe soignée, ses boutons inspirés de la djellaba maghrébine et ses lignes épurées semblent devenir une métaphore de la politique qu'ils incarnent : la souveraineté.

Nouvelle génération. Selon le styliste, les nouvelles autorités revendentiquent une nouvelle vision de la mode. Une mode qui parle "aux coeurs et aux esprits".

Mais, dans l'ombre de ces personnalités publiques, il faut souligner qu'il y a, bien sûr, des artisans du textile. Une nouvelle génération qui œuvre dans l'anonymat, mais qui, grâce à son savoir-faire, redéfinit peu à peu la mode sénégalaise. Pour ces créateurs, le vêtement dans son essence est bien plus qu'un assemblage de tissus. Il est un langage, un moyen d'exprimer son engagement, son appartenance et son regard sur le monde. Ainsi, chaque sortie des

✓ Le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, à Dakar le 20 septembre 2024.
Photo Carmen Abd Ali/The New York Times

leaders politiques devient une manière d'affirmer son identité tout en invitant à une réconciliation entre le passé et le présent.

Parmi [ces créateurs], Thiané Diagne, styliste et propriétaire des marques Gadioli et Jour J. "C'est une fierté de voir de telles célébrités porter des habits produits par des artistes locaux. Leurs gestes valorisent l'artisanat sénégalais", se réjouit l'enfant de Gadiol [au sud de Saint-Louis]. Le Sénégal, souligne-t-elle, a de jeunes talents très prometteurs. Et cela leur donne l'envie et la passion pour exercer leur métier.

"Ce sont des vêtements très élégants, représentant le style 'traditionnel', dont les jeunes créateurs sénégalais, voire africains, sont fiers", souligne Mme Diagne. Et

Ces vêtements respirent la modernité, mais sans jamais rompre avec l'histoire.

d'ajouter : "À l'international, cela permet aux autres de découvrir le 'made in Sénégal', ce dont nous nous réjouissons."

Amadou Diop, dont les collections mêlent le traditionnel et le contemporain avec brio, ajoute avec une lueur de fierté : "C'est une manière de dire que le Sénégal a des talents. Il a une culture qui mérite d'être vue, portée et célébrée."

La première dame incarne également cette mouvance vestimentaire. Pour sa toute première sortie en France avec le président de la République, Marie Khone Faye a ébloui par sa tenue "made in Sénégal", jouant à la perfection le rôle d'ambassadrice de l'artisanat sénégalais. "Quand elle porte un boubou retravaillé ou une tunique élégante, on ressent qu'elle chuchote qu'il est temps de soutenir nos créateurs et de donner de la visibilité à nos savoir-faire locaux", note encore Thiané Diagne, émue. Et la styliste d'ajouter : "C'est une fierté de voir nos créations porter un message universel. Les nouvelles autorités ne sont pas que des icônes de mode. Ils sont des ambassadeurs de notre culture."

Cependant, pour la styliste Tima, dépositaire de la marque M'Tima, l'élargissement de la consommation de créations locales est essentiel. "On applaudit, mais ce serait une grande fierté

de voir plus de stylistes sénégalais mis en lumière, au-delà d'une ou de deux personnes qui habillent régulièrement des personnalités", souligne-t-elle. Elle insiste sur l'importance de diversifier les choix en matière de mode et d'encourager les membres du gouvernement à porter les créations d'autres designers locaux. "Il y a de nombreux stylistes qui produisent du 'made in Sénégal' avec leur propre imagination. Ils veulent apporter leur touche unique", explique Tima.

Une mode qui se pense. Pour elle, en diversifiant les choix et en soutenant plus largement les créateurs locaux, la mode sénégalaise pourrait devenir un véritable levier de développement économique. "Ce serait une manière concrète de booster l'économie locale à travers la mode", affirme-t-elle, sereine.

Les créateurs locaux du style vestimentaire du duo présidentiel deviennent, aujourd'hui, des passeurs. Ils transforment le quotidien en acte de résistance douce, en acte de mémoire et de vision. Pour eux, chaque ligne, chaque coupe et chaque choix de tissu représentent une affirmation d'un avenir qui ne renie rien de son passé. Ce choix de style n'est pas une mode qui se consomme, c'est une mode qui se pense, qui se vit et qui, à travers le corps, devient un vecteur de transformation sociale.

Toutefois, le défi reste de taille pour l'industrie textile locale. Le narratif du "made in Sénégal" bute sur des réalités macro-économiques, car tous les tissus, ou presque, sont importés.

—Adama Ndiaye,
publié le 25 janvier



SOURCE

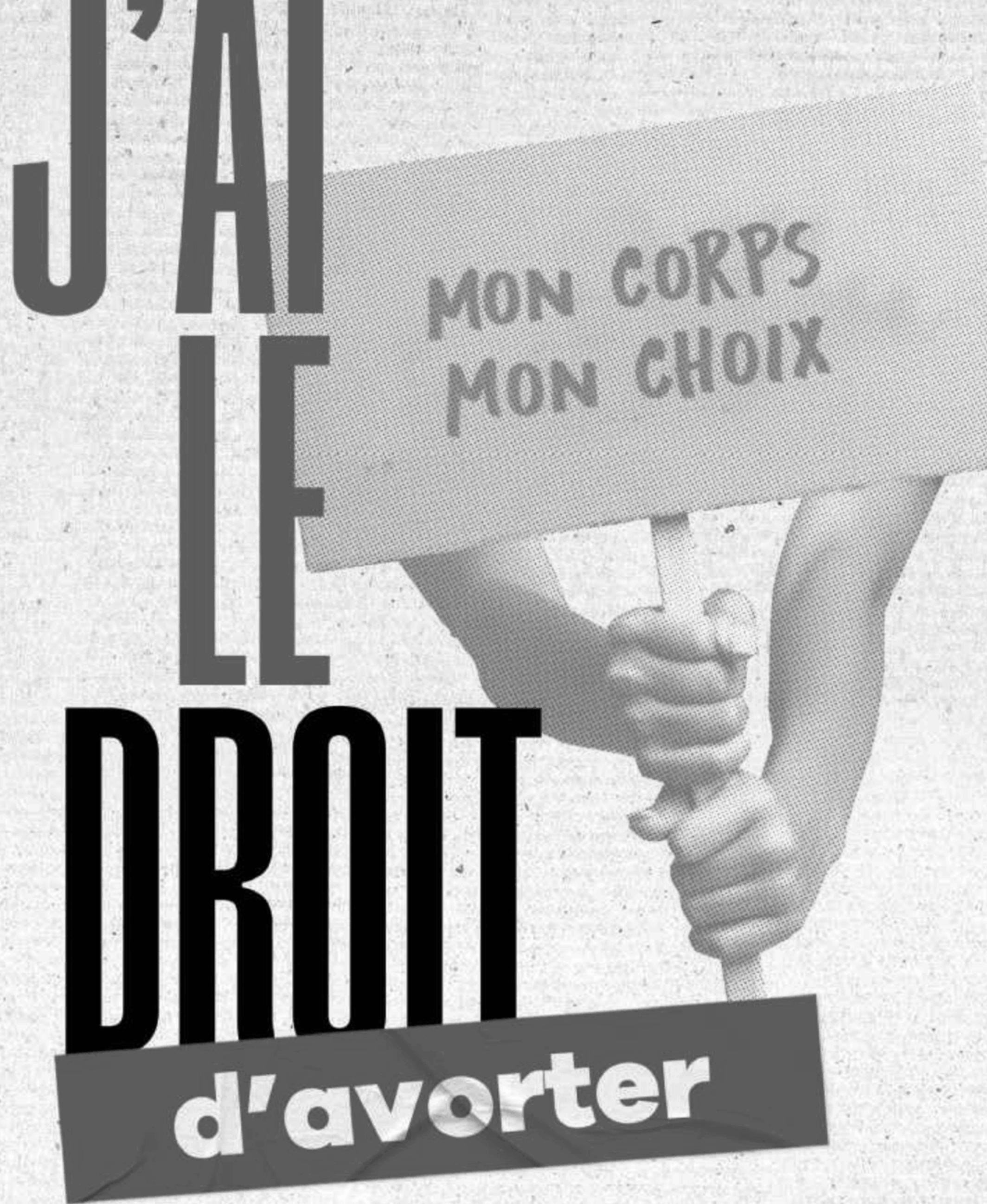
LE SOLEIL

Dakar, Sénégal

Quotidien

lesoleil.sn

Créé en 1970, ce poids lourd de la presse africaine doit aujourd'hui faire face à la concurrence de la presse privée. Toujours proche du pouvoir, il préfère désormais à la langue de bois ce qu'il appelle sa "mission de service public". Tous les articles de la version papier sont disponibles sur le site.



L'ÉVIDENCE NE DEVRAIT
PAS ÊTRE UN COMBAT.



SOUTENEZ NOS ACTIONS
EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES.
FAITES UN DON SUR FONDATIONDESFEMMES.ORG





Corée du Nord. L'espion qui aimait la paix

Né en Chine, formé en Égypte, devenu citoyen sud-coréen après avoir espionné pour Pyongyang, Jeong Su-il est un paradoxe fait homme.

—NK News, extraits
(Washington)

Polyglotte né en Chine, il s'est fait passer pendant longtemps pour un Philippin, a mené une longue carrière de diplomate dans une première vie, est devenu un spécialiste reconnu de l'histoire de la route de la soie... Et a aussi été un redoutable espion nord-coréen.

Le parcours incroyable de Jeong Su-il, mort le 24 février à l'âge de 90 ans, a tout d'un film hollywoodien. Une vie marquée par l'espionnage, la prison et la polémique, mais aussi la reconnaissance universitaire, grâce aux livres qu'il a écrits dans sa cellule. Très attaché à ses origines coréennes, il est resté jusqu'à sa mort un fervent partisan de la paix et de la réunification coréenne.

Né en 1934 de parents coréens en Chine, dans ce qui est aujourd'hui la préfecture autonome coréenne de Yanbian, à la frontière avec la Corée du Nord, Jeong Su-il a traversé enfant les difficultés rencontrées par de nombreux immigrés.

Coréen convaincu. Pour échapper à la pauvreté, son arrière-grand-père, un paysan, avait quitté ce qui est aujourd'hui la Corée du Nord pour la Mandchourie, alors colonie japonaise. Pourtant, même si le petit Su-il a grandi en Chine, il était inscrit dans des écoles coréennes et n'a commencé à étudier le chinois que plus tard, à la fin de l'adolescence.

Ses origines coréennes ont toujours prévalu sur le reste, expliquait-il au Korea Herald en 2013 : "Je

me suis toujours considéré comme Coréen. En tant que jeune intellectuel, je voulais faire quelque chose pour mon peuple."

Malgré son apprentissage tardif du chinois, il réussit à intégrer la prestigieuse université Beida,

"Jeong Su-il était un archétype de l'espion intellectuel, fort de son expertise et de son intelligence."

Les services de sécurité sud-coréens (NIS)

à Pékin, en 1952, et reçoit une bourse pour aller étudier à l'université du Caire. Après avoir terminé ses études en Égypte, Jeong Su-il devient diplomate chinois, ce qui l'amène à travailler d'abord en Chine, puis au Maroc.

Il poursuit en parallèle un parcours universitaire qui le conduit ensuite en Corée du Nord, où il

est professeur d'études arabes pendant plus de dix ans... Avant d'être recruté par les services secrets nord-coréens en 1974.

Après plusieurs années passées à parcourir le monde et à travailler dans de nombreux pays, du Liban à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la Tunisie à la Malaisie ou aux Philippines, l'universitaire devenu espion s'installe en Corée du Sud en 1984 sous le pseudonyme de "Mohamad Kansu".

Se faisant passer pour un chercheur avec une double nationalité libanaise et philippine, "Kansu" s'inscrit quatre ans plus tard à l'université Dankook, où il obtient un doctorat grâce à une thèse sur les relations entre l'ancien royaume coréen de Silla [au premier millénaire] et les premiers empires arabes et islamiques. Il finit par être démasqué en 1996, quand les services secrets sud-coréens (NIS) l'arrêtent pour

espionnage. Le pays découvre alors la double vie de l'agent nord-coréen.

Sous sa fausse identité, "Kansu" était un spécialiste reconnu qui faisait de nombreuses apparitions publiques et côtoyait des experts et des membres du personnel politique – ce qui lui a permis de collecter des informations de premier ordre pour Pyongyang. Afin de parachever son image, il avait même contracté un mariage blanc.

Selon les archives du NIS, il a transmis à plus de 80 reprises des informations politiques et militaires importantes à la Corée du Nord, par l'intermédiaire d'une base d'opération en Chine. Il les envoyait par lettres codées ou par fax.

Pour son travail d'espionnage, il a reçu 19 000 dollars [environ 17 500 euros au taux de change actuel] et le Prix de la réunification nationale, une distinction nord-coréenne très prestigieuse accordée à ceux qui participent à la concrétisation du projet de réunification de Pyongyang.

La double vie de Jeong est finalement révélée en juillet 1996, quand il est surpris en train d'envoyer des fax depuis le Plaza Hotel de Séoul à une base nord-coréenne à Pékin. Il est immédiatement arrêté et emprisonné pour violation de la sécurité nationale. Le NIS détaille : "Il est apparu que Jeong Su-il était un archétype de l'espion intellectuel, fort de son expertise et de

son intelligence, qui a utilisé une identité étrangère pour mener des opérations secrètes sur plusieurs années et obtenir des informations sensibles sans éveiller de soupçons."

Pour la réunification. Jeong est condamné à quinze ans de prison pour espionnage. Le tribunal juge que ses actions ont constitué "une grave menace pour la sécurité du pays". La peine reste pourtant relativement clémente par rapport à l'accusation, en raison de son âge avancé et des regrets exprimés pour ses actions.

Pendant son séjour en prison, il continue ses recherches universitaires. Il ne purge finalement que quatre années, puisqu'il obtient une libération anticipée le 15 août 2000. Trois ans plus tard, il est officiellement amnistié et retrouve son ancien poste universitaire. Il obtient même la citoyenneté sud-coréenne peu de temps après. Jeong Su-il consacre alors le reste de sa vie à ses recherches universitaires autour de la notion de paix.

En 2008, Jeong Su-il fonde l'Institut coréen des échanges entre civilisations, consacré à la compréhension des civilisations et de leur cohabitation, notamment à travers le prisme de la route de la soie, son domaine de prédilection.

Ces vingt dernières années, Jeong – qui parlait 12 langues – a également voyagé dans le monde entier pour mieux comprendre les échanges culturels entre civilisations anciennes et modernes.

Bien qu'il se soit éloigné de la sphère publique ces dernières années, Jeong Su-il s'est à plusieurs reprises présenté comme un ardent défenseur de la réunification coréenne. En 2021, il s'exprimait dans les pages du site web sud-coréen Tongil News : "Quoi qu'en dise, la Corée du Sud et la Corée du Nord sont une seule nation – non pas des 'amis', mais des frères, avec des liens de sang. Et cela pour de nombreuses années encore."

Et d'asséner : "Tant que nous n'en sommes pas authentiquement convaincus, appeler à la réunification restera inutile. Mais si un jour nous faisons pleinement notre cette conviction, la 'doctrine de la partition' disparaîtra d'elle-même."

—Shreyas Reddy,
publié le 26 février



TAÏWAN

Abolir la peine de mort sera difficile

Alors que l'abolition de la peine capitale semble être la "meilleure stratégie" pour se démarquer de Pékin, les autorités de l'île se montrent réticentes à l'idée, craignant l'opposition de l'opinion publique.



—Asahi Shimbun (Tokyo)

Madame, êtes-vous favorable à la peine de mort ?

La question, soudaine, est posée à la cheffe du parti d'opposition, qui compte se présenter à l'élection présidentielle taïwanaise, lors d'une conférence de presse. L'air déstabilisé, elle éclate la question en déclarant : "Ce n'est que par le dialogue que nous parviendrons à un consensus."

Après la conférence de presse, alors qu'un membre du parti s'étonne de la réponse ambiguë de la candidate, un ancien explique : "Ce n'est pas le moment d'aborder la question."

Voilà une scène de la série politique taïwanaise à succès *Wave Makers*, diffusée au Japon [et en France] sur Netflix. Elle reflète le malaise des politiques qui soutiennent l'abolition de la peine de mort, mais n'osent exprimer leur position en raison de l'influence négative que cela pourrait avoir sur l'électorat.

Dans la société taïwanaise actuelle, plus de 80 % de l'opinion publique est opposée à l'abolition de la peine de mort. C'est peu dire que le sujet est

aussi sensible politiquement que dans la série. Lors d'un débat en décembre 2023, un mois avant l'élection présidentielle,

Lai Ching-te, candidat du Parti démocrate progressiste [PDP, centre gauche] devenu président, s'était montré prudent sur la question, se contentant de dire que "l'abolition de la peine de mort nécessite un consensus au sein de la société". Un journaliste qui couvre le système judiciaire taïwanais depuis une vingtaine d'années explique : "Beaucoup reculent à prendre position en faveur de l'abolition de peur de perdre des électeurs."

Application limitée. C'est pourquoi la peine capitale n'a jamais fait l'objet d'un débat de fond. Cependant, si l'on revient sur les vingt dernières années, les autorités semblent progresser lentement vers sa suppression.

En 2000, Chen Shui-bian, premier membre du PDP à accéder à la présidence de Taïwan, a défendu la "protection des droits humains", et, l'année suivante, le ministre de la Justice de l'époque a affiché l'objectif de "promouvoir l'abolition de la peine de mort".

Des discussions ont ensuite été engagées en vue de l'adoption de la Charte internationale des droits de l'homme, qui stipule que l'application de la peine de mort doit être limitée aux "crimes les plus graves". La présidence suivante – celle de Ma Ying-jeou, du Kuomintang [KMT, parti conservateur] – a obtenu sa "ratification" au moyen d'un vote du Parlement.

Au cours des huit années de mandat de la présidente Tsai Ing-wen, du PDP, arrivée au pouvoir en 2016, seuls deux condamnés à mort ont été exécutés. Dans le cadre du Plan d'action pour les droits de l'homme annoncé en 2022, le gouvernement a réitéré l'objectif de supprimer progressivement la peine capitale, et a même demandé aux procureurs de la réclamer "avec circonspection". L'avocat Hsue Wei-yu, qui représente les condamnés à mort de Taïwan, s'en félicite : "Que ce soit ou non pour se conformer à la Charte internationale des droits de l'homme, qui stipule que la peine de mort doit être réservée aux crimes les plus graves, les jugements rendus ces dix dernières années sont plus mesurés."

De fait, par leurs politiques progressistes, les autorités taïwanaises cherchent à se démarquer de la Chine. Considérée comme le pays qui applique le plus la peine de mort, Pékin mène une sévère répression contre les militants pour la démocratie et les avocats des droits de l'homme.

Le siège de la Chine aux Nations unies n'étant plus occupé par Taïwan, mais par le régime de Pékin [depuis 1971], l'île est isolée sur le plan diplomatique. Dans ce contexte, depuis la présidence de Chen, elle met en valeur son attachement aux droits humains et à la démocratie pour s'attirer la solidarité de la communauté internationale.

Les choses se sont précisées depuis l'arrivée au pouvoir de Tsai Ing-wen, lorsque l'antagonisme avec la Chine s'est aggravé : Taïwan a redoublé d'efforts sur les valeurs universelles pour renforcer ses liens avec les

Isolée sur le plan diplomatique, l'île cherche à s'attirer la solidarité des pays occidentaux.

Repères

En 2025, la première exécution depuis cinq ans

●●● Pour les militants taïwanais contre la peine de mort, l'année 2025 a mal commencé : le 16 janvier, le ministère de la Justice a annoncé avoir exécuté Huang Linkai, un homme de 32 ans condamné à la peine capitale en 2017 pour viol et pour deux meurtres perpétrés quatre ans auparavant, a rapporté le site d'actualité Focus Taiwan dans son édition japonaise. C'est la première exécution depuis avril 2020, ajoute le site. L'île compte

désormais trente-six condamnés à mort, dont certains ont passé près d'un quart de siècle dans les couloirs de la mort. Devant le centre de détention de Taipei, cette annonce a été accueillie par les cris de "La peine de mort, finissons-en" des militants pour l'abolition. Signe des tensions suscitées par le sujet dans la société, ils ont été hués par d'autres Taïwanais, en faveur du maintien de la peine capitale, rapporte le site.

pay occidentaux. La légalisation du mariage entre personnes de même sexe, adoptée en 2019, s'inscrit dans cette tendance. Confirmation avec un membre du PDP : "La démocratie et les droits de l'homme constituent une stratégie importante pour se rapprocher de l'Occident."

Contraire aux valeurs. Lin Hsin-yi, la directrice de l'Alliance taïwanaise contre la peine de mort, au cœur de la campagne en faveur de l'abolition, assure : "Si Taïwan souhaite montrer qu'elle est complètement différente de la Chine, abolir la peine de mort serait le meilleur moyen de le faire."

Les 15 grands juges actuels [de la Cour constitutionnelle, la plus haute autorité judiciaire du pays] ont tous été nommés par Tsai Ing-wen, considérée comme réticente à l'application de la peine de mort.

Cette instance, qui a rejeté 90 % des demandes de contrôle de constitutionnalité depuis 2022, a pourtant accepté un recours en ce sens. Ce qui, pour les partisans de l'abolition, laisse penser que celle-ci n'a jamais été aussi probable.

La résistance de la société taïwanaise reste néanmoins forte. Hsu Chia-shin, chercheur à l'Institutum Iurisprudentiae Academia Sinica ["Académie chinoise de la jurisprudence"], qui connaît bien les questions

relatives à la peine de mort, indique que la légalisation du mariage entre personnes de même sexe suscitait également l'opposition d'une part importante de la population, mais pas de manière aussi écrasante que l'abolition de la peine de mort. Que se passerait-il si la peine de mort était jugée inconstitutionnelle ? Hsu Chia-shin est perplexe : "Si la Cour constitutionnelle de Taïwan statuait d'une manière si contraire aux valeurs morales de la société, cela provoquerait un choc au sein de la population. Les répercussions sur le pouvoir politique seraient inévitables."

—Masayuki Takada,
publié le 19 septembre 2024



SOURCE

ASAHI SHIMBUN

Tokyo, Japon

Quotidien

asahi.com

Fondé en 1879, chantre du pacifisme nippon depuis la Seconde Guerre mondiale, le "Journal du Soleil-Levant" est une véritable institution.

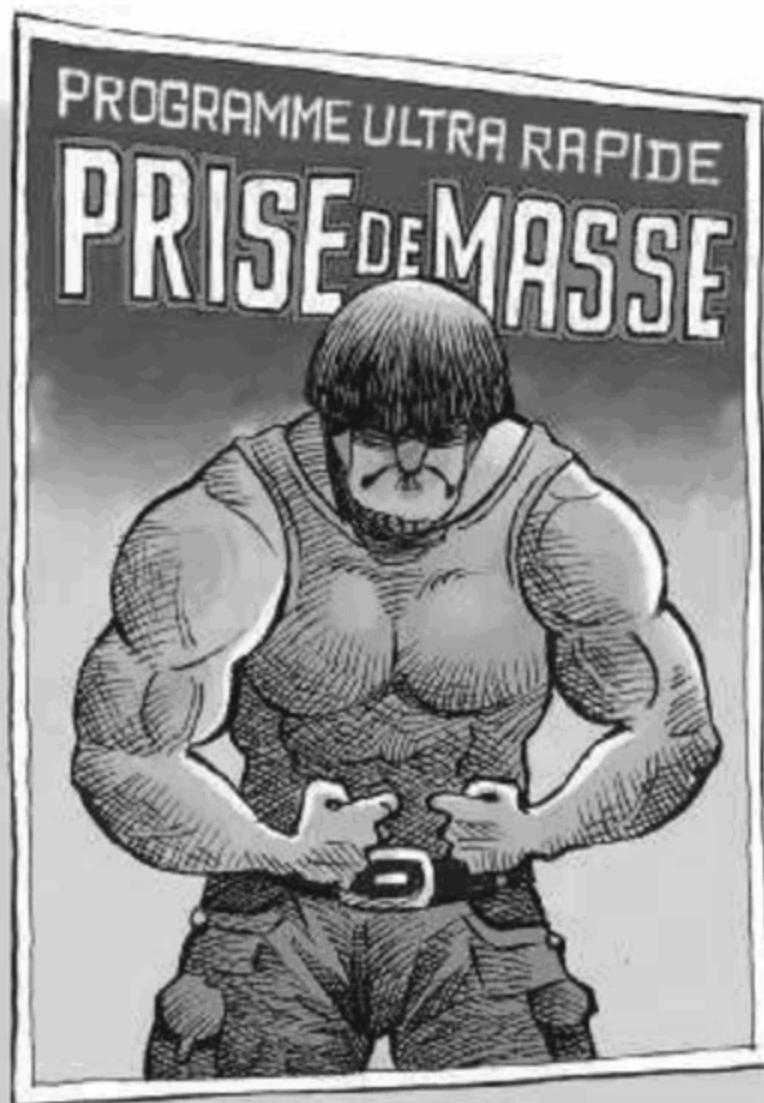
Pour un intellectuel japonais, écrire dans l'Asahi Shimbun est une consécration. Le groupe Asahi est présent dans tous les secteurs des médias (radio, télévision, édition) et publie de nombreux journaux.

✓ Dessin de Falco, Cuba.



Union européenne. Un tournant “historique” sur la défense

Réunis le 6 mars en sommet exceptionnel à Bruxelles, les Vingt-Sept ont affiché leur volonté de se réarmer, donnant corps, après des années de tergiversations, à l’Europe de la défense.



✓ Dessin de Chappatte paru dans **Le Temps**, Genève.

doté de 150 milliards, pour financer des initiatives dans les secteurs militaires labellisés prioritaires – défense aérienne et antimissile, systèmes d’artillerie, [...] missiles et munitions, drones et systèmes antidrones”.

Parmi les autres pistes : la possibilité pour les États membres d’accroître leurs dépenses militaires sans que cela soit pris en compte dans le calcul de leur déficit public, en principe limité à 3 % de leur PIB. “Au sein du Conseil européen, certaines voix se sont élevées pour exiger d’aller encore plus

“Ce qui est nouveau, c’est le sentiment d’urgence, partagé par tous les dirigeants présents.”

LA VANGUARDIA,
JOURNAL CATALAN

loin dans la flexibilité, parmi lesquelles... celle de l’Allemagne, souligne le quotidien belge. Berlin, lancé dans une course spectaculaire à l’investissement, a exporté sa nouvelle dynamique – qui tranche singulièrement avec la frilosité des dernières années, et le respect du frein à l’endettement – à Bruxelles. Pour le plus grand étonnement de ses partenaires, qui ont assisté, toute la semaine, médusés, aux plaidoyers allemands visant à desserrer le carcan européen.” Die Zeit note que “ce qui était hier un dogme inébranlable est aujourd’hui démantelé à une vitesse vertigineuse”.

Le “consensus” auquel sont parvenus les Vingt-Sept a d’ailleurs été “atteint en grande partie” grâce “au leadership affiché par la France et l’Allemagne”, assure **El Mundo**, qui qualifie lui aussi ce moment de “mobilisation historique”. Paris et Berlin, “en dépassant certaines de leurs réticences, budgétaires notamment, ont réussi à imposer une dynamique qui relève du véritable tournant, s’enthousiasme l’éditorial de **La Libre Belgique**. Pour la première fois, l’Union cesse d’être une puissance économique paralysée par son impuissance militaire et se réaffirme en tant qu’acteur stratégique crédible.”

Le quotidien belge estime qu’il y aura, certes, encore bien “des écueils, des frictions et des compromis à arracher”, mais que “l’essentiel est acté : l’Union sait encore faire bloc lorsque l’essentiel est en jeu”.

— Courrier international

C'est un sommet européen qui restera dans les mémoires comme un événement historique”, observe **Die Zeit**.

Jeudi 6 mars, “à Bruxelles, les Vingt-Sept ont tranché : l’Union européenne (UE) doit se réarmer”, résume **La Libre Belgique** dans un éditorial. Réunis en sommet exceptionnel, les dirigeants européens ont donné leur feu vert au plan de la Commission, baptisé “Réarmer l’Europe”, qui vise à mobiliser quelque 800 milliards d’euros. Déterminés à réagir face au désengagement américain, ils ont affiché leur volonté unanime de muscler les capacités de défense du bloc. “Nous allons de l’avant de façon décisive vers une Europe de la défense forte et plus souveraine”, s’est félicité António Costa, président du Conseil européen.

Les dirigeants de l’UE ont aussi réaffirmé leur soutien à Kiev dans une déclaration à laquelle seule la Hongrie de Viktor Orban ne s’est pas jointe (*lire ci-contre*). Ils y ont souligné qu’il ne pouvait y avoir aucune négociation sur l’Ukraine sans l’Ukraine et ils ont promis de continuer de fournir de l’assistance à Kiev.

Réveil. Ce n’est pas la première fois, rappelle **La Vanguardia**, que “les partenaires appellent à une Europe moins dépendante en matière de sécurité. La France l’a fait depuis longtemps.” (Lire p. 34.) “Ce qui est nouveau, relève le journal catalan, c’est le sentiment d’urgence, partagé par tous les dirigeants présents dans la salle.”

“D’une certaine façon, on pourrait affirmer que Donald Trump a réussi

son pari. Dès avant son retour à la Maison-Blanche, il menaçait de ne pas protéger les pays qui ne consacreraient pas assez d’argent à l’Otan, remarque le journal luxembourgeois **Le Quotidien**. Il a cependant fallu attendre l’éclat [du 28 février] dans le Bureau ovale, où le président américain a humilié devant la presse mondiale le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, pour que tout le monde se réveille.”

Lors du sommet exceptionnel du 6 mars, les Vingt-Sept ont donné “leur feu vert à l’exécutif communautaire pour qu’il traduise en propositions concrètes les pistes évoquées mardi [4 mars] par Ursula von der Leyen – avec prière d’agir ‘urgemment’”, précise **Le Soir**. Les chefs d’État et de gouvernement ont notamment approuvé “l’idée d’un instrument de prêts,



Viktor Orban “tout seul”

● Viktor Orban avait menacé les Européens d’un veto sur le dossier ukrainien, et il a tenu sa parole. Le dirigeant hongrois “n’a plus d’allié, mais ne le vit pas comme un échec”, car pour lui “ce n’est pas la Hongrie qui est isolée, mais l’UE vis-à-vis des États-Unis, de la Chine et de la Russie”, raille **Magyar Hang**, citant le Premier ministre hongrois.

“Rupture à Bruxelles : Orban est resté tout seul”, grince **HVG**, soulignant que la Slovaquie de son allié Robert Fico s’est désolidarisée après la promesse de relance de l’arrivée de gaz russe depuis l’Ukraine. Budapest “ferraillait” avec Bratislava pour la reprise des livraisons à la suite de “la non-prolongation ukrainienne du contrat avec les Russes via le gazoduc Droujba 2”, mais la Hongrie “n’a étonnamment même pas soutenu cette partie-là du texte”, relève l’hebdomadaire libéral.

“Orban n’a pas cédé au chantage et a maintenu sa position en faveur de la paix”, applaudit Daniel Deak dans le quotidien conservateur **Magyar Nemzet**. Selon ce politologue favorable au gouvernement, “le revirement positif en Amérique donne un sérieux coup de pouce” au Premier ministre hongrois, soutien de Donald Trump, et “l’Europe brûlera encore pour rien un tas d’argent dans cette guerre qui se terminera de toute façon par un accord russo-américain”.

Le magazine pro-Orban **Mandiner** salue de son côté l’accord sur le réarmement de l’Europe, voté par la Hongrie, grâce auquel le pays “recevra un paquet d’argent pour le développement militaire, et l’industrie magyare de la défense, de nombreuses commandes”.

ALLEMAGNE

Ahaus, la ville où le code QR est roi

Cette commune rhénane fonctionne presque entièrement grâce à des codes-barres que ses habitants scannent avec leur smartphone. Un véritable laboratoire de la transition numérique.

—Deutsche Welle,
extraits (Bonn)

Le Smartel, un hôtel d'Ahaus, ville de 40 000 habitants du pays de Münster, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Un client arrive avec sa valise et scanne le code QR à l'entrée avec son portable pour accéder à sa chambre. L'établissement n'a pas de réception. Le smartphone sert de clé et de commande pour le chauffage et l'éclairage. Il n'y a même pas d'interrupteurs à l'intérieur. Un robot aspirateur arpente le couloir en bourdonnant. On ne voit du personnel qu'au petit déjeuner, et encore.

“Avant, c'était un Ratshotel, le plus grand de la ville”, explique Peter Sommer, qui nous fait visiter Ahaus, la ville intelligente. C'est là qu'était tourné *Traumhochzeit* [“Mariage de rêve”], une émission culte des années 1990 [dans laquelle un des membres d'un couple organisait leur mariage sans que l'autre le sache]. À un moment, le gérant n'a plus voulu continuer, ni personne d'autre d'ailleurs.

Visite guidée. “Un bâtiment incoupé au bord de la zone piétonne, ce n'est pas une bonne chose!” Le fabricant de logiciels Tobit, dont le siège est à Ahaus, a acheté le bâtiment en 2017 et l'a modernisé : aujourd'hui, le Smartel, avec ses 44 chambres, affiche pratiquement toujours complet. L'établissement fait partie de la petite trentaine d'enseignes exploitées par Tobit pour démontrer les possibilités de la plateforme Chayns. L'entreprise organise une fois par mois une visite guidée ouverte à tous. Et si ça tombe un triste jour de décembre et qu'on n'est que deux, ce n'est pas grave : Peter Sommer nous fait faire le tour des lieux quand même.

Ce qu'on remarque tout de suite, ce sont ces cercles, avec un code QR au milieu sur fond blanc et le mot “Chayns” en blanc sur fond bleu tout autour. Il y en a presque partout : sur les tables des restaurants, les portes des hôtels, les canots, les vélos, les rayons des supermarchés et la boîte à jeux du parc. Ils servent à débloquer, emprunter, acheter et réserver des choses. Ahaus a été désignée à la fin de 2024 “commune la plus intelligente d'Allemagne” lors de l'événement Digitale Orte 2024 [“Lieux numériques 2024”], un concours organisé dans le cadre de l'initiative “Allemagne, pays des idées” [afin de développer le numérique dans les territoires ruraux].

Ce qui a séduit le jury, c'est que toutes les applications sont disponibles sur une plateforme centralisée, et à l'aide d'une seule application. Il suffit d'enregistrer ses informations personnelles et ses coordonnées bancaires pour avoir accès aux offres commerciales ainsi qu'aux services et aux informations de la municipalité et du marketing de la ville.

Margarete vient de Velen, la commune voisine.



Elle est éducatrice spécialisée. Son métier n'a rien à voir avec la numérisation et l'intelligence artificielle, elle veut juste savoir ce que l'avenir nous réserve. Il n'y a plus de supermarché dans sa petite ville et, si on veut dîner au restaurant, il faut réserver plusieurs jours à l'avance, explique-t-elle.

Ahaus est une ville moyenne et se bat contre la désertification, comme de nombreuses autres communes. Les petits commerces et les cinémas disparaissent. Les bistrots, les bars, les clubs, les restaurants et les cafés ne trouvent plus de personnel, les propriétaires n'ont pas de successeurs. Quelque soit le problème, la solution est ici : numérisation.

“Colin, Elisana, où êtes-vous?” affiche en gros l'écran du kebab numérique TKWY. Les hamburgers et les frites que Colin et Elisana ont commandés par Chayns sont prêts. Si les intéressés sont là, ils s'identifient grâce à l'appli et le sachet est tout simplement déposé dans leur casier. “Un peu impersonnel”, estime



Margarete. Le bavardage avec le vendeur lui manquerait. “Mais efficace”, réplique Peter Sommer. Le personnel ne fait que la cuisine. Quel est son niveau d'allemand? Peu importe.



Tobit, du kebab à l'hôtel de luxe. Les clients font presque tout eux-mêmes, mais ce ne sont pas des établissements en libre-service.

“Nous pouvons essayer de nouvelles techniques et les rendre accessibles aux autres villes”, explique Peter Sommer. À Ahaus, il est plus facile de tester quelque chose en version bêta, parce que la commune et la population participent. “Nous sommes des cobayes, du coup nous avons des choses que les autres n'ont pas”, confie Benedikt Homölle, le patron d'Ahaus Marketing & Tourismus GmbH.

Les nombreux visiteurs de la ville intelligente rapportent souvent certaines idées chez eux. Le bon d'achat municipal, par exemple, constitue un premier pas apprécié vers la numérisation : plus de 70 communes l'ont déjà introduit, selon Tobit.

Bons d'achat. À Ahaus, c'est avec cette espèce de monnaie numérique locale qu'on accueille les nouveaux arrivants, qu'on récompense les gagnants du quiz hebdomadaire, qu'on fête les anniversaires. Les employeurs versent des primes mensuelles sous cette forme. Les bons d'achat font aussi un cadeau ou de l'argent de poche très apprécié. Cet argent ne peut être dépensé qu'à l'intérieur de la ville, et rapidement. Les bons sont acceptés dans un peu moins de 200 lieux. “On peut acheter de la nourriture pour chien, commander des petits pains et changer ses pneus. Le fric reste en ville”, précise Benedikt Homölle. Près de 800 000 euros sont dépensés chaque année de cette manière.

Tout le monde ou presque a un compte Chayns à Ahaus. Cela n'a rien d'étonnant : pendant la pandémie, les rendez-vous de test et de vaccination étaient organisés sur la plateforme. De plus, la ville se trouve près de la frontière avec les Pays-Bas, où le paiement numérique est bien plus courant que dans la République fédérale.

“C'est l'avenir, non ?” déclare Margarete à la fin de la visite. Elle compte envoyer ses enfants jeter un coup d'œil. Pour la plupart des visiteurs, Ahaus est de la pure science-fiction. Peter Sommer a reçu récemment la visite de dix maires hollandais. “Pas mal pour l'Allemagne !” ont-ils conclu.

—Matilda Jordanova-Duda,
publié le 19 janvier

✓ Dessin de Martirena,
Cuba.



✓ Emmanuel Macron et Vladimir Poutine. Dessin de Ramsés, Cuba.



Politique. Macron, l'homme du moment en Europe

Le président français promeut depuis longtemps l'autonomie stratégique européenne – et il a raison, souligne ce journal suisse. Mais, alors qu'il retrouve une aura internationale, les défis ne font que commencer.

—Tages-Anzeiger (Zurich)

Emmanuel Macron avait presque disparu, enseveli par sa fin de règne. Son deuxième et dernier mandat s'achèvera en 2027 et le générique de fin est déjà lancé. Le président s'ennuie dans son palais, écrivaient, il y a encore quelques semaines, les exégètes de l'Élysée. Impuissant, il cherchait une scène où jouer son dernier acte.

Depuis la malheureuse dissolution de l'Assemblée et les

élections législatives anticipées de l'été dernier, le rôle du président s'est réduit comme peau de chagrin concernant la politique intérieure, le pouvoir se concentrant désormais au Parlement. Il ne lui restait plus que la scène internationale : la politique étrangère et la défense. Ce qui, par les temps qui courrent, n'est pas rien. On pourrait même dire que c'est là que tout se joue.



DÉCRYPTAGE

Macron est donc de retour. Et il lutte avec les grands de ce monde : empoignant le bras de Donald Trump dans le Bureau ovale pour corriger une de ses contrevérités,

s'écharrant avec Vladimir Poutine à propos de Napoléon. Européen convaincu, Emmanuel Macron prend de l'importance en Europe. Sans doute pour le plus grand bien du Vieux Continent. Mais son leadership est-il solide ?

Macron tire son ascendant provisoire de trois facteurs : d'abord, il profite du régime constitutionnel de la Ve République qui lui confère des pouvoirs dont aucun président américain ne peut se targuer. C'est également un esprit brillant. Il sait parler et ne s'en prive pas. Il a un talent pour trouver les mots justes et rendre compte de l'urgence de la situation, surtout depuis que les États-Unis se détournent de leurs alliés traditionnels. Cela fait huit ans qu'il appelle les Européens à étoffer leurs capacités de défense autonomes – et il a raison. Enfin, la France est une puissance nucléaire, dotée d'une doctrine nucléaire indépendante et des moyens pour construire son propre arsenal. Cela fait d'elle un acteur de premier plan.

Macron embrasse pleinement ce rôle, et les Français applaudissent. Selon un récent sondage du *Figaro*, 43 % des personnes interrogées jugeaient que le président représentait bien, voire très bien, la France à l'étranger. Un chiffre remarquablement élevé et qui contraste avec une cote de popularité au plus bas. Les

Français estiment qu'Emmanuel Macron traverse un "moment gaullien" – en référence au général qui, après la guerre, semblait incarner le destin de la France durant les moments difficiles. Macron y est lui aussi parvenu, en partie, dans son allocution de la semaine dernière, même si ses détracteurs, de gauche comme de droite, lui ont reproché de dramatiser la situation pour faire peur aux gens.

Ce moment de grâce pourrait toutefois être de courte durée. N'oublions pas que Macron est un président faible, sans majorité au Parlement. Son gouvernement peut être balayé du jour au lendemain, alors qu'il dit vouloir trouver des milliards pour le réarmement national, malgré une dette imposante et sans augmenter les impôts. Tout le monde se demande comment il compte faire sans réduire les dépenses sociales.

Il dit vouloir trouver des milliards pour le réarmement, malgré la dette et sans augmenter les impôts.

Or les Français sont allergiques aux réformes sociales, comme l'a si bien démontré le débat sur la réforme des retraites.

Et que dire de la bombe nucléaire ? L'élargissement du parapluie nucléaire français aux Européens soulève des questions tout à fait essentielles. Des interrogations qui peuvent diviser l'opinion. Emmanuel Macron est peut-être le leader européen le plus important du moment, mais rien ne garantit qu'il le soit pour longtemps.

—Oliver Meiler,
publié le 9 mars

SOURCE

TAGES-ANZEIGER

Zurich, Suisse

Quotidien

tagesanzeiger.ch

Fondé en 1893, ce quotidien de centre gauche appartient au TX group (anciennement Tamedia), qui possède entre autres *La Tribune de Genève*, *24 Heures* et *la Berner Zeitung*. Il compte parmi les journaux les plus influents de Suisse.



Le parapluie nucléaire français est-il extensible ?

L'idée de protéger les pays voisins grâce à la dissuasion des armes françaises n'est pas nouvelle. L'intérêt qu'elle suscite en Europe, si.

Finalement, Charles de Gaulle avait raison." Le constat fait par la BBC laisse songeur de nombreux médias sur le continent. En plein chamboulement géopolitique déclenché par Donald Trump, la réflexion en cours en Europe s'inscrit dans la droite ligne du fondateur de la doctrine de l'indépendance stratégique française [lire aussi p. 32]. "Les Américains sont davantage nos amis que les Russes, affirmait-il en substance, mais eux aussi ont des intérêts à défendre, et un jour ces intérêts viendront se heurter aux nôtres, résume le média britannique. Vu le contexte actuel, ses mises en garde n'ont jamais semblé si clairvoyantes."

Ambiguïté. L'arme nucléaire française peut-elle assurer la protection du continent ? L'idée n'est pas nouvelle. Mais l'intérêt qu'elle suscite, si. Y compris dans des pays traditionnellement atlantistes, note Politico à Bruxelles.

L'Allemagne, la Pologne et le Danemark réfléchissent désormais à haute voix à la question. Pour l'heure, les interrogations sont nombreuses. D'abord, à quoi pourrait ressembler le fameux parapluie français ? "L'enjeu n'est pas de partager le bouton nucléaire mais de savoir si la protection française peut effectivement être étendue à d'autres pays européens", clarifie la BBC. En Suisse, Blick résume en quelques points qu'il

s'agira d'une garantie à géométrie variable, qu'il y aura possiblement un partage des coûts, mais que la clé de voûte s'appellera "l'ambiguïté stratégique". "Le périmètre de [la] dissuasion doit être ambigu pour décourager l'ennemi de vous tester. Exemple entendu à Bruxelles : la Banque centrale européenne, à Francfort, est-elle un site que la France se doit de protéger ?"

Résultat, titre The Economist, à Londres : "L'Europe se met petit à petit à l'heure française. Tous gaulistes, désormais." Le problème reste cependant le coût. La France respecte de justesse la barre des 2 % du PIB destinés à sa politique de défense, rappelle le magazine. Dans son allocution télévisée du 5 mars, Emmanuel Macron a annoncé un nouvel objectif de 3 %. Mais le contexte budgétaire est des plus tendus. "Il est quasi-impossible de s'affranchir de l'aide américaine dans l'immédiat", conclut The Economist.

Et l'appel, en 2025, à un gaulisme revisité comporte d'autres faiblesses, ajoute La Vanguardia, à Barcelone, relevant que l'époque est "totalement différente". "De l'Europe impériale, nous sommes passés à une Europe régionale, subalterne et divisée. [...] Assez voir l'autonomie européenne en ces temps radicalement différents est une tâche urgente, incontestablement, mais aussi herculéenne. Elle ne pourra être menée qu'à travers l'union." Or cette dernière fait défaut, y compris dans l'Hexagone.

En effet, "il y a un problème, et il s'appelle Le Pen", confirme le journal autrichien Der Standard. Car la patronne des réputés du Rassemblement national répète qu'il n'est pas question pour elle de "partager" l'arme nucléaire française. "La France d'abord, et chacun pour soi. Marine Le Pen se sert de la polémique nucléaire pour sa politique nationaliste", commente Der Spiegel. "Peu de sujets lui permettent en effet de mettre à ce point en avant le sentiment de grandeur et de fierté nationales."

— Courrier international

COVID-19

"Cinq ans après, je me souviens du confinement"

Correspondant à Paris pour le journal britannique The Times, Adam Sage revient sur cette période inédite et les traces qu'elle a laissées sur la société des deux côtés de la Manche.

COURRIER INTERNATIONAL : Le 17 mars 2020, toute la France se confinait pour lutter contre la pandémie de Covid-19, une mesure inédite qui allait durer jusqu'au 11 mai. Comment avez-vous vécu cette période ?

ADAM SAGE : Personnellement et professionnellement, j'étais choqué, comme tout le monde. Quelques jours après la France, le 23 mars, le Royaume-Uni faisait la même chose. C'est amusant de voir les différences entre les deux pays. La France s'est tout de suite reposée sur sa bureaucratie en introduisant l'attestation de sortie, ces bouts de papier qu'il fallait refaire à chaque fois. Ces règles étaient exaspérantes mais elles avaient le mérite de la clarté. En Grande-Bretagne, c'était beaucoup moins facile de savoir ce qui était permis ou non.

Quelles étaient les autres différences avec le Royaume-Uni ? La trajectoire a été globalement la même, bien qu'il y ait encore aujourd'hui un débat sur le retard des mesures prises par le gouvernement de Boris Johnson mais aussi sur la nécessité de ce confinement, ses répercussions sur la société. Ce débat perdure davantage outre-Manche qu'en France, il me semble. Il y a eu plus d'hésitations sur ces mesures probablement parce que le Royaume-Uni n'a pas une tradition bureaucratique aussi forte.

Et s'il y a beaucoup d'aspects à critiquer sur la gestion de la pandémie en France, il y avait une plus grande clarté dans l'expression des restrictions et une plus grande cohérence dans la politique appliquée de bout en bout.

Quel regard portez-vous sur ces mesures aujourd'hui ?

Les conséquences sont assez faciles à observer chez les enfants en raison de la fermeture des établissements scolaires – deux fois plus longue au Royaume-Uni qu'en France – qui a durablement touché leur scolarité et leur santé mentale.

En revanche, il est difficile d'évaluer ce qui se serait passé sans confinement. Même si on a l'exemple de pays comme la Suède qui s'en sont passés, je ne peux pas m'empêcher de repenser à la situation dramatique de Bergame, en Italie, au début de la pandémie. Les conséquences sur le plan sanitaire et social auraient pu être bien plus graves. La France est un pays prompt à se révolter, qui sait ce qu'il serait advenu si le système de santé s'était écroulé sous les yeux des Français ?

Comment le confinement a-t-il affecté votre travail ?

Les sujets à traiter étaient différents, donc le travail était différent sur le fond, mais cela n'a

pas vraiment affecté ma façon de travailler. J'ai seulement des souvenirs assez forts du premier couvre-feu à Paris. Le premier jour de son application, j'étais dans le VI^e arrondissement de Paris, et les restaurants ont tous tiré leur rideau en même temps, et tous les passants ont disparu d'un seul coup. Ça m'a beaucoup marqué.

Je me souviens aussi d'un jour où – puisque tous les autres sujets d'actualité ne s'étaient pas arrêtés – j'avais effectué un reportage à Calais afin de parler des enjeux migratoires. Après avoir passé la journée à interviewer des migrants et des acteurs associatifs, je m'étais rendu sur la plage de Sangatte. Il y avait beaucoup de gens qui profitaient du lieu pour sortir, jouer, prendre l'air, même faire du cheval. C'est un autre souvenir marquant.

Quelles traces cette période a-t-elle laissées ?

En France comme au Royaume-Uni, c'est surtout le rapport au travail qui a changé. Je pense qu'une évolution était déjà en cours, mais



INTERVIEW

la pandémie a été un accélérateur. Pour de très nombreuses personnes, le travail est beaucoup moins important. Les jeunes générations sont désormais plus promptes à faire des pauses dans leur carrière, à changer d'entreprise, voire à ne plus travailler autant.

Cette période a fait miroiter la promesse d'un "monde d'après", plus juste, plus écologique, plus collectif. Qu'en reste-t-il en 2025 ?

À bien des égards, nous sommes malheureusement revenus au monde d'avant. Dans leurs fondements économiques et culturels, les sociétés ont enjambé le Covid et cette promesse d'un monde d'après qui était sans doute une chimère.

— Propos recueillis par Courrier international

ILS REFONT LA FRANCE Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec



Courrier international



© Thomas Padilla / Agence 3827 / RTL

trans-versales.

économie



Trump donne le vertige au commerce international

Protectionnisme. La politique erratique du président des États-Unis déconcerte ses partenaires commerciaux et les investisseurs. Cet hebdomadaire libéral n'exclut pas une flambée de l'inflation et une récession sur le continent, voire au-delà.

—The Economist, extraits (Londres)

Entre les annonces concrètes et les menaces vagues, suivre les déclarations de Donald Trump sur les droits de douane donne le tournis. Un jour, il est décidé à détruire l'économie très intégrée de l'Amérique du Nord; le lendemain, il veut tranquilliser les constructeurs automobiles qui en dépendent. S'adressant à la Chine, tantôt il promet d'infliger des taxes de plus en plus élevées sur ses produits, tantôt il se dit prêt à conclure un vaste accord commercial. Et il fait planer sur les autres pays le spectre de tarifs douaniers exorbitants, mais sans en préciser le montant.

Tout cela prêterait à sourire si les conséquences n'étaient pas aussi graves, pour l'Amérique et pour le reste du monde. Pendant la campagne présidentielle de l'année dernière, alors que les entreprises étaient confrontées aux incertitudes du programme commercial de Donald Trump, les analystes ont examiné différents scénarios. Les plus pessimistes axaient leurs prévisions sur son projet d'imposer des droits de douane universels sur tous les biens importés. L'agence Moody's Analytics estimait que cela pourrait réduire le PIB américain de près de 3% par rapport

aux prévisions à l'horizon 2026 – et entraînerait presque à coup sûr une récession. Le coup serait encore plus dur pour les grands pays exportateurs, dont la Chine et le Mexique.

La plupart des observateurs ont jugé ces hypothèses exagérées. Donald Trump montrait simplement les dents et la grogne des marchés boursiers le ramènerait à la raison. Six semaines après son entrée en fonction, les scénarios les plus alarmistes ne paraissent que bien trop plausibles. Un tarif douanier universel de 10% ou 20% aurait au

Techno	38
Signaux	39
Sciences.....	40

moins le mérite de la simplicité. Au lieu de quoi, dans un emballement protectionniste, Trump a décidé d'ajouter des droits de douane aux droits de douane.

Il s'attaque à des produits bien précis, annonçant taxer l'aluminium, le cuivre, le bois d'œuvre et l'acier à hauteur de 25%. Il cible les principaux partenaires commerciaux des États-Unis, imposant des taxes douanières de 25% au Canada et au Mexique [taxes dont il a annoncé, jeudi 6 mars, la suspension jusqu'au 2 avril pour une large part des produits], et de 20% à la Chine (qui s'ajoutent aux 20%, en moyenne, déjà appliqués à la plupart des produits chinois). Et il a promis que bien

d'autres mesures suivraient dès le 2 avril, lorsque les États-Unis érigeront un mur de taxes et de barrières non monétaires à la hauteur de ce que préleveront les autres pays sur les produits américains. Dans son discours du 4 mars devant les deux chambres du Congrès, le président a exposé sa philosophie : "Nous nous faisons arnaquer depuis des décennies par pratiquement tous les pays du monde, et nous ne nous laisserons plus faire."

Dans les médias, les débats ont surtout porté sur les effets inflationnistes de sa politique commerciale. Il est vrai qu'elle engendrera une hausse de certains prix pour les consommateurs. Brian Cornell, patron de la chaîne de magasins Target, a prévenu que les prix des fruits et légumes pourraient augmenter dans les prochains jours car les États-Unis importent beaucoup du Mexique. Si les chaînes d'approvisionnement qui traversent les frontières du Canada et du Mexique sont touchées par les droits de douane, le prix des véhicules SUV assemblés en Amérique du Nord pourrait augmenter de 9000 dollars [8350 euros].

← Sur le rocher brandi par Donald Trump : droits de douane. Dessin de Dario Castillejos, Mexique.



Les taxes douanières freinent la croissance de plusieurs façons. Le renchérissement des importations accroît les coûts de production des entreprises locales, ce qui neutralise les gains de celles

qui bénéficient des mesures protectionnistes. La hausse des prix réduit le revenu réel des consommateurs et, par là même, leur pouvoir d'achat. Cet effet semble déjà se manifester par une forte érosion de l'indice de confiance des consommateurs.

Lorsque, comme c'est inévitable, les pays visés adoptent des mesures de réciprocité, ce sont les exportations qui en font les frais : selon le cabinet de prévisions économiques Oxford Economics, celles destinées au Mexique et au Canada pourraient dégringoler de 60 %. Enfin, la confusion entourant la mise en œuvre des mesures tarifaires constitue en soi un obstacle à l'investissement. Un indice d'incertitude lié à la politique commerciale mondiale, développé par des économistes de la Banque centrale américaine, est à son plus haut niveau depuis plus de soixante ans.

Une telle incertitude tient à la rapidité et à l'agressivité des initiatives de Donald Trump. Lors de son premier mandat, l'acier et l'aluminium étaient moins taxés et le différend avec la Chine avait traîné davantage. Au bout du compte, les mesures tarifaires touchaient près de 400 milliards de dollars [370 milliards d'euros] d'importations américaines. Aujourd'hui, moins de deux mois après le début de son nouveau mandat, elles concernent 1400 milliards de dollars [1300 milliards d'euros] d'importations.

Carnets de commandes. Face à l'évidence de ces effets dévastateurs, beaucoup veulent encore croire que Donald Trump reviendra sur ses mesures les plus draconiennes. Le 5 mars, il a accordé aux constructeurs automobiles respectant l'accord de libre-échange [Canada - États-Unis - Mexique (Aeum)] conclu en 2020 une exemption d'un mois des droits de douane qu'il avait imposés la veille aux produits provenant du Canada et du Mexique. [Avant d'annoncer, le lendemain, la suspension de ces taxes pour une grande partie des produits mexicains et canadiens.]

Les tergiversations sur une politique aussi cruciale ne contribuent guère à créer un climat commercial stable. Une enquête montre que les carnets de commandes des industriels américains sont moins remplis en février. Nombre de

patrons interrogés déplorent que les droits de douane aient été instaurés dans une telle précipitation.

La plus grande surprise de la présidence de Donald Trump jusqu'à présent tient peut-être à son apparente indifférence aux répercussions de ses initiatives. Les investisseurs pensaient qu'il considérait les marchés financiers comme un baromètre de sa présidence. Mais Donald Trump est convaincu que les tarifs douaniers sont bons pour l'économie, puisqu'ils relanceront l'industrie et généreront de nouvelles recettes pour l'État. Le 4 mars, il a déclaré : "Il y aura quelques perturbations, mais nous l'acceptons. Ce ne sera pas grand-chose."

Donald Trump a également balayé d'un revers de main les inquiétudes des agriculteurs américains, qui exportent environ un cinquième de leur production. Ils

"Il y aura quelques perturbations, mais nous l'acceptons. Ce ne sera pas grand-chose."

Donald Trump, PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS, LE 4 MARS

devraient "se préparer à commencer à fabriquer beaucoup de produits agricoles destinés à être vendus à l'intérieur des États-Unis", proclamait-il le 3 mars sur son réseau Truth Social. En réalité, personne ne renoncera à cultiver du soja destiné à l'exportation pour faire pousser des avocats.

Les pays qui sont dans le viseur de Donald Trump ont du mal à comprendre ce qu'il veut. Claudia Sheinbaum, la présidente du Mexique, avait été applaudie pour la fermeté avec laquelle elle avait obtenu un sursis de dernière minute avant la première échéance fixée par Donald Trump, en février. Ce dernier avait alors déclaré que c'était une "femme merveilleuse".

Partant du principe que Donald Trump est vraiment aussi inquiet qu'il le prétend des migrants et du fentanyl qui franchissent la frontière, Claudia Sheinbaum s'est montrée disposée à répondre à ses préoccupations. Le 27 février, son gouvernement a extradé 29 criminels présumés vers les États-Unis. Il s'est également proposé d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les importations

provenant de Chine. "Mais nous n'avons pas affaire aux bons interlocuteurs, commente un négociateur mexicain. C'est un pouvoir personnel."

Vinaigre. Les relations entre les États-Unis et le Canada sont généralement plus ennuyeuses que tendues. Mais les rapports entre Donald Trump et Justin Trudeau ont tellement tourné au vinaigre que, lorsque le Premier ministre canadien a sollicité un entretien téléphonique dans les vingt-quatre heures précédant l'entrée en vigueur des droits de douane, il n'a reçu aucune réponse. Alors que Claudia Sheinbaum a déclaré que le Mexique attendrait le 9 mars pour annoncer des mesures de rétorsion – laissant ainsi le temps de discuter –, le Canada a déjà imposé des taxes sur certains produits américains tels que le bourbon, les agrumes et les motos.

La Chine fait preuve, jusqu'à présent, de plus de retenue. Elle a introduit des taxes sur un petit nombre de produits américains, dont le poulet et le maïs, et inscrit une douzaine d'entreprises américaines – mais aucun poids lourd – sur sa liste des "entités non fiables", avec lesquelles les entreprises chinoises n'ont pas le droit de traiter. Mais Pékin a également contrarié les tentatives de Donald Trump d'entamer des pourparlers avec le président Xi Jinping. Ce dernier refuse de répondre tant que Trump ne change pas d'attitude, et se laisse la possibilité de prendre des mesures de rétorsion plus sévères au cas où le président américain s'obstinerait à augmenter les droits de douane.

En attendant, les entreprises américaines essaient de s'adapter à un environnement économique en pleine recomposition. Selon Lexi Swift, responsable du service clientèle de la société de transport international World Class Shipping, les transactions transfrontalières sont désormais beaucoup plus compliquées. "J'ai constaté une augmentation de 5000 % des droits et taxes dus par des clients qui importaient les mêmes marchandises depuis des années", explique-t-elle. Ce n'est normalement pas le genre de croissance que souhaite un dirigeant pro-business. Mais Donald Trump est persuadé que ce sera bon pour l'Amérique.—

Publié le 5 mars

LA LETTRE TECH



PHILIPPE COSTE, à New York

Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

Starship explose, Trump cryptotrafique, une souris se prend pour un mammouth

Cette pluie de feu au-dessus des Caraïbes le 6 mars, produit du "désassemblage rapide non planifié" (explosion, en langue terrienne) de la fusée Starship de SpaceX, confirme que même Elon Musk redécouvre les lois de la gravité. **The New York Times** n'établit aucun lien entre ce revers et l'emploi du temps impossible du boss, occupé par ailleurs à saccager l'État fédéral. Mais l'incident confronte l'opérateur spatial à un problème d'image. Musk peut bien se moquer du sort de Tesla, dont les ventes sont en chute libre. Mais SpaceX, c'est son rêve de conquête de Mars. Sa dernière caution d'idéalisme et d'humanité. Alors? Alors... Qu'il se démerde.

Renvoi d'ascenseur

Donald Trump a tenu le 7 mars le premier sommet crypto jamais proposé par un président des États-Unis. L'événement, qui rassemblait le gotha des opérateurs, vendeurs, changeurs, inventeurs et possesseurs de monnaies numériques, suivait une autre décision historique, explique **Time**: la création par décret trumpien d'une nouvelle réserve stratégique de bitcoins, "un Fort Knox de l'or numérique". Cette double annonce constitue une légitimation précieuse pour ces monnaies et un renvoi d'ascenseur envers une mouvance crypto qui a largement contribué à sa victoire. **The Wall Street Journal** détaille sa métamorphose en "crypto-président", puis en détenteur de *meme coins* purement spéculatifs dénommés \$Trump (et \$Melania pour madame), qui lui ont rapporté 350 millions de dollars [près de 325 millions d'euros] en trois semaines. Ses



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi
La Lettre tech.

qui bénéficient des mesures protectionnistes. La hausse des prix réduit le revenu réel des consommateurs et, par là même, leur pouvoir d'achat. Cet effet semble déjà se manifester par une forte érosion de l'indice de confiance des consommateurs.

Lorsque, comme c'est inévitable, les pays visés adoptent des mesures de réciprocité, ce sont les exportations qui en font les frais : selon le cabinet de prévisions économiques Oxford Economics, celles destinées au Mexique et au Canada pourraient dégringoler de 60 %. Enfin, la confusion entourant la mise en œuvre des mesures tarifaires constitue en soi un obstacle à l'investissement. Un indice d'incertitude lié à la politique commerciale mondiale, développé par des économistes de la Banque centrale américaine, est à son plus haut niveau depuis plus de soixante ans.

Une telle incertitude tient à la rapidité et à l'agressivité des initiatives de Donald Trump. Lors de son premier mandat, l'acier et l'aluminium étaient moins taxés et le différend avec la Chine avait traîné davantage. Au bout du compte, les mesures tarifaires touchaient près de 400 milliards de dollars [370 milliards d'euros] d'importations américaines. Aujourd'hui, moins de deux mois après le début de son nouveau mandat, elles concernent 1 400 milliards de dollars [1 300 milliards d'euros] d'importations.

Carnets de commandes. Face à l'évidence de ces effets dévastateurs, beaucoup veulent encore croire que Donald Trump reviendra sur ses mesures les plus draconiennes. Le 5 mars, il a accordé aux constructeurs automobiles respectant l'accord de libre-échange [Canada - États-Unis - Mexique (Aeum)] conclu en 2020 une exemption d'un mois des droits de douane qu'il avait imposés la veille aux produits provenant du Canada et du Mexique. [Avant d'annoncer, le lendemain, la suspension de ces taxes pour une grande partie des produits mexicains et canadiens.]

Les tergiversations sur une politique aussi cruciale ne contribuent guère à créer un climat commercial stable. Une enquête montre que les carnets de commandes des industriels américains sont moins remplis en février. Nombre de

patrons interrogés déplorent que les droits de douane aient été instaurés dans une telle précipitation.

La plus grande surprise de la présidence de Donald Trump jusqu'à présent tient peut-être à son apparente indifférence aux répercussions de ses initiatives. Les investisseurs pensaient qu'il considérait les marchés financiers comme un baromètre de sa présidence. Mais Donald Trump est convaincu que les tarifs douaniers sont bons pour l'économie, puisqu'ils relanceront l'industrie et généreront de nouvelles recettes pour l'État. Le 4 mars, il a déclaré : "Il y aura quelques perturbations, mais nous l'acceptons. Ce ne sera pas grand-chose."

Donald Trump a également balayé d'un revers de main les inquiétudes des agriculteurs américains, qui exportent environ un cinquième de leur production. Ils

"Il y aura quelques perturbations, mais nous l'acceptons. Ce ne sera pas grand-chose."

Donald Trump, PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS, LE 4 MARS

devraient "se préparer à commencer à fabriquer beaucoup de produits agricoles destinés à être vendus à L'INTÉRIEUR des États-Unis", proclamait-il le 3 mars sur son réseau Truth Social. En réalité, personne ne renoncera à cultiver du soja destiné à l'exportation pour faire pousser des avocats.

Les pays qui sont dans le viseur de Donald Trump ont du mal à comprendre ce qu'il veut. Claudia Sheinbaum, la présidente du Mexique, avait été applaudie pour la fermeté avec laquelle elle avait obtenu un sursis de dernière minute avant la première échéance fixée par Donald Trump, en février. Ce dernier avait alors déclaré que c'était une "femme merveilleuse".

Partant du principe que Donald Trump est vraiment aussi inquiet qu'il le prétend des migrants et du fentanyl qui franchissent la frontière, Claudia Sheinbaum s'est montrée disposée à répondre à ses préoccupations. Le 27 février, son gouvernement a extradé 29 criminels présumés vers les États-Unis. Il s'est également proposé d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les importations

provenant de Chine. "Mais nous n'avons pas affaire aux bons interlocuteurs, commente un négociateur mexicain. C'est un pouvoir personnel."

Vinaigre. Les relations entre les États-Unis et le Canada sont généralement plus ennuyeuses que tendues. Mais les rapports entre Donald Trump et Justin Trudeau ont tellement tourné au vinaigre que, lorsque le Premier ministre canadien a sollicité un entretien téléphonique dans les vingt-quatre heures précédant l'entrée en vigueur des droits de douane, il n'a reçu aucune réponse. Alors que Claudia Sheinbaum a déclaré que le Mexique attendrait le 9 mars pour annoncer des mesures de rétorsion – laissant ainsi le temps de discuter –, le Canada a déjà imposé des taxes sur certains produits américains tels que le bourbon, les agrumes et les motos.

La Chine fait preuve, jusqu'à présent, de plus de retenue. Elle a introduit des taxes sur un petit nombre de produits américains, dont le poulet et le maïs, et inscrit une douzaine d'entreprises américaines – mais aucun poids lourd – sur sa liste des "entités non fiables", avec lesquelles les entreprises chinoises n'ont pas le droit de traiter. Mais Pékin a également contrarié les tentatives de Donald Trump d'entamer des pourparlers avec le président Xi Jinping. Ce dernier refuse de répondre tant que Trump ne change pas d'attitude, et se laisse la possibilité de prendre des mesures de rétorsion plus sévères au cas où le président américain s'obstinerait à augmenter les droits de douane.

En attendant, les entreprises américaines essaient de s'adapter à un environnement économique en pleine recomposition. Selon Lexi Swift, responsable du service clientèle de la société de transport international World Class Shipping, les transactions transfrontalières sont désormais beaucoup plus compliquées. "J'ai constaté une augmentation de 5 000 % des droits et taxes dus par des clients qui importaient les mêmes marchandises depuis des années", explique-t-elle. Ce n'est normalement pas le genre de croissance que souhaite un dirigeant pro-business. Mais Donald Trump est persuadé que ce sera bon pour l'Amérique.—

Publié le 5 mars

LA LETTRE TECH



PHILIPPE COSTE, à New York

Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

Starship explose, Trump cryptotrafique, une souris se prend pour un mammouth

Cette pluie de feu au-dessus des Caraïbes le 6 mars, produit du "désassemblage rapide non planifié" (explosion, en langue terrienne) de la fusée Starship de SpaceX, confirme que même Elon Musk redécouvre les lois de la gravité. **The New York Times** n'établit aucun lien entre ce revers et l'emploi du temps impossible du boss, occupé par ailleurs à saccager l'État fédéral. Mais l'incident confronte l'opérateur spatial à un problème d'image. Musk peut bien se moquer du sort de Tesla, dont les ventes sont en chute libre. Mais SpaceX, c'est son rêve de conquête de Mars. Sa dernière caution d'idéalisme et d'humanité. Alors? Alors... Qu'il se démerde.

Renvoi d'ascenseur

Donald Trump a tenu le 7 mars le premier sommet crypto jamais proposé par un président des États-Unis. L'événement, qui rassemblait le gotha des opérateurs, vendeurs, changeurs, inventeurs et possesseurs de monnaies numériques, suivait une autre décision historique, explique **Time**: la création par décret trumpien d'une nouvelle réserve stratégique de bitcoins, "un Fort Knox de l'or numérique". Cette double annonce constitue une légitimation précieuse pour ces monnaies et un renvoi d'ascenseur envers une mouvance crypto qui a largement contribué à sa victoire. **The Wall Street Journal** détaille sa métamorphose en "crypto-président", puis en détenteur de *meme coins* purement spéculatifs dénommés \$Trump (et \$Melania pour madame), qui lui ont rapporté 350 millions de dollars [près de 325 millions d'euros] en trois semaines. Ses



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi
La Lettre tech.



TECHNO

Contre l'IA, les auteurs imposent le silence

Propriété intellectuelle. Au Royaume-Uni, des musiciens ont sorti un album silencieux pour protester contre les agents d'intelligence artificielle. Il serait temps que les IA passent à la caisse, affirme même ce grand quotidien économique.

—Financial Times, extraits
(Londres)

Comme on pouvait s'y attendre, la riposte a été créative, excentrique même. Plus de mille artistes, parmi lesquels Annie Lennox et Kate Bush, ont soutenu la sortie [le 25 février], d'un album silencieux composé exclusivement de bruits d'ambiance de studio. Cet album de quarante-sept minutes intitulé *Is This What We Want?* [«Est-ce cela que nous voulons?»], contient 12 morceaux dont la liste des titres compose le message suivant : «Le

gouvernement britannique ne doit pas légaliser le vol de la musique au profit des entreprises d'intelligence artificielle.»

Sur le plan musical, l'album, disponible sur Spotify, n'a pas grand intérêt. Mais cette fronde muette s'inscrit dans un vaste mouvement de révolte d'artistes et de créateurs de contenu du monde entier contre l'utilisation abusive de leur travail par les grandes entreprises de la tech. Aux États-Unis, la Guilde des auteurs et 17 écrivains agissant à titre personnel, parmi lesquels Jodi Picoult et Jonathan Franzen, se sont lancés dans une riposte plus conventionnelle

en assignant en justice OpenAI [développeur de ChatGPT] et Microsoft [qui finance OpenAI] pour violation du droit d'auteur. Ils les accusent de «*pillage systématique à grande échelle*». Au Japon, l'Association des éditeurs et rédacteurs de presse dénonce également l'«*exploitation du travail des organes de presse*».

Ces tensions illustrent parfaitement ce qui se produit quand les technologies évoluent plus vite que le cadre juridique. Quand les lois sur la propriété intellectuelle ont été élaborées, personne n'aurait alors imaginé qu'un jour viendrait où des entreprises tentaculaires aspireraient l'ensemble des contenus d'Internet pour entraîner leurs modèles d'IA génératives et leur permettre de recracher ensuite des simulacres de poèmes, d'images, de musiques et de vidéos relativement convaincants. Mais l'idée que personne ne devrait exploiter la propriété intellectuelle d'autrui sans son consentement devrait rester un principe intangible.

Comme beaucoup d'autres, le gouvernement britannique s'efforce aujourd'hui de faire coïncider à nouveau les textes et les usages et de moderniser son droit de la propriété intellectuelle pour l'adapter à l'ère de l'IA. L'opération est délicate – il suffit de voir le tollé qu'elle suscite chez les artistes. D'autant plus que le secteur de la création occupe une place stratégique dans l'économie britannique. En 2023, il lui aurait apporté 124 milliards de livres [147,5 milliards d'euros] de valeur ajoutée brute, soit 5% du total, d'après le gouvernement. Dans le même temps, Londres cherche à tout prix à s'imposer en poids lourd de l'IA, derrière les États-Unis et la Chine.

Nouveau modèle économique. Du reste, le gouvernement britannique semble craindre de s'écarte de la ligne fixée par Donald Trump sur tout ce qui touche à la tech, tout en cherchant à prendre ses distances avec les réglementations intrusives de l'Union européenne. [En janvier,] Londres soulignait, dans son Plan d'action sur les possibilités offertes par l'IA, la nécessité de dissiper au plus vite les incertitudes liées à la question de la propriété intellectuelle. Le gouvernement a lancé toute une série de consultations mais envisage des exceptions pour «usage raisonnable» [une notion de droit anglo-saxon qui pose des limites au droit d'auteur en fonction de l'intérêt public], une mesure qui serait bien accueillie par les entreprises d'IA.

Mais les débats omettent souvent un élément, c'est que les entreprises d'IA ont désespérément besoin de nouveaux contenus générés par l'humain pour développer leurs modèles – et combien elles seraient prêtes à débourser pour y accéder facilement et en toute légalité. «*Nous devons inventer de nouveaux modèles économiques*

qui offriront aux créateurs de nouvelles sources de revenus», reconnaissait en décembre Sam Altman, le patron d'OpenAI.

Plusieurs start-up ont justement décidé de suivre ce nouveau modèle économique, comme ProRata.ai, TollBit et Human Native AI. ProRata.ai développe un moteur de recherche qui rémunérerait les créateurs de contenu chaque fois que celui-ci apparaît dans les réponses générées par la machine. TollBit permet aux éditeurs de site de facturer directement les entreprises d'IA chaque fois qu'un bot aspire leurs données, afin d'éviter le flou juridique. Et Human Native AI propose une place de marché aux créateurs de contenu et aux développeurs d'IA, pour faciliter l'acquisition de données.

De même que les hackeurs pirataient la musique produite par les maisons de disques au début des années 2000 – avant que l'industrie évolue et permette aux usagers de payer des plateformes musicales de streaming –, les créateurs de

Les pirates de notre temps ne sont plus de petits groupes de hackeurs, mais des sociétés tentaculaires.

contenu connaissent aujourd'hui leur propre «moment Napster» [le pionnier des sites de partage de fichiers musicaux en P2P, lancé en 1999, a dû fermer en 2001, accusé de violer les droits d'auteur], estime James Smith, cofondateur de Human Native AI.

Certains ont d'ailleurs déjà conclu des accords avec les entreprises d'IA pour les autoriser à exploiter leurs contenus. [Le groupe de presse allemand] Axel Springer, [l'empire médiatique américain] News Corp et le *Financial Times* se sont ainsi associés à OpenAI [au sein du Groupe Le Monde, auquel appartient *Courrier international*, le quotidien du soir a fait de même]. Quant à l'Agence France Presse, elle a signé un partenariat avec Mistral AI [entreprise d'IA française, en janvier]. Human Native AI espère automatiser et généraliser ce type d'opérations. «*Nous voulons être l'interface qui permettra le commerce de données sur Internet*», avance James Smith.

La plus notable des nombreuses différences entre l'époque de Napster et aujourd'hui, toutefois, c'est que les pirates de notre temps ne sont plus de petits groupes de hackeurs, mais des sociétés tentaculaires représentées par de puissants lobbys. Réviser nos législations est peut-être indispensable pour leur forcer la main. Mais de nouveaux mécanismes de marché peuvent apporter des solutions mutuellement bénéfiques. Si les géants de l'IA refusent de mordre à ce genre de carotte, ils méritent de goûter du bâton...

—John Thornhill,
publié le 27 février

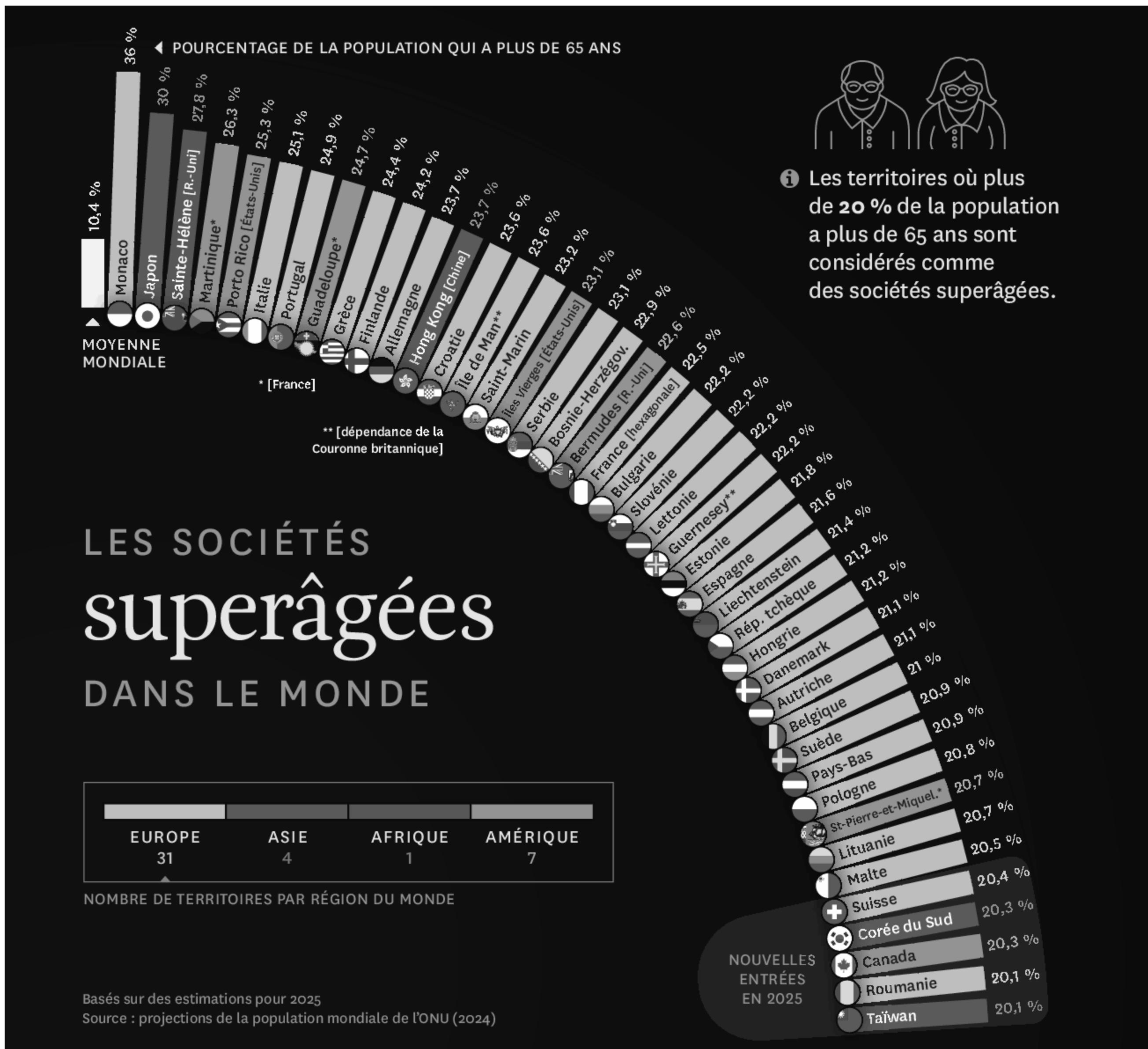




Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Où sont les vieux ?

Dans le club des sociétés vieillissantes, l'Europe est particulièrement bien représentée.



VISUAL CAPITALIST. Cette infographie, mise en ligne le 27 janvier, repose sur les projections de la population mondiale établies par l'ONU. Elle montre les pays et les territoires "supervieillissants", un terme qui tente de rendre compte

des défis et des enjeux que ce statut représente. Néanmoins, la tendance au vieillissement est mondiale. À la fin des années 2070, la population mondiale âgée de 65 ans et plus devrait dépasser celle des moins de 18 ans, selon l'ONU.



Les orques tapent direct au foie

Éthologie. La mort mystérieuse de requins blancs en Afrique du Sud s'explique par l'appétit des orques pour le foie des squales. Avec, comme victime collatérale, le manchot du Cap.



—The Guardian, extraits
(Londres)

C'est le 9 février 2017 qu'un premier cadavre de grand requin blanc [*Carcharodon carcharias*] s'est échoué sur la plage de Gansbaai, en Afrique du Sud. La petite femelle de 2,6 mètres de long ne présentait aucune marque d'hameçon ou de filet, ce qui écartait l'implication de pêcheurs. Mais le coupable est resté introuvable. Et tous les autres requins de Gansbaai, dans la province du Cap-Occidental, se sont volatilisés, a constaté Alison Towner, chercheuse en biologie marine à l'université Rhodes [en Afrique du Sud].

"Plusieurs requins avaient fait l'objet d'un marquage acoustique, ce qui nous a appris que trois d'entre eux s'étaient déplacés jusqu'à Plettenberg Bay et Algoa Bay, à plus de 500 kilomètres à l'est", explique-t-elle. La situation n'est redevenue normale qu'au mois de mai. Puis trois nouvelles carcasses ont été signalées en l'espace de cinq jours, et encore une autre en juin. Après cela, aucun grand requin blanc n'a été observé pendant huit semaines.

Dans les années 2010, il y avait entre 800 et 1 000 grands blancs dans la baie de Gansbaai, mais à chaque fois que l'un d'entre eux était tué, ces animaux fuyaient plus longtemps et revenaient moins nombreux. Quand un sixième cadavre a été découvert, en juin 2021, les grands requins blancs ont disparu pendant un an.

Au moment des premiers décès, Alison Towner commençait son doctorat sur les déplacements des populations de requins blancs, un projet de recherche qui a dû être écourté. Elle confie : "Voir le prédateur à l'étude duquel j'avais consacré ma vie finir lui-même mort, échoué sur la plage, était surréaliste. Je ne l'oublierai jamais."

Déterminés à résoudre ce mystère, Alison Towner et ses collègues ont autopsié quatre de ces requins. Il est vite apparu que leurs morts étaient liées : les quatre corps étaient déchiquetés au niveau de la ceinture pectorale, juste derrière les branchies, avec une précision chirurgicale. Deux d'entre eux présentaient des marques caractéristiques de morsures. Plus frappant encore,

leur foie avait disparu. Tous ces indices désignaient les mêmes coupables : les orques.

Les soupçons d'Alison Towner se sont immédiatement portés sur deux orques mâles qui fréquentaient les eaux de Gansbaai depuis 2015, baptisés Port ["Bâbord"] et Starboard ["Tribord"] en raison de leur aileron courbé respectivement vers la gauche et vers la droite.

Flagrant délit. Port et Starboard avaient été aperçus près des côtes de Gansbaai dans les heures entourant la découverte des carcasses de requins. Ils ont aussi été vus en train de chasser des requins plat-nez (*Notorynchus cepedianus*) dans la baie de False, non loin de là, pour dévorer leur foie. La chercheuse était certaine de tenir les coupables. "La seule chose qu'il nous manquait, c'était une observation directe", se souvient-elle.

Le 16 mai 2022, Christiaan Stopforth faisait voler son drone au-dessus de Mossel Bay, à environ 300 kilomètres à l'est de Gansbaai, lorsqu'il a filmé quelque chose d'extraordinaire : cinq orques qui attaquaient un

✓ Un drone surprise l'attaque d'un grand requin blanc par des orques à Mossel Bay, le 16 mai 2022.
Photo Christiaan Stopforth/Drone Fanatics SA

requin blanc de 3 mètres de long en mordant ses nageoires pectorales jusqu'à lui arracher le foie. Starboard était l'une de ces orques. Esther Jacobs, qui a fondé Keep Fin Alive, une campagne de sensibilisation pour la protection des océans, a été l'une des premières à voir ces images. "C'est un crève-cœur de voir l'un des plus grands prédateurs marins vaincu aussi facilement", s'attriste-t-elle.

L'équipage d'un hélicoptère a vu trois autres squales se faire tuer ce même jour. Comme à Gansbaai, les requins rescapés de ces attaques ont fui. Ils ne sont réapparus que quarante-cinq jours plus tard.

En juin 2022, Port et Starboard sont revenus eux aussi à Mossel Bay. Esther Jacobs a embarqué avec d'autres observateurs pour aller à leur rencontre. Quand ils sont arrivés à leur hauteur, une odeur âcre de foie de requin flottait dans l'air : il y avait sûrement déjà une victime.

Soudain, Starboard a foncé sur un jeune requin blanc qui venait d'apparaître à la surface. "C'était à la fois impressionnant et pénible à voir. Starboard a manifesté son incroyable puissance et a mordu fermement le requin qui se débattait désespérément, raconte-t-elle. Nous avons assisté, bouche bée, à l'éviscération du requin." En l'espace de deux minutes, le requin était mort et son foie avait été dévoré. Une autre carcasse a été retrouvée sur la plage le lendemain matin, portant le nombre de victimes à au moins trois.

Aujourd'hui, les grands requins blancs ont quasiment disparu de Mossel Bay. "Depuis les attaques de 2023, une poignée d'entre eux seulement est revenue dans la baie, regrette Esther Jacobs. Pour autant que je sache,

il y a eu moins de dix observations confirmées en 2024."

Les requins sont souvent considérés comme les "médecins de l'océan" [ils s'attaquent aux proies affaiblies, ce qui contribue à éliminer les maladies]. La disparition des grands requins blancs dans la région témoigne de ce qui se passe lorsque ces animaux ne font plus partie de la chaîne alimentaire.

"C'est un crève-cœur de voir ce grand prédateur vaincu aussi facilement."

Esther Jacobs,
DÉFENSEUSE DES OCÉANS

Leurs deux proies favorites, l'otarie à fourrure d'Afrique du Sud et le requin cuivre, ont vu leurs populations exploser. La prolifération des espèces auparavant chassées par les requins peut s'expliquer par le mécanisme de cascade trophique, lorsque la perte d'un prédateur se répercute le long de la chaîne alimentaire et déséquilibre l'écosystème. Alison Towner souligne que "les otaries sont devenues plus téméraires" depuis qu'elles ne sont plus menacées par les requins, "et [que] certaines s'attaquent même aux manchots du Cap, déjà en danger critique d'extinction".

L'absence des requins facilite aussi la propagation de maladies : en juin dernier, une épidémie de rage s'est déclarée parmi les otaries du Cap-Ouest ; elle a atteint Mossel Bay le mois suivant. La biologiste explique : "Je pense que, s'il y avait autant de requins blancs qu'avant, ils auraient aidé à limiter l'épidémie, car les phoques enragés sont des cibles plus faciles."

La rapidité avec laquelle l'écosystème a été chamboulé par Port et Starboard ne doit pas nous faire oublier que l'être humain est, de loin, la première menace qui pèse sur les requins. Plus d'une espèce sur trois est menacée d'extinction, principalement à cause de la surpêche qui entraîne la mort de près de 100 millions de requins par an [pris dans les filets ou privés de nourriture]. "Si la surpêche continue, l'avenir s'écritra sans les requins", redoute Esther Jacobs.

—Jack Cooper,
publié le 23 janvier



360



MAGAZINE

- Les nouvelles reines de l'érotisme • Littérature 47
Le bureau de postes des disparus • Culture 48
Les débuts d'Alexandre le Grand • Histoire 50



À NAPLES, LA VILLE EST UNE SCÈNE

La troisième ville d'Italie, qui fête cette année ses 2500 ans, fascine les artistes en général et les cinéastes en particulier. Outre ses mythes et ses fabuleux décors, c'est la théâtralité naturelle de ses habitants qui fait d'elle "la capitale de l'imaginaire" transalpin et attire en masse les touristes.
— *// Foglio, extraits [Milan]*

La Piazza del Plebiscito, à Naples, dans une scène de *L'Amie prodigieuse*, la série adaptée des romans d'Elena Ferrante, une gloire locale.
Photo Eduardo Castaldo/Fremantle

Maria Rosaria Cardamone, 13 ans, attend pour passer le casting de *L'Amie prodigieuse*, à Naples, le 10 mai 2017. Photo Nadia Shira Cohen/The New York Times



Il est plus facile de compter les *struffoli* dans une assiette [des billes de pâte frite au miel, typiques de Naples] que les films, séries télévisées et courts-métrages qui sont à peine sortis, sur le point d'être diffusés ou en train d'être tournés et qui se jouent à Naples : dans la Naples d'aujourd'hui, dans la ville d'il y a cinquante ans ou dans celle d'il y a quatre-vingts ans, avec des personnages en chair et en os ou de dessin animé, à partir de sujets ou de scénarios originaux, ou inspirés d'une pièce de théâtre, d'un roman ou d'un film – pendant que, à partir d'un film ou d'une série, on produit quelque part, dans un éternel aller-retour, un nouveau livre ou une nouvelle pièce sur Naples.

Le dernier week-end de l'année 2024, les touristes et les habitants qui se promenaient entre la Via San Gregorio Armeno et la Via Toledo auraient ainsi pu être les candidats d'une nouvelle production en quête de figurants pour un long spectacle collectif. C'est un cliché, un lieu commun que les faits confirment, n'en déplaise aux

anticonformistes de principe : Naples est un décor de cinéma. Et il y en a pour tous les goûts. Pour le meilleur et pour le pire.

Vers la même période, *Parthenope* de Paolo Sorrentino [qui se veut une ode à Naples et vient de sortir en France, lire encadré p.44] déferlait dans les multiplexes de tout le pays, tout comme *Hey Joe* [inédit en France], dont le titre ne trahit rien du contenu : vingt-cinq ans après, un Américain retourne à Naples pour rencontrer son fils né d'une liaison qu'il y a eue en 1944 avec une Napolitaine. Une œuvre signée par le réalisateur romain Claudio Giovannesi, qui avait déjà [en 2019] réalisé le film *Piranhas*, adapté du roman de Roberto Saviano [sur des adolescents napolitains qui basculent dans le crime organisé, traduit chez Gallimard en 2018].

Revenons-en à notre cliché : Naples est un décor de cinéma. Ou, ce qui revient au même, un théâtre célébré qui toujours s'autocélèbre. Le mardi 10 décembre 2024, dans le quartier de Forcella, lors d'une cérémonie publique, on

SOURCE



IL FOGLIO

Milan, Italie

Quotidien

ilfoglio.it

Créé en 1996 par Giuliano Ferrara, ancien porte-parole du gouvernement Berlusconi, et animé par une équipe de

libéraux et de conservateurs, *Il Foglio* se veut le quotidien de l'intelligentsia de la droite italienne. Le journal, dont le siège est à Milan, doit son nom à l'austérité de sa maquette : il était composé d'une seule page (*foglio*) à l'origine.

2 500 ans d'histoire



C'est le 25 mars, au théâtre San Carlo de Naples, que seront lancées les festivités marquant les 2 500 ans de la ville, avec une représentation de *Napoli milionaria* ("Naples millionnaire", 1977), un opéra d'Eduardo De Filippo célèbre en Italie, relate le journal régional **Il Mattino**.

Naples est l'une des plus vieilles villes d'Europe. Fondée par les Grecs sous le nom de Parthénope au VIII^e siècle av. J.-C., la cité est devenue Neapolis vers 470 av. J.-C., avant d'être envahie et conquise à de nombreuses reprises. Au cours de l'année, plus de quatre-vingts partenaires, dont le musée Capodimonte et le Musée archéologique national, le Maan, seront impliqués pour organiser 2 500 événements. "Pour la ville, il s'agit d'une occasion unique de faire découvrir la complexité de son histoire", ajoute *Il Mattino*. Les célébrations "s'adressent aux touristes mais surtout aux Napolitains. Il est important de mieux connaître notre ville, notre histoire et de se réapproprier notre identité, qui est très internationale", a affirmé à la presse le maire, Gaetano Manfredi (indépendant, centre gauche), tout en appelant ses administrés à se "tourner vers l'avenir".

a officiellement donné le nom du grand acteur et chanteur napolitain Nino Taranto [1907-1986] à l'escalier qui passe à côté du théâtre Trianon Viviani, lui-même baptisé en l'honneur de l'immense comédien et dramaturge Raffaele Viviani, autre enfant du pays [1888-1950]. La veille, les Italiens avaient fait leurs adieux à la quatrième et dernière saison de *L'Amie prodigieuse*, adaptation de la tétralogie littéraire d'Elena Ferrante [qui raconte le destin croisé de deux Napolitaines, disponible chez Folio], qui a séduit plus de 3 millions de téléspectateurs.

Comme pour Paris et New York, point besoin d'être allé à Naples pour reconnaître sur le petit ou le grand écran certains de ses sites caractéristiques, que nous qualifierons, pour faire court, d'"emblématiques" : la chartreuse de San Martino; les beaux quartiers de Posillipo; la tranchée que creuse l'artère Spaccanapoli au milieu d'un labyrinthe de ruelles; la silhouette de Capri où l'on veut et où l'on ne peut pas toujours aller [car la destination, prisée de la jet-set, est hors de prix]; l'aciérie → 44

14,5 millions

C'est le nombre de touristes qu'a accueilli Naples en 2024, soit une augmentation de 3,7 millions depuis 2018 et l'envol du secteur, selon **Il Post**. Ce boom, un temps mis à mal durant l'épidémie de Covid-19, profite surtout aux hôteliers et aux restaurateurs mais aussi à la municipalité, qui touche 35 millions d'euros par an de taxes touristiques. "Preuve de ce changement de paradigme, dans certains quartiers autrefois considérés comme dangereux et presque inaccessibles, il est désormais possible de se promener en toute tranquillité, même la nuit." Ces quartiers sont toujours tenus par la Camorra, même s'il n'est pas établi qu'elle profite directement de ce secteur. Reste que le tourisme a aussi des effets négatifs, comme la gentrification et une explosion des locations saisonnières (40 % du total, le double de la moyenne nationale).

À l'affiche

Parthenope, de Paolo Sorrentino

En salle depuis le 12 mars, le dernier film du Napolitain met en scène la vie d'une jeune femme d'une grande beauté, Parthenope, conçue comme une allégorie de la ville. Fraîchement accueillie au dernier Festival de Cannes, cette lettre d'amour de Paolo Sorrentino à sa cité natale a attiré en 2024 plus d'un million de spectateurs en Italie, dont de nombreux jeunes. Deuxième film au box-office italien l'an dernier, *Parthenope* est devenu viral sur les réseaux sociaux, tout en suscitant nombre de commentaires dans la presse transalpine. Retrouvez sur notre site une revue de presse italienne consacrée à ce film.

↓ Une scène du film *Parthenope* : avec l'île de Capri en arrière-plan, deux incarnations de l'héroïne à des âges différents, jouées par Celeste Dalla Porta (au fond) et Stefania Sandrelli. Photo Gianni Fiorito

43 ← d'Italsider [aujourd'hui abandonnée] ; la Piazza del Plebiscito, la place la plus importante de Naples, qui était autrefois un immense parking et a été rendue aux piétons ; la Piazza del Gesù Nuovo, vue, évidemment, du palais Pandola [et qui évoquera aux cinéphiles le souvenir de *Mariage à l'italienne* de Vittorio De Sica, film de 1964 lui-même tiré d'une célèbre pièce napolitaine].

Naples était une ville où on chante, autre cliché s'il en est – autre cliché on ne peut plus vrai. Naples était, et est encore, aussi, une ville où on fait des films. Non seulement du fait de sa topographie pareille à celle d'une divine crèche, mais aussi des bergers qui se trouvent dessus. Le poète Eduardo De Filippo [1900-1984], également cinéaste et dramaturge, écrivait : "Naples est un pays curieux, c'est un théâtre ancien, toujours ouvert. Il y naît des gens qui, sans répéter, sortent dans la rue et savent jouer."

C'est certainement aussi une question de langue : le metteur en scène Saverio Costanzo, créateur de la série *L'Amie prodigieuse*, dit pour sa part que "le napolitain est au théâtre ce que l'anglais est au rock".

"Sans tomber dans le cliché, la différence se sent, confirme le réalisateur Pappi Corsicato. Je ne dis pas que les Napolitains sont de meilleurs ou de moins bons acteurs, mais qu'ils ont un talent naturel qui ne s'apprend pas à l'école, une liberté expressive du corps et de la voix. Dans le temps, il y avait des lignées de gens de théâtre, et même s'il n'en existe aujourd'hui presque plus, le talent est toujours là. Je crois qu'un facteur d'ordre anthropologique est à l'origine de cette exagération perpétuelle, de cet histrionisme qui ne rend pas forcément plus aimable ou plus sympathique, mais qui crée incontestablement quelque chose de différent."

Nombreux parmi les habitants sont les acteurs potentiels qui ne se destinent pas à la profession mais qui, en vertu de ce quelque chose qu'ils ont en eux, pourront un jour ou l'autre faire une prise [pour de la figuration ou un petit rôle]. Visages endurcis de jeunes tueurs, figures d'ange changeantes ou de faux cardinaux, têtes rubicondes ou émaciées imprégnées de mélancolie... Bref, des masques [typiques de la commedia dell'arte, très féconde à Naples, où a été entre autres inventé le personnage de Polichinelle, Pulcinella en italien]. Il y en a pour tous les cinéastes, et Fellini le savait en venant se fournir en matière première ici, à Naples, où sont encore fort répandus les surnoms indiquant un caractère ou un rôle dans une communauté (il suffit de lire les affiches mortuaires).

"À Naples, beaucoup de gens vivent de leur propre caricature ; ils rient d'eux-mêmes, observait l'artiste napolitain Guglielmo Peirce [1909-1958]. Parfois ces gens, sous un accès d'humeur, à un certain moment, font un petit pas de côté et donnent une petite touche à leur vie normale, partie à vau-l'eau, absurde, créant à partir d'eux-mêmes un personnage qui fait rire : abstrait, fou, en équilibre instable à la limite de la vie réelle." C'est alors qu'il y a "le cuisinier astrologue, le



ciseur de chaussures philosophe, le devin, l'homme qui parle à Garibaldi la nuit, celui qui va toutes les semaines sur la Lune, relève-t-il. Naples doit être traversée souterrainement par une puissante et robuste veine de folie. Une folie lucide, subtile, inquiétante."

Mieux vaut être un personnage que se fondre dans l'anonymat et faire partie de cette fameuse catégorie, locale, de l'"oncle personne" : le *zio nessuno*. Cet homme insignifiant qui, expliquait l'écrivain Carlo Bernari [1909-1992], "erre dans nos ruelles, nuit et jour, qu'il fasse soleil ou mauvais temps, et n'a pas de visage, pas de nom" ; celui que la dramaturge Giuseppe Marotta [1902-1963] définissait comme l'"ombre d'un individu qui l'a oubliée en partant". Peut-être que lui aussi joue un rôle dans une comédie, oscillant entre l'être et le non-être : le rôle de celui qui n'est aux yeux de tous personne, mais qui, au fond, est notre parent à tous.

Ils sont des dizaines de milliers, les visages à avoir été scannés par le "troisième œil" de Marita D'Elia, cette Napolitaine qui compte parmi les plus grands directeurs de casting d'Italie pour le cinéma et la télévision.

"NAPLES EST UN PAYS CURIEUX. IL Y NAÎT DES GENS QUI, SANS RÉPÉTER, SORTENT DANS LA RUE ET SAVENT JOUER."

Eduardo De Filippo,
POÈTE, CINÉASTE ET DRAMATURGE





Elle nous raconte que lorsqu'elle a lancé le recrutement de nouveaux acteurs pour la saison 2024 de *Mare fuori* [une série qui est devenue un phénomène en Italie, mais reste inédite en France], sa boîte aux lettres électronique a explosé : "À la publication de l'annonce, j'ai reçu plus de 20 000 candidatures. Il en arrivait une dizaine par minute, jusqu'à ce que Google me bloque. J'ai fait des castings dans d'autres villes italiennes, mais jamais je n'ai trouvé une telle disponibilité et une telle variété humaine. Les Napolitains ont un désir de s'exprimer, une tendance naturelle à la théâtralité qui facilitent notre travail."

Chaque visage a son histoire. Chaque histoire a son visage. Ces visages se concentraient autrefois dans la Galleria Umberto I [une galerie marchande de la fin du XIX^e siècle], qui était "comme un miroir où se [réflétait] une grande partie de la vie de Parthénope la Belle, Parthénope la Dégueillée, Parthénope la Mafieuse, Parthénope qui rassemble le peuple des figurants de la vie" [Parthénope étant l'ancien nom grec de la ville]. Voilà ce qu'écrivait le poète Luigi Compagnone [1915-1998] bien avant la naissance de TikTok, la nouvelle galerie virtuelle où chacun peut incarner un personnage en étant son propre scénariste et réalisateur. "Environ 40 % des contenus

produits en Italie sur cette plate-forme sociale ont trait à Naples et à son arrière-pays", note le sociologue Marcello Ravveduto, professeur à l'université de Salerne.

Pour lui, la fertilité cinématographique parthénopéenne tient à une "singularité comparable à celle de certaines grandes métropoles qui ont une vie propre, indépendamment de leur pays : comme New York, Buenos Aires ou Rio de Janeiro, Naples a la capacité de nourrir une imagerie qui envoie un signal médiatique mondial", précise-t-il. Les histoires qu'elle raconte ne lassent pas et ne s'essoufflent pas, "parce que la culture napolitaine est tellement forte qu'elle吸ue tout ce qui arrive et le transforme à sa manière. Naples incorpore le hip-hop, le rap, le soap opera, et les restitue ensuite en proposant une

histoire originale, qui évolue avec le temps." C'est dans cet art qu'excellait le comédien Eduardo Scarpetta [1853-1925], qui avait revêtu les personnages du vaudeville français d'habits napolitains pour mieux tuer Pulcinella – et connu de la sorte un succès retentissant, même si nous savons aujourd'hui que son crime n'a pas abouti.

Au début de ce siècle, poursuit le sociologue, les récits sur la criminalité napolitaine semblaient avoir supplanté l'image de carte postale du Vésuve, mais ensuite s'est ouverte une saison qui s'est éloignée de la culture populaire qui avait inspiré *Gomorrah* [la célèbre enquête de Roberto Saviano sur la mafia napolitaine, traduite chez Gallimard en 2007]. Cela a été permis par le nouveau rôle de Naples sur la scène touristique internationale, [par l'apport des] technologies numériques et [des] grands panoramas réalisés par drone, mais aussi par l'histoire d'une ville qui surmonte l'obscurité, comme en témoigne le succès mondial de *L'Amie prodigieuse*.

La fiction prend à la ville et la ville reprend à la fiction, comme dans l'exemple de marketing territorial à la plus grande longévité qu'offre le pur soap opera italien *Un Posto al Sole* ["Une place au soleil"], lancé en 1996 sur la Rai, qui a inspiré en France *Plus belle la vie*. "Dans les processus de communication avec le reste du monde, cette ville est depuis toujours une vitrine du patrimoine identitaire national", ajoute Marcello Ravveduto. "Si Milan reste la capitale économique de l'Italie, Naples confirme sa place de capitale de l'imaginaire. En deux mots, c'est un stéréotype performant."

Steréotypes, clichés, qu'à cela ne tienne ! Ingrid Bergman, épouse anglaise tourmentée, lancée sur la Via Appia dans sa Rolls-Royce, se dirige vers Naples en se demandant, dans *Voyage en Italie* (1954), de Rossellini, si elle ne risque d'attraper le paludisme ; le personnage d'Alberto Arbasino, pour arriver à temps au théâtre San Carlo, propose, dans le roman *Fratelli d'Italia* ["Frères d'Italie", 1963, inédit en français], de garer les voitures pêle-mêle sur la Piazza del Plebiscito, "pour qu'ils croient qu'elles appartiennent à la Camorra et qu'ils les respectent". Ce ne sont là que deux exemples d'auto-exorcisme dépourvus d'élégance, certes, mais drôles, parmi des dizaines de milliers d'autres, deux exemples → 46

↔ Les quartiers espagnols, dans le cœur historique de la ville. Photo Alamy/Photo12

← Des fans de *Mare fuori* attendent que l'acteur Massimiliano Caiazzo, l'une des stars de la série, ait fini sa journée de tournage, le 10 juin 2023.

↙ Des oreillers à l'effigie du footballeur argentin Diego Maradona et de personnages de *Mare fuori*, en vente à Naples.

Photos Gianni Cipriano/The New York Times

Football

Maradona forever

C'est le lieu le plus visité d'Italie, "après le Colisée et avant les fouilles de Pompéi", raconte **Il Sole 24 Ore**. La fresque dédiée à Diego Maradona, "numéro 10 le plus célèbre de l'histoire du football, qui a passé les sept années les plus heureuses et les plus prolifiques de sa carrière à Naples", entre 1984 et 1992, continue de déplacer les foules. Au point que les quartiers espagnols où elle se situe, qui comptaient parmi "les plus défavorisés de la ville et de tout le sud" du pays, connaissent une véritable renaissance économique. Contrairement à d'autres peintures murales de la ville, comme la Madone au pistolet de Banksy ou les portraits signés du graffeur Jorit, cette œuvre de street-art, exécutée en 1990 par l'artiste local Mauro Filardi, ne doit pas son succès à la renommée de son auteur mais au fait que le passage sur les pentes du Vésuve du footballeur argentin, mort en 2020, "signifie encore beaucoup" pour les Napolitains, écrit le quotidien milanais.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Une extraordinaire villa dionysiaque découverte à Pompéi. Le 25 février dernier, des archéologues ont annoncé avoir mis au jour, sur le site antique, une villa aristocratique avec des fresques dédiées au dieu de l'ivresse.

Mare fuori, la série phénomène qui attire tout le monde à Naples. En août 2023, la presse étrangère s'étonnait du succès rencontré, en Italie, par cette série lancée en 2020 sur la Rai, et qui se déroule dans un centre de détention pour mineurs.

Mais pourquoi tout le monde adore Elena Ferrante? En février 2018, l'écrivain et critique italien Paolo Di Paolo s'interrogeait, dans **L'Espresso**, sur le succès de l'écrivaine napolitaine, autrice de la tétralogie *L'Amie prodigieuse*.

45 ← dans lesquels nombre de visiteurs étrangers se reconnaîtront – et peut-être certains auront-ils raison d'avoir eu ces pensées.

Avec [tout cet historique et ces clichés], il faut savoir jouer. Le réalisateur Luca Miniero est passé maître dans cet art : il a fait ses débuts avec le long-métrage *Incantesimo napoletano* [2002, inédit en France], qui conte la fabuleuse histoire d'une fillette napolitaine aux tendances et à l'accent mystérieusement milanais, au grand désespoir de ses parents ; puis ce fut le tour de *Benvenuti al Sud* et *Benvenuti al Nord* [*Bienvenue dans le Sud*, sorti en France en 2010, et “*Bienvenue dans le Nord*” (2012, inédit ici), inspirés de *Bienvenus chez les Ch'tis*], classique opposition que l'on peut proposer hier, aujourd'hui ou demain. “Je ne sais pas si ce dualisme reste aussi vrai qu'il l'était à l'époque, mais moi qui réalise des comédies, ce dont je suis certain, c'est que l'on ne rit que lorsqu'il y a quelque chose de vrai”, explique ce Napolitain d'Arenella, un quartier encore peu raconté au cinéma.

Luca Miniero a réalisé une série qui, à l'automne prochain, fera pénétrer le public de la Rai 1 dans le Rione Sanità. Cette série s'inspire de la campagne de réinsertion sociale menée par l'ancien curé historique du quartier, don Antonio Loffredo [connu pour son combat contre la Camorra]. Durant le tournage, Luca Miniero [né à Naples et un temps installé à Milan] a redécouvert les méandres d'un coin peu connu même des Napolitains : “Avec 30000 habitants, la Sanità est une ville dans la ville, autonome, notamment sur le plan physique : on n'y arrive pas par hasard, on doit y aller exprès, mais une fois qu'on l'a découverte, on reste émerveillé. Certaines familles y vivent depuis des générations, mais on y trouve aussi de nombreux Français : ce mix culturel en fait un lieu unique.”

Ville dans la ville, le Rione Sanità est à Naples plus ou moins ce que le vieux Trastevere était à Rome, dans le sens où, autrefois, un habitant du Trastevere disait qu'il était du Trastevere avant de dire qu'il était de Rome. C'est Ermanno Rea qui le note [dans son roman *Nostalgia*, inspiré par don Loffredo et paru en 2016, inédit en français] : “Si Naples est un monde à part sur cette Terre, la Sanità est un monde à part à Naples. Des rues étroites et sinuées, des édifices délabrés, une histoire vieille de plus de deux millénaires, dont témoignent plusieurs hypogées, autels, sépulcres sculptés, escaliers qui descendent sous terre comme s'ils voulaient plonger jusqu'aux entrailles de la planète.”

Dans ce quartier où naquit le comédien Totò [immense star du comique napolitain, 1898-1967], on marche sur l'épiderme de tuf qui recouvre les morts. Et pas seulement ceux des catacombes. La Sanità abrite le cimetière des Fontanelle, cet imposant ossuaire des pestiférés et cholériques qui a été fermé en 2018 et dont la réouverture vient enfin d'être approuvée. Consacré aux âmes du purgatoire, avec ses milliers de crânes, presque tous anonymes, le cimetière des Fontanelle a ouvert ses entrailles à divers films et romans. On espère que le tourisme saura apprécier le lieu sans pour autant l'aseptiser, et que le parfum de la cire n'aura pas à se mêler, dans l'immense pénombre, à la puanteur des nouvelles échoppes à frites.

Pino Daniele [un chanteur local très populaire en Italie, 1955-2015] avait raison de chanter “Naples est mille couleurs” – au diable ceux qui exaltent la complexité mais veulent tout voir en noir et blanc !

— **Francesco Palmieri**,
publié le 28 décembre 2024

↓ Le rappeur dans une scène de son clip *Turnà*.



CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE/LIBERATO 1926

Liberato, nouveau secret de Polichinelle

Toujours masqué, ce rappeur est une figure locale. Son nouvel album, sorti dans la nuit du Nouvel An, a enthousiasmé tout le pays.

C'est le 31 décembre 2024, à minuit, que Liberato a sorti par surprise son troisième album, *Liberato III*. Le plus beau cadeau possible pour entamer 2025 dans la joie, a jugé la presse transalpine. Alors que Naples célèbre cette année les 2500 ans de sa fondation, le **Quotidiano nazionale** considère ce “disque intense, sans clichés et riche en poésie” comme une belle déclaration d'amour à la cité.

Mystérieux personnage, Liberato a conquis le cœur des Napolitains et des Italiens dès 2019, par ses vibrants hommages aux traditions locales, que ce soit par ses vidéos tournées à Naples ou par son usage du dialecte régional et de l'iconographie traditionnelle. Il cultive son anonymat en arborant constamment un voile ou le masque de Pulcinella, personnage typique du théâtre napolitain – l'équivalent de Polichinelle. “L'album entier semble répondre à l'impulsion de se redécouvrir lui-même, entre désordre mental et obsession numérique, romantisme adolescent et imaginaire stupéfiant, en retrouvant une approche de la vie plus joyeuse et légère, en créant un hymne au peuple napolitain et à sa culture millénaire, en évoquant les sirènes proches et lointaines”, abonde le quotidien **Il Manifesto**. Première de ces sirènes : Parthénope, qui s'est suicidée après avoir été dédaignée avec ses sœurs par Ulysse, et dont le corps s'est échoué près de Naples, faisant d'elle une des figures fondatrices de la ville.

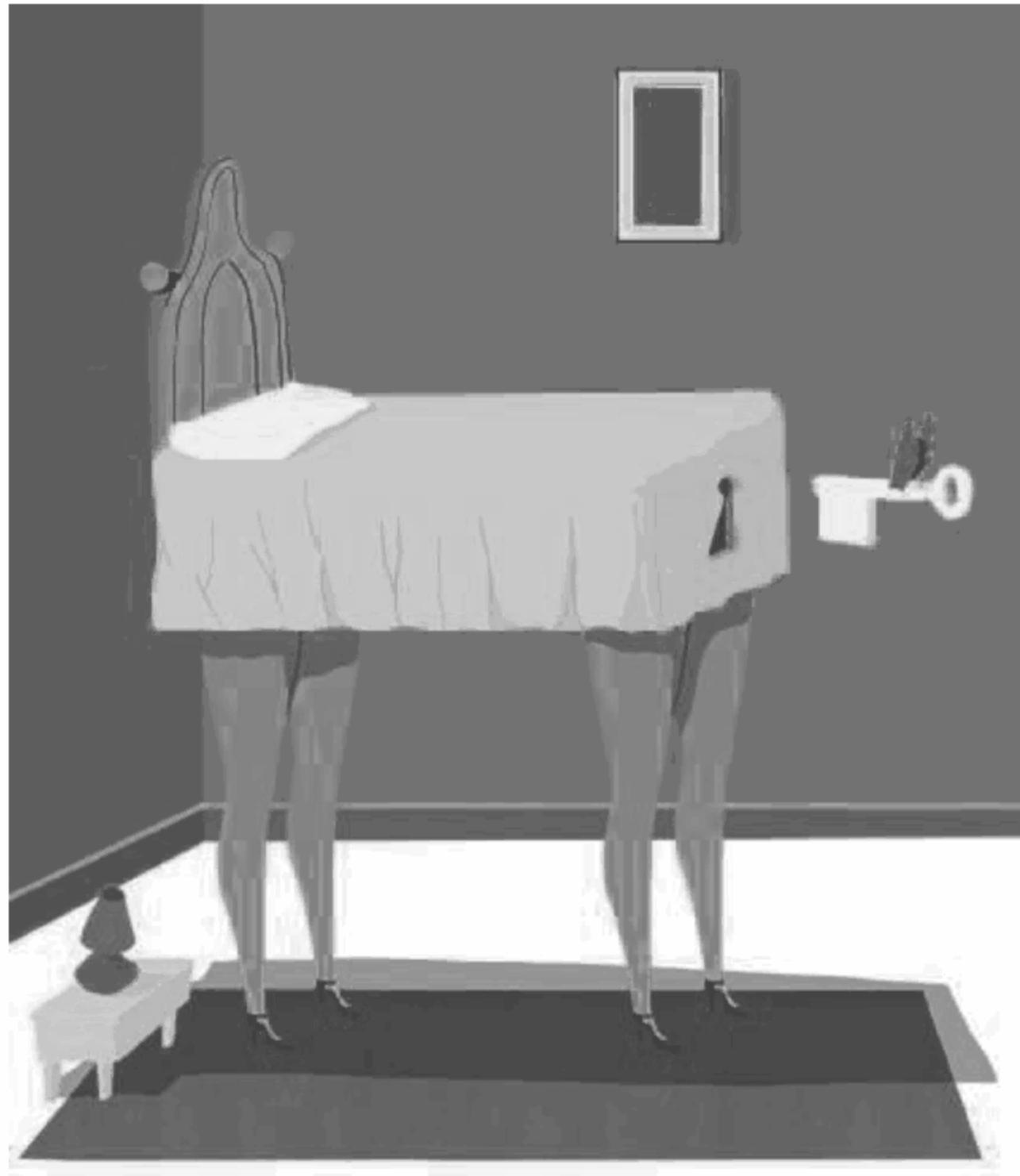
Le morceau *Turnà* ouvre l'album “avec un sample de Voglia 'e turnà de Teresa De Sio, un grand classique de la chanson napolitaine ‘décoiffé’ par Liberato façon dance”, explique **Il Corriere della Sera**. Dans le clip filmé en contre-plongée dans le centre de Naples, *Il Manifesto* discerne,

mêlés, “un fier hommage aux racines napolitaines [de l'artiste] et la mise en valeur presque promotionnelle de nombreux symboles de la ville – les ruelles, le volcan, les théâtres, les cornes rouges [une amulette porte-bonheur typique de la région], les petits marchés, l'œuf de Virgile [que le poète aurait, selon une légende médiévale, caché sur place] et les ampoules de sang [censées contenir le sang de San Gennaro, le saint patron de la ville]”.

Dans ce titre, Liberato fait preuve, comme souvent, d'humour, par un clin d'œil à un hit du groupe américain Pussycat Dolls, détournant leurs paroles pour chanter : “Don't you wish your boyfriend was from Napoli?” (“Ne voudrais-tu pas que ton petit ami soit napolitain?”). *Turnà* est également caractéristique de l'usage qu'il peut faire, à l'occasion, de “l'incontournable argot broccolino [du nom italienisé de Brooklyn], cette langue à mi-chemin entre l'anglais et le dialecte napolitain que parlaient les émigrés napolitains aux États-Unis après la guerre”, explique *Il Corriere*.

Les neuf titres se veulent une plongée dans la vie intime du chanteur, ces deux dernières années, avec “des phrases adressées à ‘l'ex’ et un regard désillusionné sur le monde actuel”, analyse *Il Corriere*. *Quotidiano nazionale* a particulièrement apprécié les morceaux *O diario* et *Lucia (Stay with Me)*, qui font partie de la bande sonore d'un documentaire sur l'artiste sorti en Italie en mai 2024. Ces deux morceaux “suffisent à donner à eux seuls une idée de la grandeur de Liberato”, un chanteur qui, en dépit de son anonymat, a la “capacité d'évoquer des univers entiers dans l'esprit de quiconque l'écoute”.

— **Courrier international**



Les reines de l'érotisme font rougir la fée Clochette

Elles préfèrent la crûauté aux métaphores florales. Une nouvelle génération d'écrivaines met la littérature érotique en émoi et séduit un lectorat féminin.

—The Economist, extraits (Londres)

Commençons par les tétons. Dans *Orgueil et Volupté*, un roman érotique à l'eau de rose des années 1990 [de Lynne Graham, traduit en 1997 chez Harlequin], c'est aussi ce que fait l'amant de l'héroïne. Mais les tétons ne sont pas toujours désignés aussi directement, l'autrice préférant parfois les comparer à de "délicates fleurs en bouton". D'autres romans érotiques de cette période pratiquaient eux aussi la métaphore horticole. Il est souvent question de gonflement, de floraison et, bien sûr, de "semence". Le but était de pas être trop cru. L'effet général sur le lecteur était aussi excitant qu'un catalogue de jardinage.

Mais l'érotisme a fait sa mue. Il suffit d'ouvrir *Onyx Storm*, le dernier livre de *romantasy* (un genre littéraire qui mélange histoires d'amour et fantasy) de Rebecca Yarros, pour constater que [l'Américaine] ne s'embarrasse pas de métaphores. Elle n'hésite pas à écrire les mots "sexe", "baiser" ou "pénétrer". Et les lectrices en redemandent. La semaine de sa sortie [en anglais, en janvier 2025], *Onyx Storm* s'est écoulé à près de 3 millions d'exemplaires. Un record absolu [hors littérature jeunesse] pour ces vingt dernières années. [L'ouvrage, troisième tome de la saga *The Empyrean*, sera disponible en français, chez Hugo Roman, à partir du 18 juin 2025.]

Les scènes de sexe ne sont pas une nouveauté en littérature. Mais elles sont plus

crues et plus fréquentes. Depuis l'an 2000, dans l'ensemble des œuvres de fiction publiées en langue anglaise, il y a sur le plan lexical deux fois plus de "téton", cinq fois plus d'"orgasme". Quant au "clitoris", on tombe dessus quatorze fois plus souvent.

À certains égards, c'est très inattendu. On disait autrefois que la chair était surtout une obsession masculine, et que son attrait venait d'être associé à la notion de péché. "Neuf dixièmes de l'attrait de la pornographie, écrivait le philosophe Bertrand Russel [1872-1970], viennent des sentiments d'interdit à l'égard du sexe inculqués aux jeunes par les puritains."

La société a bien changé depuis. Les puritains ont presque disparu. L'emprise du patriarcat sur le monde de l'édition s'est affaiblie. Et pourtant l'intérêt pour le sexe en littérature est toujours aussi vivant, et ce sont les femmes qui en parlent le mieux. La plupart de ces ouvrages sont en effet écrits, édités et publiés par des femmes. Ils sont achetés en grande majorité par des femmes. Et leur promotion est assurée par des femmes sur les réseaux sociaux, notamment TikTok, avec des hashtags comme #SpicyBooks et #SteamyReads [livres et lectures osées].

Comme l'a montré l'engouement pour la *dark romance*, le sexe est loin d'être tendre. Dans les ouvrages de Rebecca Yarros, l'homme plaque violemment au sol sa partenaire après une lutte musclée; dans les romans de *romantasy* de Sarah J. Maas [traduite en français chez La Martinière Jeunesse], les fées ont une sexualité débridée, à faire rougir la fée Clochette.

Cette croissance a été soutenue par les nouveaux formats numériques, comme les audiolivres. Le livre numérique a aussi joué un rôle énorme. Il peut être lu en toute discréption, puisque personne ne peut voir ce que vous dévorez sur votre liseuse. Et les écrivains peuvent publier leurs textes à moindre coût, comme l'avait fait l'autrice de *Cinquante nuances de Grey* [E. L. James]. Son histoire de sadomasochisme a ensuite été republiée par une vraie maison d'édition [et traduite chez JC Lattès en 2012], mais les amateurs d'histoires sentimentales un peu corsées ont gardé l'habitude de lire en version numérique.

Cette nouvelle littérature érotique est certes plus réaliste que la précédente. Les métaphores florales ont disparu, et les parties du corps sont nommées sans fausse pudeur. Mais, d'un autre côté, ces romans manquent cruellement de réalisme. Tous les personnages sont sublimes et portent des noms comme "Xaden" ou "Aeros". La plupart ont des pouvoirs, voire des super-pouvoirs. Dans les romans de Rebecca Yarros, les deux personnages principaux, qui sont amants depuis longtemps, ont un don de télépathie, et peuvent s'immiscer mutuellement dans leurs pensées inavouables et entendre "Tu préfères être prise

✓ Dessin de Chiara Dattola
paru dans Internazionale,
Rome.

dans quelle position?" ou "Tu assures" et non – comme on pourrait le craindre – "Est-ce que j'ai bien lancé la machine à laver?" ou "Tu as encore oublié de sortir les poubelles".

Il est facile de se moquer, mais raconter une partie de jambes en l'air n'a rien de facile, comme on peut le constater en consultant les écrits des lauréats du Bad Sex in Fiction Award, un prix décerné aux pires scènes de sexe dans la fiction littéraire. Ce prix, aujourd'hui disparu, avait été créé en 1993 par un magazine littéraire britannique afin d'"épingler et [de] décourager gentiment le recours inutile et fastidieux à des scènes de sexe mal écrites dans la fiction". Étant donné qu'un candidat de ces dernières années osait encore écrire "[son vagin] a englouti mon sexe comme un boa constrictor avale sa proie", peut-être que la démarche restait un peu trop gentille.

La difficulté d'écrire sur le sexe tient aussi à ce que l'auteur anglais Julian Barnes appelle la difficulté de "nommer les choses". Certes, il vaut mieux éviter les images de type "boa constrictor", mais, comme Barnes le souligne, presque tous les termes sont casse-gueule. Une description très clinique peut être tout aussi ridicule que des circonvolutions pudiques. Et parfois c'est un tue-l'amour, aussi bien pour le personnage que pour le lecteur. Dans une œuvre sélectionnée en 2019, un personnage, en pleins ébats torrides, se met à crier "comme si un train venait de lui passer dessus". Difficile de ressentir autre chose que de la compassion.

Le code a changé. Inutile de dire que la plupart des lauréats de ce prix étaient des hommes. Le regard masculin n'améliore en rien la prose érotique. Mais, comme dans la vie réelle, Internet est en train de modifier les rapports de force en matière de sexualité. Les travers des auteurs masculins sont ainsi révélés au grand jour, comme dans cette discussion sur Reddit qui dénonce le regard que portent les hommes sur leurs personnages féminins.

La littérature érotique est toujours "*le reflet de ce qui se passe dans une société à un moment donné*", affirme Sharon Kendrick, autrice de romans sentimentaux très populaire en Grande-Bretagne [et traduite chez Harlequin]. Dans les très permissives années 1970, le donjuanisme était à la mode en littérature. L'arrivée du sida dans les années 1980 a changé la donne et engendré une période de "sérieux sexuel", où les héros avaient un seul grand amour (et n'oublaient jamais de mettre des préservatifs).

Il est facile de se moquer de cette nouvelle littérature érotique. Mais elle est le reflet d'une société où les femmes peuvent le plus souvent obtenir ce qu'elles désirent. Et cela devrait suffire à combler les féministes.—

Publié le 27 février



← Au large d'Awashima, Honshu, la plus grande île du Japon, se dessine dans le lointain.

→ Tous les samedis, Katsuhisa Nakata, 90 ans, accueille les visiteurs au Bureau de poste des disparus.

→ Quelque 60 000 lettres, messages d'anniversaire et cartes de vœux sont conservés à Awashima.
Photos Hiroki Kobayashi/
The Washington Post



Au Japon, le bureau des lettres à ceux qui nous ont quittés

Il s'agissait au départ d'une installation artistique, mais elle a perduré. Sur la petite île japonaise d'Awashima, un bureau de poste recueille les lettres envoyées à tous ceux partis sans laisser d'adresse, parfois à jamais.

—The Washington Post

(Washington)

Perdue dans l'archipel japonais, cette petite île compte environ 150 habitants mais deux bureaux de poste. Un seul des deux distribue le courrier aux vivants.

Le second, officiellement, n'est plus en service depuis trente ans. Pourtant, au Bureau de poste des disparus se trouvent plus de 60 000 courriers, lettres, messages d'anniversaire et cartes de vœux, envoyés de tout le Japon à ceux qui sont partis sans laisser d'adresse : amis perdus de vue et animaux disparus, moi passé ou futur et, surtout, défunt.

Ici arrivent les chagrins, les espoirs et les manques qui n'ont nulle part ailleurs où s'exprimer. Des messages offrant un éphémère soulagement à leur expéditeur et qui, quand les destinataires sont des morts, servent de lien entre leur monde et

le nôtre – et tant pis si nulles mains ne se saisiront jamais de ce morceau de papier.

Le Bureau de poste des disparus se trouve sur Awashima, une île perdue parmi des milliers d'autres dans la mer intérieure de Seto, qui s'étend entre trois des quatre grandes îles du Japon.

**

*Papa,
Ça fait huit ans maintenant.
Sora s'est marié, en mars il sera père
à son tour. Nous allons devenir
grands-parents pour la première fois.
Hoshi est étudiant en deuxième année
à l'université, et il fêtera bientôt
sa cérémonie de majorité. Tsuki, elle,
est en première au lycée, elle bûche
beaucoup les matières artistiques.
Continue de veiller sur nous, s'il te plaît.*

**

Comment vas-tu ?

*Cinq années ont passé, à peu près,
depuis ce jour où je pleurais en disant
que je ne voulais pas aller à l'école.
Je n'avais pas beaucoup d'amis
à l'époque, et je ne supportais
plus mes camarades têtes de mule.
Alors j'ai arrêté l'école.*

*Tu n'y aurais sans doute pas
cru à l'époque, mais aujourd'hui
je suis au lycée, et j'adore chacune
de mes journées.*

**

*À Ron [le chien], au paradis
Salut, est-ce que tu vas bien ?
Tu fais beaucoup de promenades ?
Est-ce que tu as pu voir Papa ?
Si oui, demande-lui plein de saucisses.
À bientôt peut-être, porte-toi bien.*

**

Jusque dans les années 1990, Awashima possédait un port prospère, et nombreux étaient des marins au long cours. Le bureau de poste qui avait un télégraphe était le seul endroit où les familles pouvaient entretenir un lien avec leurs proches partis en mer. Et puis, en 1991, cette poste a fermé, les services ont déménagé, et le bâtiment est resté à l'abandon, comme tant d'autres dans ces recoins isolés du Japon frappés par le déclin démographique.

En 2013, à l'occasion de la Triennale d'art de Setouchi [dont Awashima est l'un des lieux d'exposition, avec d'autres petites îles de la mer intérieure de Seto], l'ancien bureau de poste a accueilli durant un mois une exposition de l'artiste Saya Kubota lors de laquelle on était invité à envoyer du courrier à cette adresse ou bien à venir sur place en écrire et en lire. Durant ces quatre semaines, plus de 31 000 visiteurs ont fait le déplacement, et plus de 400 missives ont été rédigées. Il était prévu que le bâtiment soit démolie à l'issue du festival.

C'était compter sans Katsuhisa Nakata, l'ancien receveur des postes, également propriétaire des lieux. Attaché à voir le projet continuer, il s'est entretenu avec l'artiste dans ce but et a entrepris des travaux de rénovation.

Né sur Awashima, Katsuhisa Nakata est devenu employé des postes à l'âge de 18 ans, faute de pouvoir devenir marin en raison de son daltonisme. Il a travaillé quarante-cinq ans à la poste d'Awashima, dont dix-sept comme receveur en chef. À 90 ans, c'est un homme fringant, qui tient chaque samedi le guichet du Bureau de poste des disparus. Les lettres y parviennent par le



biais de la poste. Nakata les lit toutes et les traite comme du courrier classique. "Ici convergent toutes sortes d'émotions ressenties par les gens au quotidien, des plus tristes aux plus joyeuses. Nous sommes là pour les recevoir et les accueillir", raconte-t-il.

**

*Salut, comment vas-tu?
Ça fait dix ans maintenant
que nos chemins se sont séparés.
Tu étais si adorable, et moi
extrêmement égoïste, je t'ai fait du mal
et nous nous sommes quittés.
J'ai appris que tu étais marié(e)
et que tu as deux enfants.
Je me réjouis de ton bonheur.
Moi je ne suis toujours pas marié(e),
et je n'ai jamais réussi à t'oublier.
En attendant de pouvoir dire du fond
du cœur que je suis heureux(se),
je tiens à te dire merci,
et à te demander pardon.*

**

*Un an déjà.
Ça doit être plus vivant là-bas,
maintenant. Même si ce n'est qu'en rêve,
rends-moi visite, je t'en prie.
Tu me manques. Je me sens si seul(e).
À mon âge, tout est douloureux.
Mais je vais faire de mon mieux ici-bas!*

**

*À mes pouponées,
Pardon de vous avoir jetées,*

*j'ai tellement joué avec vous.
J'adorais ça.
J'ai grandi, je suis au collège maintenant.
Mais merci beaucoup d'avoir été
mes compagnes de jeu quand j'étais petite.
Pardon de vous avoir maltraitées, aussi.
Je vous remercie du fond du cœur
d'avoir toujours été là pour moi.
Merci, et pardonnez-moi.*

**

On vient de tout le Japon au Bureau de poste des disparus pour écrire et lire des lettres – elles sont rangées dans des casiers, accessibles à tous. Ici, on partage des sentiments à la fois très intimes et éminemment universels.

Pour beaucoup de Japonais, les défunt ne partent jamais bien loin. S'il n'y a pas de religion dominante dans le pays, les croyances et la culture sont enracinées dans le bouddhisme et le shintoïsme. Sur la mort et l'au-delà prévalent les croyances bouddhistes, selon lesquelles l'esprit reste présent à proximité des vivants.

Aussi les Japonais entretiennent-ils un lien fort avec leurs défunts, notamment en aménageant chez eux de petits autels où ils déposent leurs offrandes de nourriture et font brûler de l'encens. Chaque année pour Obon, la fête des Ancêtres, les familles se réunissent pour partager un repas et de bons moments avec les esprits de leurs disparus.

Parallèlement, de plus en plus d'adresses voient le jour auxquelles envoyer des lettres aux défunts, au point que cela tient du phénomène : dans ce pays qui connaît l'un des

vieillissements les plus rapides du monde, affronter le deuil devient un sujet de société, analysent certains observateurs.

Ainsi, la poste d'Awashima reçoit chaque jour de dix à vingt courriers, le plus souvent anonymes, sans adresse d'expéditeur, et généralement destinés à des morts. Mais certains épistoliers s'écrivent à eux-mêmes, à leur moi enfant et harcelé, ou à leur moi futur, plus accompli. Des lettres sont adressées à des objets, regrettés ou espérés : une préado aux jouets de son enfance dont elle se détache, un photographe en herbe à son appareil photo de demain.

Au fil du temps, Nakata a identifié de nombreux épistoliers en série, mais deux, en particulier, ont retenu son attention, au point qu'il leur a attribué des casiers spécifiques. Il y a cette femme âgée dont le fiancé, un pilote kamikaze, est mort durant la Seconde Guerre mondiale. Elle lui a écrit pendant de longues années [ci-dessous].

**

*Moi aussi, aux cerisiers,
je préfère les abricotiers en fleur.
Les bourgeons d'abricotier s'ouvrent
si dignement dans le vent froid.
Mais je ne peux plus les voir
en vrai aujourd'hui.
C'est sans doute à cause de l'âge.
Et j'ai tellement de maladies différentes
– il n'y a pas de quoi être fière, sans doute.
Si tu n'étais pas devenu pilote,
si tu avais connu la paix... tu aurais
94 ans. On dit que nous sommes entrés
dans l'ère des centenaires, et le Japon
est un pays où l'on vit longtemps.*

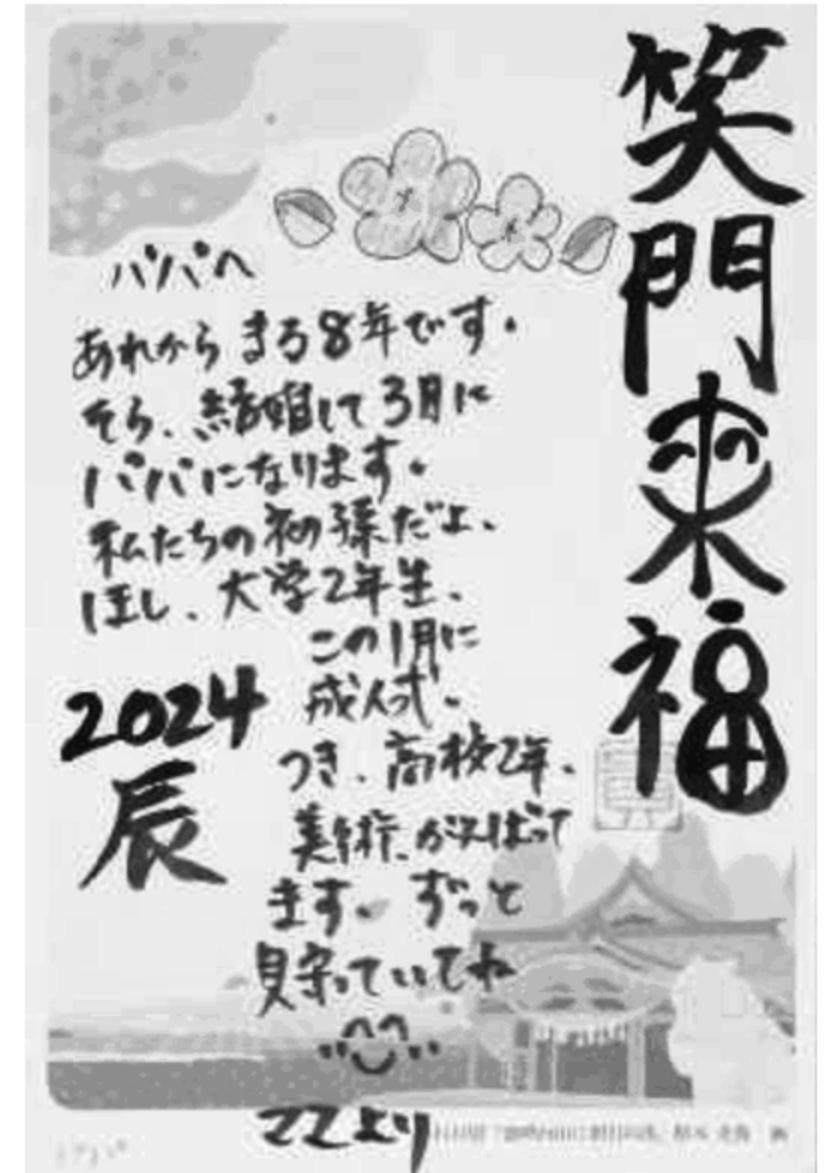
*Mon corps à moi est dans un état
tel que je pourrais te rejoindre d'un jour
à l'autre, mais tu serais peut-être
choqué de voir une grand-mère pareille.
Vieillit-on dans l'au-delà ?
Quelle solitude de ne jamais avoir
de réponse. Écrire des lettres m'aide
à supporter ces sentiments terribles.
Je vais m'arrêter ici pour aujourd'hui.
Compte sur moi pour t'écrire la semaine
prochaine.*

**

Une autre expéditrice a intéressé le postier Nakata : pendant de longues années, elle a écrit deux lettres par mois à son petit-fils disparu, Yuta. Un beau jour, brutalement, les envois ont cessé. Nakata ne sait pas pourquoi, mais il aime à penser qu'elle a réussi à faire son deuil, d'une façon ou d'une autre. "Il y a des phases, on ne reste pas éternellement endeuillé de la même manière."

En ce samedi, l'année dernière, ils étaient plusieurs dizaines assis, en silence, à passer en revue des piles de missives. Lina Yokose, 30 ans, était venue avec une amie – elle avait découvert le Bureau de poste des disparus dans une série télé. Après avoir lu divers courriers, la jeune femme s'est attablée pour elle aussi prendre la plume à l'attention de son amie Seika, morte six mois auparavant dans un accident. "J'aurais voulu qu'elle soit ici avec nous. Et je veux qu'elle sache que sa maman tient le coup."

—Michelle Ye Hee Lee
et Julia Mio Inuma,
publié le 8 février



histoire.



La première victoire d'Alexandre le Grand

334 av. J.-C. — Turquie

Lorsqu'il accède au trône, Alexandre poursuit le projet de son père : libérer les cités grecques d'Asie mineure de la domination perse. La bataille du Granique marque le début d'une campagne militaire qui va changer le monde.

—Die Welt, extraits (Berlin)

Autour d'Alexandre, la bataille fait rage. Derrière lui, un Perse lève son sabre et va pour l'abattre quand soudain Cleitos lui tranche le bras et sauve in extremis la vie de son roi. Voilà comment l'historien Arrien raconte le moment déterminant de la première bataille que le Macédonien livre aux Perses.

Cette bataille, qui a eu lieu en 334 avant J.-C. au mois de mai sur les rives du Granique, un fleuve dans le nord-ouest de l'Asie mineure, marque la première des trois grandes victoires d'Alexandre sur l'empire des Perses achéménides, qu'il finira par conquérir. C'est aussi là qu'il commence à fonder son propre empire, le plus vaste de l'Antiquité, qu'il dirige jusqu'à sa mort, en 323 avant J.-C. Malgré l'importance de ce combat, son emplacement exact a longtemps échappé aux historiens.

Reyhan Körpe, professeur d'histoire à l'université Onsekiz Mart de Çanakkale, est désormais

certain des lieux : c'est à 10 kilomètres de la ville actuelle de Biga, dans la province turque de Çanakkale, que la bataille se serait déroulée, explique-t-il à *Live Science*, un magazine en ligne. Grâce à un projet de fouilles menées autour du Granique, l'historien a pu rassembler découvertes archéologiques, témoignages historiques et vastes analyses de terrain pour reconstituer le chemin qu'a emprunté Alexandre en 336 avant J.-C. dans la plaine de Biga, du village d'Özbek à Lapseki, en passant par Umurbey.

Ces travaux viennent corroborer une thèse déjà défendue au XIX^e siècle par l'archéologue allemand Heinrich Kiepert. L'emplacement auparavant supposé, non loin du village de Çinarköprü, est en contradiction avec les analyses géomorphologiques de Reyhan Körpe : autrefois marécageux, l'endroit n'aurait jamais convenu aux Perses et à leur cavalerie lourde.

Témérité. Certes, la bataille du Granique paraît modeste en comparaison des colossaux affrontements d'Issos en 333 et de Gaugamèles en 331, où Alexandre défait l'armée de Darius III. Elle est cependant d'une grande importance historique, puisque le jeune Macédonien, qui venait d'hériter, en 336, du trône de son père, Philippe II, y jouait son avenir. Certes, il avait su mater les révoltes en Grèce et dans les Balkans, mais les préparatifs de sa campagne contre les Perses, qui avaient déjà refoulé Philippe en son temps, avaient vidé les caisses. Sa suprématie sur la ligue de Corinthe, une alliance entre les cités et royaumes grecs, dépendait du sort de cette guerre.

D'où peut-être la témérité du jeune roi, qui franchit la rivière avec ses compagnons et mène la charge contre la cavalerie lourde achéménide, positionnée sur la rive escarpée par les satrapes [gouverneurs de provinces] perses. Ce n'est qu'au prix de lourdes pertes que les Macédoniens – forts de 30 000 fantassins et de 5 000 cavaliers – passent le cours d'eau et, selon Arrien toujours, que «les Perses et leurs chevaux, enfouis en avant par les piques et de tous côtés par la cavalerie [...] commencent à fuir en face d'Alexandre».

Ensuite, les troupes macédoniennes terrassent un contingent de mercenaires grecs postés derrière la cavalerie et capturent les survivants pour les réduire en esclavage. C'est ainsi que le jeune roi a cimenté la loyauté des troupes grecques, lui qui, parce qu'il doutait de leur fidélité, les avait judicieusement cantonnées à sa réserve.

Bien que les détails de la bataille abondent dans les sources, elle s'est révélée un casse-tête pour des générations de chercheurs. Les trames principales des deux témoignages les plus importants de l'époque sont en contradiction. Selon Arrien, la confrontation entre les deux armées a eu lieu dans la journée : à rebours de l'avis de Parménion, déjà général sous Philippe II et qui préconisait d'attendre le lendemain, Alexandre aurait préféré engager directement le combat. Diodore de Sicile, autre historien gréco-romain, raconte lui tout l'inverse : le roi aurait passé la nuit sur les rives du Granique, pour ne faire traverser ses troupes qu'à l'aube, en ordre de

“Les Perses et leurs chevaux, enfouis en avant par les piques et de tous côtés par la cavalerie [...], commencent à fuir.”

Arrien, SÉNATEUR ROMAIN, AUTEUR D'EXPÉDITION D'ALEXANDRE

bataille. Il escamote ainsi le combat sur la rive escarpée, remporté au prix de nombreuses pertes et grâce à une tactique de haute volée. La victoire paraît donc plus facile, et le rôle du Macédonien moins héroïque.

Cette controverse dure depuis les balbutiements de l'historiographie d'Alexandre. Pour écrire son *Anabase* [ou *Expédition d'Alexandre*], au II^e siècle après J.-C., Arrien, alors sénateur romain, s'appuie sur divers témoignages de contemporains du roi, notamment les *Mémoires* de Ptolémée, l'un des diadoques [les généraux d'Alexandre, qui se disputèrent son empire après sa mort]. [Arrien a également utilisé les récits d'autres diadoques ainsi que d'Aristobule, un autre membre de l'entourage du roi.] Diodore élabora son récit plus tôt, au I^r siècle avant J.-C., mais il utilise des sources moins sérieuses qui appartiennent à la vulgate d'Alexandre, une tradition apologétique où les contes populaires aux détails extravagants brouillent la frontière entre faits et inventions.

Si le destin de l'Empire perse n'est scellé qu'avec les batailles d'Issos et de Gaugamèles, la confrontation sur les bords du Granique reste un succès majeur, puisque Alexandre soumet ainsi l'Asie mineure – l'objectif de son père, Philippe –, met la main sur des ressources importantes et s'assure la loyauté de ses alliés grecs. Si Cleitos ne lui avait pas sauvé la vie, la campagne de libération des cités grecques de la côte égéenne aurait été suspendue, voire abandonnée. Les généraux se seraient disputé les dépouilles, une nouvelle dynastie aurait pris le pouvoir en Macédoine, et la Grèce aurait sombré dans le chaos. En traversant le Granique, Alexandre a bel et bien changé le cours de l'histoire mondiale.

Berthold Seewald,
publié le 10 février

↗ Le Passage du Granique, de Charles Le Brun.

Photo GL Archive/
Alamy/Photo12

Le Monde

HORS-SÉRIE

LA RÉPUBLIQUE SOUS TENSIONS

1870 – 2025

ANATOMIE DES CRISES POLITIQUES



La France traverse, depuis la dissolution de l'Assemblée nationale décidée le 9 juin 2024 par Emmanuel Macron, une crise inédite sous la V^e République. S'agit-il d'une crise politique ou d'une crise du politique ? Cette nouvelle poussée de « fièvre hexagonale » est au cœur d'un hors-série du *Monde* qui propose enquêtes, entretiens, portraits, histoires, analyses et infographies, tout pour décrypter ce long film d'une singularité française parmi les démocraties libérales depuis plus de cent cinquante ans de vie politique.

LA RÉPUBLIQUE SOUS TENSIONS

Un hors-série du « Monde »

100 pages - 12,50 €

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Tiguan eHybrid



Croiser une borne sans s'y arrêter,
c'est ça la vraie liberté.

Bénéficiez de la Prime Eco VW de 5 400 €⁽¹⁾



Nouvelle technologie Volkswagen eHybrid.

Jusqu'à 128 km d'autonomie en 100% électrique et jusqu'à 946 km d'autonomie cumulée⁽²⁾, vous avez enfin une bonne raison de ne pas choisir.

A 12 g CO₂/km



Modèle présenté: Tiguan R-Line 1.5 eHybrid 8 CV 204 ch DSG6. Certains équipements sont en option et disponibles uniquement dans le pack 'Black R-Line'. Plus d'informations sur [volkswagen.fr](#) (1)Prime Eco VW de 5 400 € (remise conseillée dans le réseau participant) applicable sur le prix d'achat d'un Tiguan eHybrid neuf, du 01/03/2025 au 31/03/2025 et immatriculation avant le 31/12/2025. Plus d'informations auprès de votre Partenaire. (2) Distance totale maximum en combinaison essence/électrique pour un Tiguan eHybrid dont 128 km en 100 % électrique, données WLTP. L'autonomie réelle en mode tout électrique dépend de nombreux paramètres dont l'équipement, le style de conduite et la vitesse.

Cycles mixtes gamme Tiguan 1.5 eHybrid (l/100km) WLTP : 0,4-0,6. Rejets de CO₂ (g/km) WLTP : 9-12.

Valeurs au 15/02/2024, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

Volkswagen Group France – SAS au capital de 198 502 510 € – 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts – RCS Soissons 832 277 370.